

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

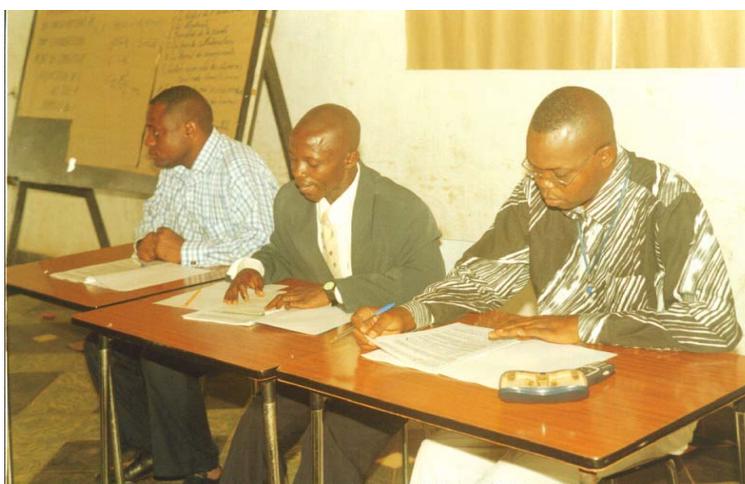
MINISTERE DU PLAN

UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.

UPPE-SRP

Rapport final

des consultations participatives de la base pour l'élaboration du
Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
Territoire de IDJWI - Province du Sud Kivu.



Sous la coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- *Martin KALEGAMIRE RUZIGANA*
- *Lucie KITUMAINI BIHINDA*
- *Claude BAHATI KAWAYA*
- *Pascaline BIHITO*
- *BIRINGANINE BULAKALI*

Superviseur : Olivier TSHIAKANI MBWEBWE

Consultant SERACOB

Du 18 novembre au 24 décembre 2004.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	1
AVANT-PROPOS	6
REMERCIEMENTS	7
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE D'APPENDICES	8
LISTE DES ACRONYMES	9
RESUME DU RAPPORT.....	10
CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION.....	12
1.1. ORIGINE DU PROJET.....	12
1.2. PRESENTATION DES SITES.....	13
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT.....	14
CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE.....	15
2.0. INTRODUCTION.	15
2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE.	15
2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES.....	15
2.3. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES.....	20
2.3.1. L'OBSERVATION DIRECTE.....	20
2.3.2. L'INTERVIEW SEMI-STRUCTUREE (I.S.S.)	20
2.3.3. ARRANGEMENT PAR PREFERENCE.....	20
2.3.4. SOURCES SECONDAIRES	20
2.3.5. ANALYSE DE L'ASPECT GENRE	20
2.3.6. CARTE SOCIALE	21
2.3.7. CALENDRIER SAISONNIER	21
2.3.8. MATRICE DE PLANIFICATION.....	21
2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES	21
2.4.1. <i>Territoire.</i>	21
2.4.2. <i>Sites</i>	22
2.5. MOBILISATION SOCIALE	22
2.6. LIMITATIONS DE LA COLLECTE DES DONNEES :	23
2.6.1. L'AMBIVALENCE DE CERTAINES QUESTIONS :	23
2.6.2. LA SOUS ESTIMATION DE LA DUREE DE COLLECTE DES DONNEES A TRAVERS TOUS LES SITES.....	23

2.7.	CONCLUSION PARTIELLE	23
CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE. 25		
3.1.	DEFINITIONS ET CONCEPTS.....	25
3.1.1.	<i>Pauvreté au niveau individuel (ou du ménage)</i>	25
3.1.2.	<i>Pauvreté au niveau de la communauté</i>	26
3.2.	CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE	26
3.3.	TENDANCES DE LA PAUVRETE	29
3.4.	BIEN-ETRE.....	34
3.5.	DIMENSIONS GENRE DANS LA PAUVRETE	35
3.5.1.	<i>Statut social</i>	35
3.5.2.	<i>Activités journalières</i>	35
3.5.3.	<i>Aides de la famille</i>	37
3.5.4.	<i>Secteurs sociaux économique et de l'emploi</i>	38
3.5.5.	<i>Migrations</i>	38
3.6.	INDICATEURS DE PAUVRETE	39
3.6.1.	<i>Indicateurs de pauvreté au niveau individuel</i>	39
3.6.2.	<i>Indicateurs de pauvreté au niveau de communauté</i>	40
3.7.	PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES	40
3.8.	CONCLUSION PARTIELLE	42
CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE..... 43		
4.0.	INTRODUCTION.	43
4.1.	ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE.....	43
4.1.1.	<i>Appartenance ethnique sur le site géographique</i>	43
4.1.2.	<i>Calendrier saisonnier</i>	43
4.1.3.	<i>Investissements dans l'éducation</i>	45
4.2.	SOURCES MAJEURES DE REVENUS	45
4.3.	CONCLUSION PARTIELLE	47
CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES 48		
5.0.	INTRODUCTION	48
5.1.	EDUCATION.....	48
5.1.1.	NIVEAU D'ACCES :	52
5.1.2.	QUALITE D'EDUCATION	53
5.2.	LA SANTE.....	54
5.2.1.	NIVEAU D'ACCES :	55
5.2.2.	QUALITE DES SERVICES DE SANTE	55
5.3.	LOGEMENT.....	56
5.3.1.	NIVEAU D'ACCES	56
5.3.2.	QUALITE DE LOGEMENT	56
5.4.	EAU ET ASSAINISSEMENT.....	56
5.4.1.	NIVEAU D'ACCES	56
5.4.2.	QUALITE DE LA DESSERTE :	57
5.4.3.	EXTENSION ET ENTRETIEN DE LA DESSERTE.	57
5.5.	VOIES DE COMMUNICATION.....	57
5.5.1.	TYPES	57

5.5.2.	NIVEAU D'ACCES	58
5.5.3.	QUALITE :	58
5.6.	LES MARCHES	58
5.6.1.	NIVEAU D'ACCES	59
5.6.2.	QUALITE	59
5.7.	MOYENS DE COMMUNICATION.....	59
5.7.1.	TYPES	59
5.7.2.	NIVEAU D'ACCES	59
5.7.3.	QUALITE	60
5.8.	ENERGIE.....	61
5.8.1.	TYPES	61
5.8.2.	NIVEAU D'ACCES	61
5.8.3.	QUALITE	62
5.9.	CONCLUSION PARTIELLE	62
CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE		65
6.0.	INTRODUCTION	65
6.1.	RAPPEL HISTORIQUE.....	65
6.2.	GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO PROMOTION.....	67
6.2.1.	<i>Instances locales de décisions</i>	68
6.2.2.	<i>Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décisions</i>	68
6.2.3.	<i>Modes d'accès à la direction des instances locales de décision</i>	70
6.2.4.	<i>Influence dans le choix des dirigeants :</i>	71
6.2.5.	<i>Les dynamiques communautaires</i>	71
6.3.	ACCES AUX MEDIAS	73
6.4.	ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	73
6.5.	MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES	74
6.5.1.	<i>Versements des subventions de la province</i>	74
6.5.2.	<i>Fiscalité locale</i>	74
6.5.3.	<i>Responsabilité et transparence</i>	74
6.5.4.	<i>Corruption</i>	75
6.6.	LIBERTES, SECURITE DES PERSONNES.....	75
6.7.	CONCLUSION PARTIELLE	76
CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		78
7.0.	INTRODUCTION	78
7.1.	FORME DE L'ETAT :	78
7.2.	ELECTIONS :	78
7.3.	EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE.....	78
7.4.	SANTE	78
7.5.	MODERNISATION DE L'AGRICULTURE	79
7.6.	DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES :	79
7.7.	DEVELOPPEMENT RURAL	80
7.8.	APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	80
7.9.	ÉLECTRIFICATION RURALE :	80
7.10.	ENVIRONNEMENT :	80
7.11.	LOISIRS	81
7.12.	FINANCEMENT DES MICROPROJETS :	81
7.13.	LIBERALISATION :	81

7.14.	PRIVATISATION :	81
7.15.	TAXATION :	81
7.16.	DROITS FONCIERS.....	81
7.17.	REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :	82
7.18.	SECURITE ET PROTECTION	82
7.19.	CONTROLE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES POPULATIONS.....	83
7.20.	CONCLUSION PARTIELLE	83

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE. 84

8.0.	INTRODUCTION	84
8.1.	MECANISMES DE SURVIE	84
8.1.1.	<i>Enclavement</i>	84
8.1.2.	<i>Energie</i>	85
8.1.3.	<i>Contraintes sociales et financières</i>	85
8.1.4.	<i>Pénurie de la nourriture</i>	85
8.1.5.	<i>Pénurie en eau</i>	86
8.1.6.	<i>Education</i>	86
8.1.7.	<i>Santé : VIH/SIDA, paludisme et autres maladies</i>	86
8.1.8.	<i>Maladie de la récolte</i>	87
8.1.9.	<i>Chômage</i>	87
8.1.10.	<i>Surpopulation et problèmes de terre</i>	88
8.1.11.	<i>Logement</i>	88
8.1.12.	<i>Dispersion géographique</i>	88
8.1.13.	<i>Existence des minorités ethniques ou sociales</i>	88
8.1.14.	<i>Arrangements funéraires</i>	88
8.1.15.	<i>Disparités linguistiques</i>	88
8.1.16.	<i>Guerres et catastrophes</i>	89
8.1.17.	<i>Développement Rural</i>	89
8.1.18.	<i>Technologie appropriée</i>	89
8.1.19.	<i>Médias</i>	89
8.1.20.	<i>Administration de la justice</i>	89
8.1.21.	<i>Environnement</i>	89
8.2.	ACTIONS DE LA COMMUNAUTE	90
8.2.1.	<i>De l'enclavement du territoire</i>	92
8.2.2.	<i>De l'inexistence de l'énergie électrique</i>	92
8.2.3.	<i>De la mauvaise gouvernance</i>	92
8.2.4.	<i>De la baisse de production agricole</i>	93
8.2.5.	<i>De l'insuffisance de la desserte en eau potable</i>	93
8.3.	MATRICE DE PLANIFICATION DES SITES.....	94
	<i>Matrice de planification du site Bugarula</i>	94
	<i>Matrice de planification du site CHIKOMA</i>	97
	<i>Matrice de planification du site BUNYAKIRI</i>	100
	<i>Matrice de planification site MUGOTE</i>	103
	<i>Matrice de planification du site RAMBO</i>	106
8.4.	MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES STRATEGIES ET ACTIVITES PROPOSEES.	109
8.5.	CONCLUSION PARTIELLE	112

CONCLUSION GENERALE 114

ANNEXE 1..... 121

LISTE DES PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS PARTICIPATIVES PAR CATEGORIE ET PAR SITE 121

ANNEXE 2 : LISTE DES SOURCES SECONDAIRES 126

ANNEXE 3 : LE CALENDRIER SAISONNIER DU TERRITOIRE D'IDJWI..... 126

ANNEXE 4 : MATRICE DE PLANIFICATION DU TERRITOIRE	127
ANNEXE 5 : RAPPORT DES SITES	130

AVANT-PROPOS

Le présent rapport constitue un document précieux qui trace les voies et moyens pour le développement du territoire d'Idjwi. Il découle d'une approche efficace de développement fondée sur la méthode accélérée de recherche participative (MARP). Vous y trouverez non seulement les besoins réellement ressentis par la population consultée mais aussi ses actions concrètes envisagées afin de réduire ses problèmes de la pauvreté.

L'approche MARP utilisée dans les consultations participatives et ayant fourni les données pour l'élaboration de ce rapport garantit la réussite des actions à mener car elles sont l'œuvre même de la base consultée. C'est donc un plan de développement endogène du territoire insulaire d'Idjwi qui devrait servir de référence à tout acteur sérieux en matière de développement et voulant intervenir dans ce milieu.

REMERCIEMENTS

Nous saluons d'abord la nouvelle politique de la République Démocratique du Congo (R.D.C.), en matière de lutte contre la pauvreté qui, cette fois, place la base au centre du programme national de développement à travers les consultations participatives initiées sur toute l'étendue du pays.

Nos remerciements s'adressent ensuite à l'Unité de Pilotage (UPPE), au Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale (SERACOB) qui par le savoir-faire de son équipe technique a pu outiller les animateurs des techniques qui ont permis la réussite des consultations participatives sur terrains.

Que l'Administrateur du Territoire insulaire d'Idjwi et toute la notabilité trouvent dans le présent document l'expression de notre reconnaissance pour leur implication totale du début jusqu'à la fin des consultations participatives.

Nous devons aussi une gratitude à la paroisse, catholique de BUMPETA (Bugarula) qui malgré les conditions difficiles du milieu nous a offert un cadre de travail avec les conditions nécessaires pour l'organisation de l'atelier territorial.

Enfin, nous réitérons nos remerciements à toute l'équipe D.S.R.P. axe IDJWI pour son dynamisme et à la population insulaire d'Idjwi pour sa participation sans réticence aussi bien aux consultations participatives qu'aux enquêtes quantitatives.

Liste des tableaux

01. Listes des participants aux consultations participatives.
02. Les tableaux des parties prenantes
03. Les statistiques de la population d'Idjwi par groupement
04. Tableau d'emploi de temps pour les hommes et les femmes
05. Calendrier saisonnier (agriculture, élevage et pêche)
06. Tableau d'arrangement par préférence des sources majeures de revenu.
07. Tableau d'arrangement par préférence des problèmes majeurs du territoire d'Idjwi.
08. Les matrices de planification par site.
09. Les matrices de planification du territoire d'Idjwi.
10. Le calendrier saisonnier du territoire d'Idjwi.

Liste d'appendices

1. Liste des participants aux consultations participatives par site
2. Liste des sources secondaires :
3. Population du territoire d'Idjwi par sexe et par âge
4. Le calendrier saisonnier du territoire d'Idjwi.
5. Matrice de planification du territoire d'Idjwi
6. La carte social d'Idjwi.

Liste des acronymes

A .N.R	: Agence Nationale de Renseignement
A.T	: Administrateur du territoire
C	: Commission
C.B.C.A.	: Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique
C.P.R	: Centre de Promotion Rurale
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
COPA	: Comité des parents
COSA	: Comité de santé
D.G.M	: Direction Générale de Migration
D.S.R.P.	: Document de stratégie de Réduction de la Pauvreté.
D.S.R.P.-I	: Document intérimaire de stratégie de Réduction de la pauvreté
E.N.DA	: Ecole Nationale d'Administration
E.P.	: Ecole Primaire
I.S.S.	: Interview semi structurée
M.P.R.	: Mouvement Populaire de la Révolution
MARP	: Méthode Accélérée de Recherche Participative
N.C	: Non conventionnée
O.N.G.	: Organisation Non Gouvernementale
OKAPI	: Radio de la Mission des Nations Unies au Congo (RD.C.)
P.P.T.E	: Pays Pauvres Très Endettés
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
R.F.I.	: Radio France Internationale
S.N.EL	: Société Nationale d'Electricité
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquis
SNCC	: Société Nationale des chemins de fer congolais
SONAS	: Société Nationale d'Assurance
UPPE	: Unité de Pilotage pour l'Elaboration des Stratégie de Réduction de la Pauvreté
VIH	: Virus Immuno Déficience humaine

RESUME DU RAPPORT.

Après l'introduction et un aperçu sur la méthodologie utilisée pour accéder aux informations recherchées, le chapitre sur la perception locale de la pauvreté, vulnérabilité et bien être est abordé. Les renseignements donnés par la population montre qu'elle considère avant tout l'enclavement, le manque d'énergie électrique, la mauvaise gouvernance et manque d'encadrement agricole comme causes principales de la pauvreté dans leur entité.

Le chapitre sur les moyens de subsistance montre que la population d'Ildjwi est avant tout agricole. Elle vit principalement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du petit commerce.

Le chapitre sur les services sociaux et infrastructures fait ressortir l'insuffisance notoire de moyens de transport lacustre et le manque d'énergie électrique. A cause de ces deux problèmes majeurs, le développement socio-économique de l'île d'Ildjwi est pratiquement impossible. Les faiblesses des autres services sociaux et infrastructures (éducation, santé, logement, eau et assainissement, marché) sont clairement montrées dans ce chapitre, mais on se contente du moins du fait qu'ils existent.

Le chapitre sur la paix et gouvernance permet de découvrir un autre problème qui exacerbe la misère des Bany'Ildjwi : la mauvaise gouvernance. Celle-ci est pratiquée par les autorités politico-administratives, les agents de l'Etat, des éléments de l'armée et de la police et même par des chefs coutumiers.

Le chapitre sur les visions pour la réduction de la pauvreté a permis à la population l'occasion de donner sa position et ses souhaits sur des sujets divers comme la forme de l'Etat, les élections, éducation fondamentale, la santé, le désenclavement, l'électrification, la taxation.

Le chapitre sur les stratégies pour la réduction de la pauvreté expose tout ce que la population préconise comme solution pour lutter contre la pauvreté. Les

principales stratégies arrêtées par la population sont les désenclavements grâce aux moyens de transport lacustre plus performants, l'électrification, le développement de l'agriculture et l'instauration de la bonne gouvernance.

En fin, il y a un chapitre sur la conclusion générale dans lequel l'équipe MARP se prononce sur la pertinences de quatre stratégies tout en soulignant dans une nota ben que les deux première à savoir le désenclavement et l'électrification sont prioritaires.

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1.1. Origine du projet.

La R.D.C en dépit de ses immenses ressources humaines et de sous-sols, se trouve classer parmi les pays les plus pauvres du monde. Certains indicateurs, à travers pratiquement toutes les provinces, montrent que la population croupie dans une misère indescriptible avec moins de 0,20 \$ par personne et par jour, l'absence totale d'emploi, des infrastructures routières, sanitaires.

Depuis plus d'une décennie, le pays traverse une crise économique et institutionnelle sans précédent qui a même occasionné la naissance des groupes armés et a permis aux armées étrangères d'intervenir dans une partie du territoire provoquant une crise plus complexe dans la sous-région des Grands Lacs.

Cependant, depuis 2001, les efforts du gouvernement ont été axés sur la restauration de la paix, la reconstruction d'un Etat démocratique, le rétablissement de l'équilibre macro économique et la relance de la production. Ces efforts ont permis la reprise de la coopération internationale avec les partenaires et l'élaboration du DSRP.I. en 2001.

La volonté manifeste de restaurer la paix et d'instaurer la démocratie qui s'est exprimée par la signature des accords de Sun City d'une part, et les efforts de stabilisation et de la relance économique d'autre part, ont encouragé davantage la communauté internationale d'appuyer la R.D.C. dans ses programmes de réduction de la pauvreté.

C'est dans ce cadre que le gouvernement, pour manifester sa volonté de s'engager dans un processus de renaissance, a résolu de mettre sur pied un DSRP, d'une manière participative avec l'ensemble de la population nationale et les partenaires extérieurs et intérieurs.

Ce document constitue le cadre organisationnel des actions à entreprendre pour une croissance durable et pro-pauvre et s'articule sur trois piliers à savoir :

- Le pilier paix et bonne gouvernance
- Le pilier stabilité macro-économique
- Le pilier dynamique communautaire

Le présent rapport rentre dans le pilier de la dynamique communautaire de la vie quotidienne et des activités de résistance à la crise pour les populations du territoire d'Idjwi dans la Province du Sud-Kivu.

1.2. Présentation des sites.

Suivant un certain nombre de critères, cinq sites ont été consultés. Il s'agit des sites ci-après :

- **BUGARULA** : Chef lieu du territoire d'Idjwi et de la collectivité chefferie-Rubenga. Il fallait donner à l'Administrateur du Territoire, au Curé de la paroisse Bumpeta, aux Elus du peuple et aux chefs de services importants du territoire l'occasion de se faire une bonne image sur les consultations en les prenant comme parties prenantes.

- **CHIKOMA** : site situé à la lisière de l'ex-réserve forestière de Nyamusisi. Ce site est insuffisamment desservi en centres de santé, écoles, eau potable et autres infrastructures de base.

- **BUNYAKIRI** : (en collectivité Rubenga) et **MUGOTE** (en collectivité Ntambuka) souffrent particulièrement de l'enclavement, car aucun bateau ne passe du côté Est de l'île où se trouvent ces deux groupements.

- **RAMBO** : (Mpene et Nyakalengwa) : dans ce site on vit particulièrement dans une pauvreté indescriptible à cause de la surpopulation de la rareté des terres et du vieillissement du sol cultivable. D'où le mouvement de la population ici est très accentué à la recherche des milieux présentant des conditions de vie favorable.

1.3. Organisation du rapport.

A part l'introduction qui constitue le premier chapitre, notre rapport comprend sept chapitres à savoir :

- La Méthodologie.
- La perception locale de la pauvreté, vulnérabilité et bien-être.
- Les moyens de subsistance.
- Les services sociaux et infrastructures.
- La Paix et gouvernance.
- Les Visions pour la réduction de la pauvreté.
- Les Stratégies pour la réduction de la pauvreté.
- Une conclusion générale clôture naturellement ce rapport.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE.

2.0. Introduction.

Dans cette approche méthodologique, nous allons, après avoir présenter l'équipe MARP, procéder à l'analyse des parties prenantes et à l'explication des méthodes utilisées pendant les consultations dans les sites choisis.

2.1. Composition de l'équipe.

- Kalegamire Ruzigana : Superviseur
- Lucie Kitumaini Bihinda : Facilitatrice
- Claude Bahati Kawayu : Facilitateur adjoint
- Pascaline BIHITO : Rabatteuse
- Biringanine Bulakali : Rapporteur

2.2. Analyse des parties prenantes.

Les parties prenantes ont été identifiées selon les critères ci-après :

- Vulnérabilité : Pygmées, Veuves, handicapés physiques, retraités, anciens combattants.
- Sexe : Hommes, femmes, garçons, filles.
- Age : Jeunes, adultes, vieux
- Catégories socioprofessionnelles : cultivateurs, éleveurs, pêcheurs, armateurs, fonctionnaires, enseignants, infirmiers, autorités politico-administratives (Administrateur de territoire, chefs de collectivités, chefs des groupements, des localités), policiers.
- Confessions religieuses : prêtres, pasteurs, animateurs des chapelles
- ONG et Associations locales, commission justice et paix, comité des parents, comité de santé.
- Elus du peuple.

Tableau des parties prenantes

Parties concernées	Problèmes	Craintes	Contributions	Gains
A) <u>Les Hommes</u> - Autorité politico Administratives.	Pauvreté de leurs administrés et de leur entité.	Incapacité de payer les taxes. Exode rural.	- Appuyer les efforts de réduction de la pauvreté -Éliminer les taxes illégales.	Augmentation du pouvoir d'achat de la population par des taxes légales payées avec facilité. - Amélioration des conditions de vie de l'entité.
Responsables Religieu	- Misère des fidèles. - Incapacité de donner les dîmes et aumônes.	Évangélisation difficile. Persistance des péchés.	Organiser les campagnes d'évangélisation Initier les projets de développement en vue de réduire la pauvreté des fidèles.	-Amélioration de la santé physique des fidèles en plus de la santé spirituelle. Faciliter par les fidèles de donner les dîmes.
Elus du peuple	Pauvreté et misère de leurs électeurs.	Perte de la confiance investie en eux par la population.	Mobiliser la population Canaliser fidèlement les problèmes de la base vers la hiérarchie.	Confiance de la population gagnée. Résolution efficace des problèmes de la base
Responsable d'ONG et associations locales	Incapacité de mobiliser les ressources locales (cotisation	Echec dans les actions Difficulté d'atteindre les objectifs assignés	Mobiliser la population et l'encadrer techniquement (sensibilisation).	Mobilisation facile des cotisations Participation active de la population.
Présidents des Comité des Parents (COPA)	Enseignement entièrement en charge des parents à pouvoir d'achat très bas.	- Pauvreté des parents, - Abandon d'élève - Baisse de la qualité d'enseignement	Contribuer à la bonne gestion des écoles - Instaurer un État responsable et de droit	- la reprise en charge de l'enseignement par l'Etat. - L'amélioration de la qualité de l'enseignement
Présidents des comités de santé	Les centres de santé, les équipements supportés par la population	La pauvreté de la population La précarité des infrastructures sanitaires	Contribuer à la bonne gestion des centres de santé.	L'Etat prend en charge la santé de la population. Conditions sanitaires améliorées. - Amélioration des conditions sanitaires par la remise en

Parties concernées	Problèmes	Craintes	Contributions	Gains
				charge par l'Etat.
Cultivateurs éleveurs et pêcheur	Manque d'encadrement technique et d'intrants	Baisse de la production	S'adonner à l'agriculture l'élevage et à la pêche - Solliciter l'appui des bailleurs des fonds	Encadrement et intrants assurés - Productions améliorées. Alimentation et autres besoins vitaux assurés.
Armateur	Tracasseries, taxes illégales et rançonnements exagérés.	Abandon de cette activité importante	Contribuer au désenclavement de l'île d'Idjwi - Solliciter l'intervention des autorités provinciales.	Productions améliorées. Alimentation et autres besoins vitaux assurés. Réduction des tracasseries, rançonnements et taxes illégales.
- Fonctionnaires	Non paiement des salaires suffisants et réguliers	Perte de la dignité en vivant seulement des tracasseries, rançonnements et taxes illégales	Bien servir la population - Instaurer un Etat de droit et responsable	Salaires suffisants, régulièrement payés
- Enseignants	Non paiement des salaires suffisants et réguliers par l'Etat	Corruption - Baisse de la qualité d'enseignement - Perte de la dignité en restant indéfiniment dépendant des primes payées par les parents	Eduquer efficacement les enfants	Salaires payés par l'Etat. Dignité retrouvée.
Infirmiers	non paiement de salaires suffisants et réguliers par l'Etat	démotivation du personnel soignant suite aux salaires bas résultant de	Se consacrer aux soins de la population	Salaires payés par l'Etat.

Parties concernées	Problèmes	Craintes	Contributions	Gains
		l'autofinancement		
Les pygmées	Manque des terres. Même la forêt est inexistante à Idjwi	Marginalisation des pygmées - Migration vers d'autres territoires (nomadisme)	Créer l'association de défenses de droit des pygmées	Disponibilisation des terres en faveur des pygmées - Intégration sociale des pygmées
Handicapés physiques	Abandonnés à eux-mêmes sans assistance ni encadrement de la part de l'Etat.	Charges pesantes à des familles démunies - Affaiblissement et mort Précipitée	Apprendre des métiers aux handicapés	Intégration sociale des handicapés
- Retraités, anciens combattants	Les indemnités de pension ne sont pas payées régulièrement et sont insignifiante	Pauvreté, misères de retraités - Maladies et mort Précipitée	Payer régulièrement les indemnités suffisantes	- Prise en charge par l'Etat et les ONGS - Améliorations des conditions de vie des retraités
B) <u>Femmes</u> - Responsable des ONGS et associations locales	- Incapacité de mobiliser des cotisations pour leur fonctionnement	Difficulté d'atteindre les objectifs fixés (fragilité)	Mobiliser la population féminine dans les efforts de la réduction de pauvreté	Participation des femmes dans le programme de développement
- Enseignantes	Non paiement des salaires suffisants et régulier par l'Etat	Dépendance vis-à-vis des parents. - Baisse de la qualité de l'enseignement	Payer régulièrement aux enseignants un salaire suffisant	Amélioration des conditions de vie des enseignants et de la qualité de l'enseignement
- Cultivatrice	Manque d'encadrement technique et matériel	- Baisse de la production agricole	Promouvoir l'agriculture par des appuis en intrant et en formation	- Amélioration de la production agricole
C) <u>Jeunes</u>	Les primes sont	Renvoie des écoles	- Reprise en charge des enseignants	- Scolarisation de la

Parties concernées	Problèmes	Craintes	Contributions	Gains
- Garçons	difficilement payées par les parents		par l'Etat	jeunesse
- Filles	- Les primes sont difficilement payées par les parents - La scolarisation des filles est négligée.	- Renvoie des écoles - Taux d'analphabétisme élevé chez les filles	- Promouvoir l'agriculture par des appuis en intrant et en formation - Reprise en charge des enseignants par l'Etat - Reprise en charge des enseignants par l'Etat - Sensibiliser les parents sur l'égalité entre les filles et les garçons	- Amélioration de la production agricole - Scolarisation de la jeunesse - Scolarisation de la jeunesse - Réduction du taux d'analphabétisme chez les filles

2.3. Méthodes de la consultation utilisées.

2.3.1. L'observation directe.

Cet outil a été utilisé pendant nos séances d'interviews, focus-groups et pendant tous nos déplacements et nous a permis de constater l'état des routes et ponts, des centres de santé, des écoles, l'utilisation des terres, l'habillement, ...

2.3.2. L'interview semi-structurée (I.S.S.)

Les interviews semi-structurées étaient tenues soit avec les individus, soit en focus-groups. Dans chaque village consulté, les ISS avec les individus étaient organisés avec des chefs de village ou d'autres personnes clés suivant les particularités du milieu.

Pour chaque tenue de focus-groups, le recours aux ISS était inévitable

2.3.3. Arrangement par préférence

Pour chaque thème de recherche exploité, les problèmes étaient cités d'abord pêle mêle; puis il était demandé aux consultés de les arranger suivant leur ordre d'importance. Cette manière de faire a permis de distinguer les problèmes majeurs des problèmes mineurs (hiérarchisation). Cette méthode a été utilisée dans presque tous les chapitres de ce rapport.

2.3.4. Sources secondaires

Les informations fournies par les consultés ont été complétées par des documents écrits tels que le rapport annuel du territoire exercice 2003.

2.3.5. Analyse de l'aspect genre

Cet outil nous a permis de vérifier la façon dont les deux genres participent aux activités utiles de la famille et de la communauté et a été utilisé dans tous les villages consultés.

2.3.6. Carte sociale

A travers les cartes tracées avec les consultés, nous avons pu localiser quelques infrastructures socio-économiques importantes du territoire (hôpital, marchés, écoles, routes, ponts.)

2.3.7. Calendrier saisonnier

Ce calendrier nous a défini comment les activités économiques sont réparties suivant les saisons (en saison des pluies, les insulaires s'occupent des travaux agricoles tandis qu'en saison sèche ils s'occupent des constructions et des fêtes).

2.3.8. Matrice de planification

Dans chaque site au moins un focus-groups a eu à élaborer une matrice de planification en rapport avec le thème des consultations.

2.4. Territoire et choix des sites

2.4.1. Territoire.

Nos consultations ont porté sur le territoire d'Idjwi, la plus grande île de la République Démocratique du Congo située au milieu du lac Kivu entre les villes de Bukavu et Goma. Le caractère géographique particulier d'Idjwi le prédispose à l'enclavement avec ce que cela implique comme problèmes et privations.

Sa superficie est de 310 Km² pour une population évaluée à 154.112 habitants suivant les statistiques de 2003, ce qui donne une densité de plus ou moins 500 habitants au Km². Une telle densité expose à la pauvreté les habitants d'Idjwi, car elle ne permet pas à chacun de trouver un espace de terre suffisant pour satisfaire les besoins vitaux de sa famille.

Tableau de recensement de la population d'Idjwi par groupement (exercice 2003)

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE	HOMMES	FEMMES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
CHEFFERIE NTAMBUKA					
Gpt. MPENE	5 618	6 413	8 889	9 135	30 055
Gpt. NYAKALENGWA	4 575	5 420	9 156	9 723	28 874
Gpt. MUGOTE	4 163	4 597	8 133	8 394	25 287
Total Chef. NTAMBUKA	14 356	16 430	26 178	27 252	84 216
CHEFFERIE RUBENGA					
Gpt. BUGARULA	2 723	8 599	8 322	8 972	28 616
Gpt. BUNYAKIRI	3 670	4 353	7 152	7 669	22 844
Gpt. KIHUMBA	3 330	4 226	7 575	8 303	23 434
Total Chef. RUBENGA	9 723	17 178	23 049	24 944	74 894
TOTAL TERRITOIRE	24 079	33 608	49 227	52 196	159 110

2.4.2. Sites

La sélection des villages à consulter a été opérée par choix raisonné avec la participation des autorités locales.

Par souci de représentativité, trois sites ont été choisis en collectivité Rubenga (sites Bugarula, Chikoma et Bunyakiri) et deux sites en collectivité Ntambuka (site Mugotre et Rambo). Le site Rambo englobe Mpene et Nyakalengwa.

2.5. Mobilisation sociale

Les contacts pris tour à tour avec l'Administrateur de territoire et les chefs des services, les chefs des groupements, les églises et les ONG ont suscité une totale implication des insulaires aux consultations participatives. A cela, il faut ajouter une bonne présentation de l'objet de la mission par l'équipe des animateurs.

2.6. Limitations de la collecte des données :

Les limitations de la collecte des données sont de deux ordres :

2.6.1. L'ambivalence de certaines questions :

Les personnes consultées avaient la peine à comprendre la différence entre les questions n° 3.1.1. et 3.1.2., car pour eux, il n'y a pas de différence entre la pauvreté au niveau individuel et la pauvreté au niveau du ménage.

2.6.2. La sous estimation de la durée de collecte des données à travers tous les sites.

La planification de la mission a prévu 4 jours pour la collecte des données par site et il a été fait un total de 20 jours. Pour cet aspect du travail. Elle n'a pas tenu compte des déplacements (ou déménagements) inter sites. A titre d'exemple, avec des moyens de transports réduits, il ne nous était pas possible de quitter Bugarula pour Mugote et commencer le travail le même jour. Il n'y avait pas moyen de quitter le site Mugote pour Rambo et commencer le travail le même jour. Pour ne citer que ces deux exemples, nous avons perdu des journées entières à cause des déménagements.

Cette prolongation involontaire de la durée de collecte des données a eu pour effet la prolongation de la durée totale de mission de 4 jours supplémentaires. Nous espérons que l'organisateur de ces consultations participatives pour notre province tiendra compte de cette prolongation justifiée de la mission afin que l'équipe d'animateurs de l'axe Idjwi soit prise en charge pour les 4 jours supplémentaires. Notre équipe MARP s'est limitée à la collecte des données qualitatives ; tandis que les données quantitatives ont été récoltées par l'enquêteur.

2.7. Conclusion partielle

Nous sommes limités à l'approche méthodologique MARP avec ses outils. Grande notre joie d'avoir terminé notre mission en territoire d'Idjwi et d'avoir élaboré grâce

aux données fournies par la population le rapport DSRP pour ce territoire. Mais notre travail s'est heurté à beaucoup de difficultés que voici :

4. La collation était insignifiante. Les 10 \$ fixés par jour et par personne ne nous ont pas permis de trouver un logement convenable et une restauration couvrant toute la période des consultations
5. Les 5 \$ prévus pour le transport inter – site de chaque membre de l'équipe MARP étaient également insuffisants. Nous étions obligés de faire des longs trajets à pieds pour passer d'un site à l'autre.
6. Comme dit dans la rubrique ci-dessus, la durée de notre mission avait été sous estimée car au lieu de passer 30 jours sur terrain, nous y avons passé 34 jours soit 4 jours supplémentaires.
7. Une fois retourné à Bukavu, le superviseur et le rapporteur ont continué à travailler nuit et jour pour l'affinement du rapport du territoire. Nous demanderions au SERACOB d'en tenir compte dans le paiement de prime.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE.

3.1. Définitions et concepts

Pour mieux comprendre le concept pauvreté dans le territoire d'Idjwi, l'équipe MARP a consulté 100 personnes équitablement réparties entre les 5 villages ciblés. Ces personnes étaient appelées à s'exprimer librement sur ce qu'elles attendent par la pauvreté au niveau individuel, au niveau de ménage et pauvreté au niveau de la communauté. Notons que la population consultée n'a pas trouvé la différence entre la pauvreté au niveau individuel et la pauvreté au niveau du ménage.

3.1.1. Pauvreté au niveau individuel (ou du ménage)

D'après les communautés touchées par les consultations, la pauvreté au niveau individuel se définit ou se reconnaît par des facteurs comme :

- mauvaise alimentation
- mauvaise habitation
- insuffisance d'argent
- insuffisance d'habillement
- insuffisance de terres cultivables
- incapacité d'assurer la scolarisation de ses enfants
- mauvais état de santé
- ignorance, manque d'instruction, manque de conseiller (manque d'amis), pauvreté mentale
- insuffisance de biens d'équipements rentables économiquement (bateau, pirogue motorisée, véhicule, filet maillant ...)
- manque d'aide ou d'appui extérieur
- incapacité d'assurer les soins médicaux pour les membres de sa famille
- manque d'intrants agricoles
- incapacité de voyager
- insuffisance de bétail d'élevage

3.1.2. Pauvreté au niveau de la communauté

Quant à la pauvreté au niveau d'une communauté elle est définie par :

- enclavement
- insuffisance ou mauvais état des infrastructures d'intérêt public (routes, ponts, écoles, centres de santé.)
- insuffisance de terres
- multitude de taxes, tracasseries
- mauvais état de maisons
- faible taux de scolarisation
- insuffisance des projets de développement
- insuffisance d'activités économiques
- haine au sein de la population, jalousie
- phénomène d'enfants de la rue
- maladies épidémiques, endémiques
- insuffisance d'emplois
- insuffisance de variétés de poissons dans le Lac Kivu.
- manque de financement des associations de développement
- manque de reboisement
- manque de caisse d'épargne et de banque
- pêche d'alevins pratiquée sur la côte Est du lac Kivu sur autorisation des marins moyennant paiement d'un montant d'argent discutable.
- manque de marché pour le café produit à Idjwi.

Les indicateurs de pauvreté au niveau individuel ont été arrangés en suivant l'importance de fréquence avec laquelle ils étaient évoqués par les consultés. Cette même méthode (arrangement) qui consiste à énumérer les éléments en commençant par les plus marquants, les plus importants a été largement utilisée dans ce rapport, dans d'autres chapitres et rubriques.

3.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

Les explications succinctes sont données pour des causes dont la corrélation avec la pauvreté n'est pas évidente à tous.

Dans le cas où cette corrélation est expliquée dans un autre titre de ce rapport le lecteur va recourir à ce titre pour éviter de répétition. Pour des causes dont la corrélation est connue il ne sera pas nécessaire de faire des explications.

Tout en gardant à l'esprit les trois remarques ci-dessus, voici les causes de la pauvreté à Idjwi telles qu'exprimées par les personnes consultées :

- Enclavement
- Manque d'électricité
- Non paiement des agents de l'Etat par le gouvernement : tous les agents de l'Etat vivent sans salaire.
- Tracasseries administratives et policières, multiplicité des taxes et rançonnement : elles sont accentuées faute du salaire
- Paiement des primes aux enseignants par les parents alors qu'elles sont démunies
- Manque d'encadrement technique (en agriculture et en élevage) : ces deux activités ne bénéficient d'aucun appui de l'Etat.
- Manque d'amour, jalousie, haine : ce mauvais état d'état d'esprit pousse les gens à voler les biens de valeur des autres utilisant les armes à feu. Ceux qui ne peuvent pas trouver des armes à feu complotent avec les militaires déserteurs où les voleurs à main armée tout simplement pour dépouiller le prochain de ses biens. Ce mauvais état d'esprit se traduit aussi par les accusations judiciaires sans fondement.
- Insuffisance des terres : plus de 80 % de ménages ont moins d'1 hectare à cultiver.
- Insuffisance d'emploi : seule l'agriculture occupe plus de 90 %
- Insuffisance d'eau potable : sur une population de 154.112 habitants deux adduction seulement sont réalisées. Ce problème est à la base de beaucoup de maladies des mains sales qui augmentent les dépenses sanitaires alors que la population est au départ pauvre.
- Les maladies : les plus fréquentes sont : le paludisme, fièvre typhoïde, maladies des mains sales, goitre.

- Le vol : il est constaté surtout pour les équipements de pêche dans la partie Est voisine du Rwanda (vol à main armée)
- Manque d'intrant agricole : Les outils et les semences utilisées sont du type traditionnel avec comme conséquence de diminuer la production.
- Ignorance : l'ignorance et la pauvreté sont étroitement liées. Si les insulaires d'Idjwi sont pauvres c'est parce que ils ignorent les techniques modernes à utiliser afin de valoriser leurs petites étendues des terres.
- La paresse : elle est surtout constatée chez certains hommes qui mettent plus temps aux loisirs (consommation de bière de banane) qu'au travail.
- Impunité : les militaires et policiers qui rançonnent ou qui imposent des taxes illégales agissent au vu de la hiérarchie et sans être inquiétés. S'ils étaient sanctionnés à leur faute, ils pouvaient travailler en toute justice
- Le paternalisme : par le fait que l'insulaire d'Idjwi compte plus sur les aides extérieures que sur ses propres efforts
- Manque des produits phytosanitaires : le manioc et les cultures potagères sont les plus attaquées par les maladies et présentent des faibles rendements.
- Manque de pâturage
- Manque des produits vétérinaires : ce qui augmente le taux de mortalité du bétail
- Manque des moulins : voici une des conséquences du courant électrique telle qu'exprimé dans un paragraphe sur les tendances de la pauvreté. Par manque du courant électrique les femmes qui vendent la farine de manioc sont limitées dans les quantités qu'elles peuvent écouler car elles les font manuellement.
- Mal nutrition : c'est une conséquence de la pauvreté mais elle en est aussi la cause car elle rend les malades incapables de travailler.
- Baisse de la production agricole
- Manque de crédits : les associations locales manquent des capitaux de roulement suite à la pauvreté.
- Non diversification des cultures : Par souci de gagner beaucoup d'argent la monoculture de manioc est exploitée successivement sur des grandes étendues pendant beaucoup d'année. Cette monoculture a comme caractéristique d'épuiser rapidement le sol.
- Erosion du sol : le relief d'Idjwi est accidenté et insuffisamment protégé

- Reboisement insuffisant : les végétaux ont un effet sur la régulation de climat : cycle de pluie. Mais à Idjwi il se constate un déboisement systématique pour preuve nous citons la déforestation de la réserve de Nyamusisi.
- Appauvrissement du sol
- Mauvais état des routes et des ponts : il n'est pas possible aujourd'hui de relier les deux collectivités d'Idjwi par véhicule.
- Achat du pouvoir à la base : dans une collectivité d'Idjwi, les fonctions de chef de groupement et de chef de village s'achètent à plusieurs centaines de dollars. Pour rassembler le montant exigé les candidats recourent aux cotisations familiales et des amis. En cas de réussite du poste le nouveau chef tient d'abord à récupérer son argent dépensé pour le poste en rançonnant sans pitié la pauvre population.
- Déformation des informations ainsi à la base pour protéger les autorités en place.

3.3. Tendances de la pauvreté

Quand les habitants d'Idjwi ont défini la pauvreté et lorsqu'ils ont donné les causes de la pauvreté, ils ont appliqué leurs réponses à leur milieu. Ils ont profité de l'occasion qui leur était offerte pour faire connaître les grands problèmes qui sont cause de leur pauvreté et misère. Ces mêmes facteurs poussent toujours leur pauvreté à s'aggraver au fur et à mesure que les jours passent. Ces grands problèmes sont les quatre premières cités ci-dessus :

- l'enclavement
- le manque d'énergie électrique
- la mauvaise gouvernance (qui se traduit par le non paiement des salaires, les tracasseries, la multiplicité des taxes, rançonnements)
- le manque d'encadrement agricole.

L'enclavement est de toute évidence un des problèmes majeurs qui cause la pauvreté chez les habitants d'Idjwi. Seul un petit bateau privé nommé NYAMIZI fait un escale dans les ports du côté Ouest de l'île une fois par semaine, le jeudi en

venant de Goma pour se rendre à Bukavu et une fois par semaine, le mardi pour se rendre de Bukavu à Goma.

En dehors de ce bateau, les seuls moyens de transport lacustre qui permettent aux insulaires de voyager à Bukavu et à Goma ce sont les pirogues motorisées qui sont elles-mêmes rares et à haut risque. Par exemple : aucune pirogue motorisée ne quitte Bugarula, le chef lieu du territoire pendant la journée. Elles voyagent la nuit, ce qui est déjà un grand désagrément. En plus, cette occasion ne leur est offerte que deux fois par semaine, mercredi et samedi.

Les habitants de Kashofu sont comparativement plus avantageux, car ils peuvent au moins quitter l'île par pirogue motorisée pendant la journée pour se rendre à Bukavu. Malheureusement, ils ne peuvent voyager que deux fois par semaine, le lundi et le vendredi. Ainsi le problème de moyens de transport lacustre se pose avec acuité sur toute l'étendu de l'île d'Idjwi. Ces populations se plaignent de deux faits :

- Les bateaux de la SNCC faisaient escale à Idjwi, mais de nos jours, ils ne le font plus.
- Le Bac « Lac Kivu » qui, suivant la population et la notabilité d'Idjwi , leur avait été « accordé par l'Allemagne pour le désenclavement d'Idjwi » fait des navettes entre Bukavu et Goma (sans faire un seul escale à Idjwi) pour l'intérêt de l'Office des routes. La population qualifie cela de « détournement ».

Quand le Bac faisait escale à Idjwi, les insulaires pouvaient non seulement voyager facilement, mais aussi se procurer à prix raisonnable des produits en provenance des milieux urbains et vendre leurs productions agricoles à des prix qui les encouragent à produire davantage. Aujourd'hui que les moyens de transport performants ci-haut cités n'existent plus à Idjwi, les gens sont obligés à acheter des produits manufacturés à des prix exorbitants et à vendre leur productions à des prix très bas (échange inégal). Ainsi, le problème d'enclavement aggrave la pauvreté de la population d'Idjwi.

Le manque d'électricité est aussi un problème qui aggrave la pauvreté à Idjwi. Avec le manioc et les ananas produits en grande quantité dans ce territoire, il y a grande

nécessité d'y monter des moulins et autres unités de transformation des produits agricoles. Mais comment peut-on faire cela sans source d'approvisionnement en énergie électrique de forte intensité à moindre coût ? Par manque de courant électrique pouvant faire tourner les moulins, les femmes qui vendent la farine de manioc sont limitées dans les quantités qu'elles peuvent écouler, car c'est manuellement qu'elles transforment en farine les maniocs.

L'absence du courant électrique à Idjwi n'encourage pas les intellectuels Buny'idjwi qui peuvent gagner leur vie ailleurs de venir s'installer sur l'île. Il en est de même des opérateurs économiques étrangers ou originaires d'autres territoires. Tout cela fait que le problème de rareté d'emploi n'aura jamais de solution à Idjwi tant que le problème du courant ne sera pas résolu.

Les tracasseries, la multiplicité des taxes, rançonnement et le paiement des primes par les parents, qui trouvent leur justification dans le non paiement des salaires aux agents de l'Etat sont aussi de facteurs qui aggravent continuellement la pauvreté de la population. Les tracasseries sont de différentes formes. Mais la forme la plus courante ce sont les convocations et les mandats d'amener souvent lancés sans justification. Or une convocation coûte 1\$ et un mandat d'amener 10 \$ (dont 5 \$ de mandat et 5 \$ de frais de transport). Des hommes consultés nous ont dit ce que font les agents de l'Etat véreux pour avoir 100 \$. «Un agent de l'Etat qui veut avoir 100 \$ fabrique 100 convocations qu'il signe et envoie sur terrain ».

A part cela, toute activité économique pratiquée à Idjwi est source de multiples taxes. Nous présenterons tour à tour les taxes sur les pirogues motorisées, sur la pêche et sur les maniocs telles qu'elles ont été portées à notre connaissance par les personnes consultées.

Pirogue motorisée

A l'aller à Bukavu

A Bugarula

Droit de sortie 3 \$

ANR/DGM 2 \$

A Monvu

Marin	1,5 \$
A Kabonde	
Maritime	1,5 \$
ANR	1 \$

Carte d'appel Vodacom et Celtel pour commandants militaires (montant forfaitaire).

A Bukavu

Maritime	2 \$
Force navale	500 FC
FUMA	500 FC
Police bureau 2	500 FC
SONAS	500 FC
Accostage	3 \$

Au retour à Bugarula

A Bukavu

ASALAKI	2 \$
Force Navale	600 FC
DGM	2 \$
Maritime	5 \$
A Kabonde (comme à l'aller)	
Maritime	1,5 \$
ANR	1 \$

Carte Vodacom et Celtel et 2 bouteilles de primus.

Taxe annuelle

Taxe-Taxi boat	10 \$
Maritime	75 \$
Chefferie	25 \$
Fabrication (maritime)	25 \$
Jaugeage	90 \$

Pêche traditionnelle des goujons (ndugu'u)

- avant de commencer le travail

Environnement 5 \$

Collectivité 5 \$

- Chaque matin, il donne une quantité des goujons pour

DGM

Marins

Maritime

Pour les marins, le pêcheur paie 350 FC (1 \$) lorsqu'il n'a pas de goujons à leur remettre le matin.

Quand il passe beaucoup de jours sans pêcher, sa pirogue est arrêtée. Il paie une amende de 3 ou 5 \$ pour la récupérer.

- Chaque fin du mois, il paie 1 \$ pour marins.

Vente des maniocs

- Avant la vente, la vendeuse paie au moins 25 cossettes des maniocs en raison de :

5 cossettes pour le service de l'agriculture

5 cossettes pour le comité du marché

5 cossettes pour les policiers

5 cossettes pour les militaires

5 cossettes pour les indigents

- Elle paie la taxe de marché pour la collectivité

- Après la vente, l'acheteur paie la taxe de territoire

- Il paie aussi au moins 5 cossettes pour les marins.

A cause de toutes ces tracasseries, les bany'Idjwi qui en ont les moyens ont une forte propension à déménager de l'île pour aller exercer leurs activités à Bukavu, à Goma ou dans d'autres territoires où ils espèrent évoluer avec moins de taxes et des tracasseries. Tous ces hommes entrepreneurs qui déménagent chaque année d'Idjwi

pour aller exercer leurs activités ailleurs sont des bras et des cerveaux qui devraient servir au développement de cette entité. Quand ils partent ailleurs, c'est pour ne plus revenir dans la mesure où leurs activités prospèrent ailleurs. Ainsi les tracasseries contribuent aussi à aggraver la pauvreté dans l'île d'Idjwi.

3.4. Bien-être.

Malgré tous les problèmes évoqués ci-dessus qui assombrissent l'image d'Idjwi, cette île est une merveille placée dans le Lac Kivu par le créateur.

Son climat est parmi les meilleurs du monde. Il n'est ni très chaud ni très froid. Loin d'être une barrière ou une muraille qui l'isole du reste du monde, le Lac Kivu est une voie de communication spacieuse qui, contrairement aux routes ne nécessite pas des fortes dépenses périodiquement pour être maintenue en état de praticabilité. Il relie efficacement Idjwi à des villes comme Bukavu et Goma et à d'autres contrées de la République Démocratique du Congo et du Rwanda. Ce même lac regorge de poissons grâce aux quels les bany'Idjwi accèdent régulièrement à des protéines de bonne qualité et à l'argent.

Son sol produit des maniocs, des ananas, des bananes et des cafés dont la vente permet aux insulaires de se procurer l'argent et des produits manufacturés.

Le sous-sol d'Idjwi regorge de minerais. De nos jours, on exploite la cassitérite, le coltan et le wolfram. Cette richesse qui est restée longtemps inexploitée est aujourd'hui un nouveau facteur sur lequel peut compter le territoire d'Idjwi pour son développement économique.

Les habitants d'Idjwi utilisent d'habitude sagement leur argent. Ils s'en servent pour améliorer leur habitat, pour assurer la scolarisation de leurs enfants et pour se procurer des biens d'équipement afin de vivre, autant qu'ils le peuvent, dans les commodités de l'homme moderne. C'est ainsi qu'ils s'efforcent de se procurer des radios, des télévisions, des panneaux solaires, voire même des moteurs hors-bord.

Idjwi est appelé affectueusement « La Suisse du Congo » par ces ressortissants. C'est le seul territoire qui est resté longtemps en marge des guerres qui ont ensanglanté notre pays. La criminalité y est relativement réduite à tel enseigne que les gens se déplacent de village à village à toutes les heures de la nuit sans trop s'inquiéter.

3.5. Dimensions genre dans la pauvreté

3.5.1. Statut social

Comme dans toutes les sociétés patriarcales, le mari est le chef de la femme et de ses enfants. Mais les Bany'Idjwi ont compris que le fait d'être chef de famille ne les autorise pas de régner en tyran ni de laisser toutes les charges familiales sur les dos de leurs femmes. Toutes les personnes de deux genres touchées par nos consultations ont reconnu que la plupart des hommes ont banni les mauvaises habitudes de laisser les activités agricoles à leurs femmes. Ceux qui continuent à avoir cette mauvaise habitude sont rares et sont considérés dans la société d'Idjwi comme des déviants. Ils se retrouvent surtout parmi les ivrognes et les polygames. En effet, un polygame ne peut pas aider équitablement ses deux femmes dans les activités agricoles. Il y a toujours celle qui est délaissée et c'est la plupart des fois la première.

Il demeure néanmoins vrai que les femmes (que ce soit dans le mariage monogamique ou polygamique) consacrent plus de temps aux activités variées du ménage plus que les hommes comme le révèle le tableau d'emploi de temps ci-dessous.

3.5.2. Activités journalières

Femmes

- Nettoyage de la maison
- Préparation du petit déjeuner

hommes

- Activités agricole
- Élevage

- Activités agricoles
- Chercher le bois
- Laver les enfants
- Puiser de l'eau
- Préparer le repas du soir
- détente

Même si l'homme laborieux d'Ijwi ne passe pas son temps à des activités variées du ménage, sa contribution n'est pas négligeable. Il passe suffisamment de temps dans le champ et dans l'élevage. C'est surtout lui qui s'occupe des cultures de rente (café, bananiers, ananas,..)

Tableau d'emploi du temps pour les hommes

TEMPS	ACTIVITES
06 heures	- Lever - Bain - Petit déjeuner - élevage
09 heures	- Agricultures
15 heures	- Repos

Tableau d'emploi du temps pour les femmes

TEMPS	ACTIVITES
06 heures	- Lever - Propreté de la maison - Bain - Préparation du petit déjeuner - Elevage des petits bétails
09 heures	- Agricultures - Recherche des bois de chauffage
17 heures	- Retour à domicile

	<ul style="list-style-type: none"> - Puisage de l'eau - Petit marché - Préparation du repas du soir - Bain des enfants - Entrée du bétail dans la maison
--	---

3.5.3. Aides de la famille

Ici nous allons voir ce que les autres membres de la famille (les enfants des deux sexes apportent comme aide aux activités familiales. Et pour mieux visualiser cela, nous allons considérer (classer) d'un côté les activités des filles et d'un autre les activités des garçons.

Filles	Garçon
<ul style="list-style-type: none"> - Cultiver - Semer - Piler - Puiser de l'eau - Chercher des bois - Balayer - Faire la vaisselle - Laver les enfants - Faire la cuisine - Lessiver 	<ul style="list-style-type: none"> - Cultiver - Elevage de vache, chèvre, cochon, dindon - Piler - Nettoyer le salon - Entretenir les champs de canne à sucre - Pêcher à l'hameçon

Il convient de remarquer que le genre féminin commence très tôt dans la jeunesse à se livrer à des activités plus variées de la famille que le genre masculin. Dans le tableau ci-dessus, la fille a à son actif 10 activités où elle aide la famille, tandis que le garçon n'a que 6. Ce qui n'implique pas que le genre masculin ne fait rien ou que sa contribution est minimisable, car parfois le garçon passe toute la journée à élever les animaux domestiques, à pêcher ou à entretenir les cultures de rapport (comme la canne à sucre). Pendant les cérémonies de mariage, de deuil et autres les Ban'Idjwi

s'assistent mutuellement dans la mesure de leur moyen (casier de primus, bidon de bière de banane, chèvre, dindon, coq).

En plus des activités ci-dessus, il y a le petit commerce fait par l'homme et la femme de temps en temps. Et les enfants des deux sexes aident souvent dans cette activité aussi.

3.5.4. Secteurs sociaux économique et de l'emploi

La femme est vraiment active dans des domaines de l'agriculture, de l'élevage, du petit commerce et dans les dynamiques communautaires (associations féminines). Dans les autres domaines, elle est presque absente ou totalement effacée, surtout dans les sphères de prise de décision. A titre d'exemples :

- Le territoire d'Idjwi n'a que deux chefs de services de sexe féminin : celui des affaires sociales et celui de la condition féminine.
- Enseignement primaire et secondaire. Sur un total de 78 Directeurs d'écoles primaires, il n'y a qu'une Directrice, celle de l'E.P. Bumpeta. Sur un total de 31 Préfets d'écoles secondaires, il n'y a qu'un Préfet de sexe féminin : le Préfet de l'Institut Kashofu (une religieuse catholique).
- A la santé, aucun responsable d'un hôpital ni d'un centre de santé qui est de sexe féminin.

3.5.5. Migrations

Les mouvements migratoires de la population d'Idjwi vers l'extérieur de l'île (surtout vers les villes de Bukavu et Goma) sont très forts à cause de :

- L'insécurité
- La multiplicité des taxes
- L'insuffisance des terres
- La haine
- La recherche de l'épanouissement
- Le manque d'électricité
- L'enclavement

- La malnutrition

Ceux qui sont en premier lieux concernés par ces migrations, c'est l'élite intellectuelle. Ainsi, les instituts, les hôpitaux, les centres de santé, les Eglises et les services administratifs d'Idjwi manquent des cadres compétents pour les animer. Suite à ces migrations, ils se marient à des filles d'autres territoires. Tout cela ne fait qu'appauvrir le territoire d'Idjwi.

3.6. Indicateurs de pauvreté

Lorsqu'on demandait aux populations de définir la pauvreté au niveau individuel et au niveau de la communauté, ils ne trouvaient pas bon de donner une définition abstraite. Ils concrétisaient directement leurs réponses en donnant les indicateurs de la pauvreté. C'est ainsi que pour donner les indicateurs de pauvreté tels que demandés dans la présente rubrique, nous nous inspirerons largement des éléments contenus sous les rubriques 3.1.1. et 3.1.2.

3.6.1. Indicateurs de pauvreté au niveau individuel

- Mauvaise habitation : Un individu ou un ménage qui habite une maison en paille
- Mauvaise alimentation : Un ménage qui n'a qu'un seul repas par jour
- insuffisance d'argent : Un ménage de 7 personnes en moyenne qui vie avec moins d' 1\$ par jour.
- insuffisance d'habits : Un homme sans soulier avec un pantalon et une chemise parfois en lambeau ; Une femme qui n'a pas plus de deux pagnes et sans chaussures
- insuffisance de terres cultivables : Un ménage de 7 personnes ayant moins d'un hectare des terres à cultiver
- incapacité d'assurer la scolarisation de ses enfants : Un chef d'une famille de 5 enfants qui ne scolarise que trois enfants. Les deux autres n'étudient pas car incapable de payer les primes.

- incapacité d'assurer les soins médicaux de sa famille : Un homme dont la femme et les enfants tombent régulièrement malade sans qu'il ne les amène aux formations médicales. Dans ce cas il pratique l'automédication.

3.6.2. Indicateurs de pauvreté au niveau de communauté

- enclavement : - Un seul petit bateau fait escale à pour une population de 152.112 habitants ; Plus de 60 % des insulaires d'Idjwi vieillit sans sortir vers les territoires et les villes voisines ; une seule route principales, impraticable relie les deux collectivités
- insuffisance ou mauvais état des infrastructures d'intérêt public : - Un seul hôpital général de référence existe sur tous les territoires, seules les deux paroisses catholiques de BUMPETA et de KASHOFU dispose des infrastructures scolaires de qualité : 95 % d'école sont en état de délabrement très avancée, deux adductions d'eau potable seulement sont réalisées sur l'ensemble du territoire, une seule route principale impraticable relie les deux collectivité.
- insuffisance des terres cultivables : Les insulaires vivent de moins d'un hectare des terres par ménage
- mauvais état de maison : Plus de 80 % vivent dans des maisons en brique adobes inachevées et insuffisamment équipées
- faible taux de scolarisation : Plus de 30 % d'enfants en âge de scolarisation ne vont pas à l'école à cause de la pauvreté des parents
- insuffisance d'activités commerciales : Aucun marché d'Idjwi n'est construit, 80 % de boutiques tombent en faillite suite à l'insuffisance du capital et à l'inflation.

3.7. Problèmes de la communauté et inquiétudes

Point n'est besoin de classer les problèmes par sites, car dans le territoire d'Ijwi les problèmes par sites, car dans le territoire d'Idjwi les problèmes et inquiétudes sont les mêmes partout. C'est ainsi que, sous la rubrique problèmes de la communauté et

inquiétudes, nous allons faire le point sur les problèmes du territoire d'Idjwi tels que relevés durant les consultations.

Ces problèmes sont les suivants :

- Enclavement
- Manque de source d'énergie électrique
- Mauvaise gouvernance qui se traduit par :
 - la multiplicité des taxes, tracasseries et rançonnements
 - Non paiement des salaires aux agents de l'Etat par le gouvernement
 - Arrestation arbitraire, sévices corporels.
- Insuffisance d'encadrement agricole
- paiement de prime aux enseignants par les parents
- insuffisance d'eau potable
- Insuffisance des terres cultivables
- insuffisance d'emplois
- manque de produits phytosanitaires et vétérinaires
- vols, insécurité
- insuffisance d'activités d'Organisations Onusiennes (organismes spécialisées de l'ONU)

Les inquiétudes de la communauté sont les suivantes :

- Abandon des activités génératrices de revenus, car elles sont sources de beaucoup de tracasseries.
- Déménagement d'Idjwi par ceux qui peuvent gagner leur vie ailleurs, ce qui est une fuite des bras et des cerveaux qui pouvaient servir au développement d'Idjwi.
- Appauvrissement continu de la population d'Idjwi.
- La crainte que les statistiques des ONG internationales concernant les populations en situation socio-économique difficile ne tiennent pas compte du cas de la population d'Idjwi.

3.8. Conclusion partielle

La pauvreté est bel et bien à Idjwi et elle tend à s'aggraver si l'on ne fait rien pour la combattre. Les facteurs qui aggravent le plus cette pauvreté sont notamment :

- L'enclavement
- Le manque d'énergie électrique
- La mauvaise gouvernance
- L'insuffisance de l'encadrement agricole

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE

4.0. Introduction.

Le but principal visé par ce chapitre est de connaître ce que font les habitants d'Idjwi pour assurer leur subsistance. Cette connaissance est importante, car pour aider les habitants d'Idjwi à réduire leur pauvreté, il faut les aider à mieux faire leurs habituelles activités de subsistance.

4.1. Origine historique et socio-économique

4.1.1. Appartenance ethnique sur le site géographique

Les ethnies importantes d'Idjwi sont :

- Les pygmées d'origine pygmoïde sont les premiers occupants de l'île.
- Le Bahavu : tribu dominante et originaire de la chefferie Bahavu du territoire de Kalehe.
- Les Rwandais, dont la plupart avait fui les guerres du Rwanda. Ces derniers ont fait le métissage avec les Bahavu. Ainsi il est difficile aujourd'hui et c'est même une provocation de pointer quelqu'un du doigt comme rwandais tant que lui même ne s'identifie pas comme tel par ses paroles ou par ses actes.

4.1.2. Calendrier saisonnier

Saison des pluies

- Agriculture
- Elevage (avec bons résultats)
- Pêche

Saison sèche

- Elevage, (avec des résultats médiocres)
- pêche

- constructions
- fêtes diverses

Calendrier agricole

Comme on le voit ci-dessus, il y a alternance de deux saisons : la saison des pluies et la saison sèche. La saison des pluies (entre septembre et mi-juin) et la saison sèche (entre mi-juin et août).

De nos jours, le calendrier agricole est perturbé. Tantôt, les pluies sont abondantes, ce qui fait qu'elles détruisent les plantes et occasionnent les érosions qui emportent les sols arables et les cultures vers les bas-fonds ou vers le lac. Tantôt la saison sèche se prolonge et le soleil brûle les plantes, ce qui occasionne la diminution de la production. En plus, cette perturbation du calendrier agricole poussera la population à ne plus le respecter. Ce qui est de nature aussi à diminuer les rendements.

De l'élevage

L'élevage du petit et gros bétail à Idjwi est de type traditionnel. Il y a manque de pâturage, car suite à la rareté des terres cultivables, les anciens pâturages ont été transformés en champs de cultures vivrières.

De la pêche.

Elle est de deux sortes : la pêche artisanale et la pêche traditionnelle.

La pêche artisanale est exécutée par des non-originares d'Idjwi, les originaires étant incapables de se procurer des filets maillants. La grande production de cette pêche est exportée ailleurs, la petite est consommée sur place. La pêche traditionnelle est pratiquée à 20 % par les originaires d'Idjwi et à 80 % par les pêcheurs venant des territoires de Kalehe et Kabare. De nos jours, certains pêcheurs d'Idjwi jugent bon de cesser leur activité suite aux tracasseries administratives et policières et aux vols à mains armées de leurs filets pendant la nuit.

CALENDRIER SAISONNIER AGRICULTURE ET PECHE

N°	SAISONS ACTIVITE	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
		1	Agriculture vivrière										
2	Agriculture de rapport (plantes pérennes)												
3	Elevage et pêche												

4.1.3. Investissements dans l'éducation

Les investissements solides dans l'éducation avaient été effectués à l'époque coloniale. C'est à cette époque où les écoles en matériaux durables construites suivant les normes requises avaient été édifiées.

Depuis l'indépendance, tous les investissements effectués dans l'éducation sont l'œuvre des parents. Les salles de classes construites par les contributions des parents à pouvoir d'achat faible ne répondent pas aux normes requises pour une bonne éducation, mais elles sont tolérées à défaut du mieux vu l'augmentation du nombre d'enfants à scolariser.

Ce dernier temps, un certain nombre d'écoles a été construit dans le secteur des écoles conventionnées catholiques grâce à une assistance de Caritas, c'est le cas de l'E.P. Bumpeta à Bugarula, de l'E.P. MUGOTE en collectivité Ntambuka.

4.2. Sources majeures de revenus

Les sources majeures de revenus dans l'île d'Ijwi sont :

- Agriculture
- Pêche
- Elevage

- Petit commerce
- Maçonnerie
- Menuiserie
- Administration publique (enseignants, agents de santé, personnel administratif du territoire)

Tableau d'arrangement par préférence des sources de revenus

SOURCES	BUGARUL A	CHIKOM A	BUNYAKIR I	MUGOT E	RAMB O	TOTA L	Classement
Agriculture	6	7	8	7	7	35	A
Pêche	4	3	4	3	4	18	B
Elevage	3	2	3	4	4	16	C
Petit commerce	2	6	2	3	1	14	D
Administration (enseignants, agents de santé, agents du territoire)	3	1	2	2	2	10	E
Petites métiers (maçonnerie, menuiserie)	2	1	1	1	2	7	F
TOTAL	20	20	20	20	20	100	

Commentaires :

L'agriculture est la principale source de revenus à Idjwi. Les spéculations jugées plus importantes dans l'apport des revenus sont les maniocs, les bananiers, et les caféiers. A ceux-ci, il faut ajouter les ananas dans le groupement Mugote et la canne à sucre dans le groupement Kihumba. La plupart d'ananas consommés à Bukavu et à Goma viennent du groupement Mugote. La canne à sucre du groupement Kihumba est exportée à Goma et au Rwanda.

La pêche est la deuxième activité qui rapporte nourriture et argent aux habitants d'Idjwi. Mais les personnes interrogées ont révélé que cette activité est fortement menacée. D'un côté, le pêcheur est soumis à plusieurs taxes et tracasseries des services de l'Etat et des marins en patrouille sur le lac Kivu comme exposé la page précédente... (sous la rubrique 3.3. tendance de la pauvreté) ; d'un autre côté, leur outil principal, à savoir le filet, fait fréquemment l'objet des vols à mains armées. A cause de cela, beaucoup de pêcheurs choisissent d'abandonner momentanément leur activité.

L'élevage est la troisième activité qui assure la subsistance à IDJWI. On y élève des vaches, des porcs, des chèvres, des moutons, des poules, des canards et des dindons. Ce dernier élevage est le plus important dans l'apport des revenus chez les habitants d'Idjwi, notamment dans le groupement Bunyakiri en chefferie Rubenga au Nord.

4.3. Conclusion partielle

Ce sont les activités agricoles (agriculture, élevage et pêche) qui donnent aux habitants d'Idjwi la nourriture et l'argent. Leurs productions nourrissent non seulement des familles à Idjwi, mais aussi à Bukavu, à Goma, au Rwanda et dans d'autres territoires de la R.D.C.

Pour cela, une stratégie de lutte contre la pauvreté dans le territoire d'Idjwi doit donner une belle part à ce secteur vital.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

5.0. Introduction

Dans ce chapitre, il sera fait un état de lieu sommaire des services et infrastructures que tout le monde a absolument besoin pour vivre ou pour mener une vie satisfaisante. Ainsi on y parlera de l'éducation, de la santé, du logement, de l'eau et assainissement, des voies de communication, des marchés, des moyens de communication et de l'énergie.

5.1. Education

A partir des consultations participatives, l'équipe MARP a pu évaluer l'état de lieu des infrastructures scolaires d'Idjwi. Voici ci-dessous la liste des écoles primaires et secondaires de l'ensemble du territoire par collectivité et par groupement.

ECOLES PRIMAIRE D'IDJWI 2004-2005

CHEFFERIE RUBENGA

N°	Nom Ecole	Groupement
01	E.P. Buchuzi	Bunyakiri
02	E.P. Bugarula	Bugarula
03	E.P. Bukinanyana	Bunyakiri
04	E.P. Bukole	Kihumbo
05	E.P. Bukumbi	Bunyakiri
06	E.P. Bumpeta	Bugarula
07	E.P. Busobe	Bunyakiri
08	E.P. Buyumbu	Kihumba
09	E.P. Bwaramata	Bugarula
10	E.P. Bweshu	Bunyakiri
11	E.P. Cibanda	Bugarula
12	E.P. Cikoma	Bugarula

N°	Nom Ecole	Groupement
13	E.P. Condo	Kihumba
14	E.P. Idjwi	Kihumba
15	E.P. Isingo	Kihumba
16	E.P. Kagingo	Bunyakiri
17	E.P. Kahule	Bugarula
18	E .P. Kamiro	Bugarula
19	E.P. Kamole	Kihumba
20	E.P. Kanziraboba	Kihumba
21	E.P. Karawa Ibulege	Kihumba
22	E.P. Karhanda	Bugarula
23	E.P. Kimalamungo	Kihumba
24	E.P. Kishenyi	Kihumba
25	E.P. Kishumbu	Bunyakiri
26	E.P. Lukonde	Bugarula
27	E.P. Mafula	Bugarula
28	E.P. Misimbwe	Bugarula
29	E.P. Mulamba	Bunyakiri
30	E.P. Muleke	Bugarula
31	E.P. Ntaligeza	Kihumba
32	E.P. Nyamuhiva	Kihumba
33	E.P. Nyangolo	Kihumba
34	E.P. Prolasa . I.C.C.	Bunyakiri
35	E.P. Rusengesi	Bunyakiri
36	E.P. Ruvominka	Kihumba

CHEFFERIE NTAMBUKA

N°	Nom Ecole	Groupement
01	E.P. Bihembe	Nyakalengwa
02	E.P. Boza	Nyakalengwa
03	E.P. Buhoro II	Mugote
04	E.P. Bukere CECA	Mugote
05	E.P. Bukere CNCA	Mugote
06	E.P. Bulegei	Mugote

N°	Nom Ecole	Groupement
07	E.P. Bulundi	Mpene
08	E.P. Bushake	Mugote
09	E.P. Bushatiro	Mpene
10	E.P. Buzibu	Mpene
11	E.P. Chasi	Mpene
12	E.P. Cilala	Mugote
13	E.P. Cinyabalanga	Nyakalengwa
14	E.P. Gorho	Nyakalengwa
15	E.P. Hemurha	Mpene
16	E.P. Kabingu	Mugote
17	E.P. Kabugo	Mpene
18	E.P. Kalehe	Mpene
19	E.P. Kananyama	Nyakalengwa
20	E.P. Karambi	Mugote
21	E.P. Kashofu	Mpene
22	E.P. Kilala	Nyakalengwa
23	E.P. Kirutu	Nyakalengwa
24	E.P. Kisiza	Mpene
25	E.P. Kisunzu	Nyakalengwa
26	E.P. Lukpfu	Mpene
27	E.P. Lushindi	Nyakalengwa
28	E.P. Lwamarhulo	Mugote
29	E.P. Malinde	Mpene
30	E.P. Mazigiro	Mugote
31	E.P. Mazina	Nyakalengwa
32	E.P. Monvu	Mpene
33	E.P. Mugote	Mugote
34	E.P. Muhyahya CAC	Mpene
35	E.P. Muhyahya Cath	Mpene
36	E.P. Ntambuka	Mpene
37	E.P. Nyabunyunyi	Mpene
38	E.P. Nyakalengwa	Nyakalengwa
39	E.P. Nyamizi	Mpene
40	E.P. Nyamusiga	Mugote

N°	Nom Ecole	Groupement
41	E.P. Nyamusiru	Mugote
42	E.P. Ruminika	Nyakalengwa

ECOLES SECONDAIRES D'IDJWI 2004-2005

CHEFFERIE RUBENGA

N°	Nom Ecole
01	Inst. Bugarula
02	Inst. Bukinanyana
03	Inst. Bulege
04	Inst. Bushusha
05	Inst. Busobe
06	Inst. Bweshu
07	Inst. Chagala
08	Inst. Chikoma
09	Inst. Chondo
10	Inst. Kaboneke
11	Inst. Lukonde
12	Inst. Mafula
13	Inst. Misimbwe
14	Inst. Monvu
15	Inst. Rubenga
16.	Inst. Buchuzi
17	Inst. Kahule

CHEFFERIE NTABUKA

N°	Nom Ecole
01	Inst. Bushatiro
02	Inst. Ihya
03	Inst. Karambi
04	Inst. Kashofu

N°	Nom Ecole
05	Inst. Kasongero
06	Inst. N.D. de la miséricorde
07	Inst. Mugote CNCA
08	Inst. Mugote N.C.
09	Inst. Muhyahya
10	Inst. Nkuvu
11	Inst. Nyakalengwa
12	Inst. Nyamusiru
13	Inst. Umoja
14	Inst. Ziwa Kivu

5.1.1. Niveau d'accès :

Même si la plupart des écoles d'Idjwi se trouvent dans un état de délabrement et manquent des équipements nécessaires au bon fonctionnement d'une école, le niveau d'accès à celles-ci est bon. Elles sont suffisantes et se trouvent à des distances courtes par rapport aux habitations, sauf dans les quelques villages environnant la réserve forestière de Nyamusisi. Malgré la présence des écoles dans ces environs de chez eux, certains élèves se trouvent obligés d'aller étudier loin du toit familial pour fuir les effets nuisibles de l'enclavement ou de la misère familiale ou à cause de la recherche d'une section qui n'existe pas dans les environs de leurs habitations.

Tout en étant proches des écoles, certains enfants d'Idjwi n'étudient pas à cause des frais scolaires que leurs parents sont incapables de payer à cause de la pauvreté. Ces frais ne sont pas élevés en soi, si l'on tient compte du coût de la scolarisation dans les milieux urbains. Ils s'élèvent à 1 \$ par mois pour les écoles primaires et à 2,5 ou 3 \$ par mois pour les écoles secondaires ; soit la moitié des frais payés dans la ville de Bukavu pour les écoles de même niveau.

5.1.2. Qualité d'éducation

De l'aveu de tous, la qualité d'enseignement a fortement baissé à Idjwi. S'exprimant dans un Focus-group, l'Administrateur de territoire d'Idjwi a exprimé cette baisse dans ces mots : « un enfant qui jadis terminait l'école primaire était capable de rédiger une lettre à un ami en français simple. Aujourd'hui, ce n'est plus possible ». Cette baisse de qualité s'explique notamment par des raisons suivantes :

- Beaucoup d'écoles ne sont ni bien construites ni équipées (manque de pupitres, de manuels scolaires, de matériels didactiques)
- Les élèves sont nombreux par rapport à la capacité d'accueil des classes (surpeuplement des classes)
- Le manque recyclage des enseignants
- Le paiement de la prime par les parents. Les enfants sont incessamment renvoyés pour leur retard dans le paiement des primes, ce qui fait qu'ils ratent beaucoup de cours, d'interrogations, et voire même des examens
- La sous-qualification des enseignants dans les écoles secondaires. Dans les écoles secondaires, des finalistes des humanités (D6) donnent cours dans toutes les classes jusqu'en sixième secondaire. Il y a même des préfets qui n'ont pas dépassé le niveau de sixième secondaire.

Dans ces conditions, la baisse de la qualité d'enseignement au niveau du secondaire est prévisible. Cette baisse de qualité du niveau secondaire se répercute sur les écoles primaires, car les enseignants dans les écoles primaires d'Idjwi sont avant tout des finalistes de quatrième cycle court ou sixième secondaire ayant été formés à Idjwi par des « professeurs » à niveau bas.

Malgré cette baisse de la qualité de l'éducation consécutive aux faits évoqués ci-dessus, il est surprenant de constater que les écoles d'Idjwi obtiennent des résultats satisfaisants aux tests nationaux de fin d'études primaires et aux examens d'Etat.

5.2. La santé

Voici ci-après la liste des besoins d'équipement exprimés par chaque formation médicale du territoire d'Ildjwi :

N°	DESIGNATION	QUANTITE
1	Microscope	1
2	Table d'examen (1,80m) x 70 cm)	2
3	Centrifugeuse	1
4	Pinces	50
5	Table d'accouchement	1
6	Foetoscope	2
7	Stéthoscope	4
8	Tensiomètre	4
9	Hémoglobinomètre	1
10	Thermomètre	10
11	Casserole à pression	2
12	Autoclave	2
13	Otoscope	3
14	Tambours	5
15	Plateaux	5
16	Frigo à pétrole	2
17	Lits	50
18	Matelas	50
19	Draps	100
20	Couverture	50
21	Potences	20
22	Ventouse	2
23	Paires de ciseaux	10
24	Table de soins	3
25	Les médicaments essentiels	
26	Boîte instrument	10

N°	DESIGNATION	QUANTITE
27	Panneaux solaires	2
28	Batterie	4
29	Elévateur	2

5.2.1. Niveau d'accès :

La zone de santé rurale d'Idjwi compte un hôpital général de référence à Monvu dans la partie Sud de l'île et un centre hospitalier à Bugarula dans la partie Nord. Il compte aussi 10 centres de santé dans la partie sud et huit centres de santé dans la partie nord.

Les services de santé sont difficilement accessibles du fait qu'il faut parcourir de longues distances pour les atteindre. Mais ce qui les rend plus inaccessibles pour les patients, ce sont les frais médicaux. A l'instar des frais scolaires, ceux-ci ne sont pas chers, mais c'est la pauvreté qui complique la situation. Le coût des soins médicaux varie de 0,5 à 1,5 \$ (soins ambulatoires). Ne pouvant pas payer les frais médicaux, les gens se font soigner chez « des pirates » ou au centre de santé à crédit, crédit que la plupart ne remboursent pas.

5.2.2. Qualité des services de santé

La zone de santé d'Idjwi compte 3 médecins dont 2 à l'hôpital général de référence de Monvu et 1 au centre hospitalier de Bugarula. Les centres de santé sont tenus par des infirmiers A1 ou A2 expérimentés. Ceci nous fait croire l'affirmation d'un interviewé du secteur médical qui a dit que les services de santé offerts à la population sont de bonne qualité. Les médecins et infirmiers de la zone de santé d'Idjwi font ce qu'ils peuvent pour assurer des soins de qualité à la population, mais ils se heurtent aux problèmes d'équipement et d'approvisionnement en médicaments. En annexe est donnée une liste d'états de besoins de formations sanitaires d'Idjwi.

5.3. Logement

5.3.1. Niveau d'accès

Le problème de logement ne se pose pas avec acuité pour les autochtones d'Idjwi. Les gens vivent d'habitude dans leurs propres maisons, exception faite des originaires d'autres territoires qui sont d'ailleurs très minoritaires dans cette entité.

5.3.2. Qualité de logement

Il se fait à Idjwi un effort réel pour améliorer l'habitat. Ceux qui ont un pouvoir d'achat relativement élevé construisent des maisons en briques adobes ou cuites avec des tôles ondulées sur la toiture. Malheureusement certaines maisons en briques cuites ou adobes restent inachevées suite aux moyens financiers limités de leurs propriétaires. Les plus pauvres construisent des maisons en bois et terre battue avec des pailles ou des pulpes des bananiers sur la toiture.

Mais le grand problème en matière d'habitat, c'est la dispersion de l'habitat qui ne favorise pas la desserte en eau potable et d'autres services importants. A ceci, on peut ajouter le manque de maisons pour le logement d'agents de l'Etat et le manque des maisons de passage alors que l'île d'Idjwi est un milieu touristique.

5.4. Eau et Assainissement

5.4.1. Niveau d'accès

La desserte en eau potable est insuffisante. Il y a seulement deux adductions achevées dans tout le territoire et deux autres en cours dans la chefferie Ntambuka (IDJWI-Sud). Pour les deux premières, l'une se trouve à BUGARULA (Idjwi- Nord) et l'autre à Mpene (Idjwi-Sud). Cependant la population éprouve certaines difficultés pour accéder à ces deux adductions, pour preuve les gens attendent longtemps pour remplir leur récipient à cause de la densité. Le problème de distance ne se pose pas car les gens puisent à moins de 2 m de chez eux.

Il existe pourtant des nombreuses sources qu'on peut aménager. A partir de celles-ci, on peut réaliser d'autres adductions pour renforcer celles qui sont déjà réalisées.

5.4.2. Qualité de la desserte :

Si l'on considère les deux adductions déjà réalisées, on peut dire que la qualité de la desserte est bonne, car les villages sont approvisionnés à partir des tuyaux en PVC enterrés, des réservoirs et bornes fontaines construits en maçonnerie de béton.

5.4.3. Extension et entretien de la desserte.

Il y a possibilité de faire l'extension des adductions existantes car il existe beaucoup des sources dans le milieu et les besoins en eau potable de la population sont loin d'être satisfaits.

5.5. Voies de Communication

5.5.1. Types

A Idjwi, il y a trois types de voies de communication :

- La voie routière pour le transport des biens et des personnes à l'intérieur de l'île. Les routes d'Idjwi sont de deux ordres : - La route principale qui relie les deux collectivités et les traverse de l'extrême Nord à l'extrême Sud. Il y a aussi des nombreuses routes secondaires et pistes qui partent de la route principale ou du bord du lac pour sillonner à travers tous les villages.
- La voie lacustre pour le transport des biens et des personnes vers l'extérieur de l'île.
- La télécommunication grâce aux réseaux Celtel et Vodacom. Une antenne Vodacom est même installée à Muganzo à Idjwi-Nord. Mais elle ne parvient pas à arroser toute l'île.

5.5.2. Niveau d'accès

Le niveau d'accès sur le lac est très bas à cause de l'insuffisance des moyens de transport lacustre. Les bateaux de la SNCC et le Bac Lac-Kivu qui désenclavaient l'île d'Idjwi n'y accostent plus depuis plusieurs années.

Les pirogues motorisées avec lesquelles les insulaires ont tenté de résoudre leur enclavement se sont révélées d'une petite aide parce que leur trafic n'est pas fréquent par semaine. En plus, elles présentent beaucoup de risques et font l'objet de nombreux contrôles à cause desquels on oblige souvent les passagers à passer la nuit dans les postes militaire de Kabonde en territoire de Kabare.

Le niveau d'accès sur les routes d'Idjwi est très bas. Pour les véhicules, car, d'abord, les véhicules sont très peu nombreux dans ce territoire et, ensuite, parce que les routes sont en mauvais état. Néanmoins, les routes et pistes sont des voies obligées pour les piétons.

La communication par téléphone fonctionne difficilement, car, sans courant électrique, les propriétaires des téléphones ne trouvent pas facilement le moyen de recharger les batteries.

5.5.3. Qualité :

- La voie lacustre est une voie de communication de bonne qualité qui est disponible pour les habitants d'Idjwi ; mais les quais d'accostage sont à reconstruire sur tous les ports.
- La route principale, les routes secondaires et pistes sont en mauvais état. Même le transport sur la route principale qui relie IDJWI-Nord à Idjwi-Sud est quasi impraticable faute d'entretien et des ponts.
- Quand on peut trouver une source d'énergie pour recharger la batterie de son téléphone, la communication par cette voie est de bonne qualité.

5.6. Les marchés

5.6.1. Niveau d'accès

Le territoire d'Idjwi compte 13 marchés, 7 au Sud et 6 au Nord. Les 7 marchés du sud sont : KASHARA, MUSHEKE, KARHULO, MUGOTE, SHWISHWI et BWINA. Les six marchés du Nord sont : KISHENYI, CHIKOMA, UMOJA, SHAYO, NKORA et KISHEKE.

5.6.2. Qualité

Ces marchés sont en mauvais état. Il n' y a aucun qui est construit et aucun d'eux ne possède une latrines. Même l'eau potable y fait défaut. Dans le marché de Chikoma et Kishenyi, l'eau est vendue. On l'échange contre l'argent ou des maniocs.

5.7. Moyens de Communication

5.7.1. Types

- Le transport des personnes et des biens vers l'extérieur de l'île est effectué par des pirogues motorisées et non motorisée. Seul un petit bateau privé nommé Nyamizi aide à faire le transport d'Idjwi vers les villes de Bukavu et de Goma.
- Le transport à l'intérieur de l'île d'Idjwi se fait par pieds. Les motos sont souvent utilisées (et très rarement des véhicules sur certains tronçons).
- La transmission des messages par téléphone est possible grâce à deux réseaux de télécommunication : Celtel et Vodacom.

5.7.2. Niveau d'accès

Le niveau d'accès sur le lac Kivu par les insulaires est bas. Le bateau Nyamizi donne aux insulaires l'occasion de voyager une fois par semaine vers Bukavu, le vendredi, et une fois par semaine vers Goma, le mardi. Mais avant d'aller à Goma, ce bateau qui appartient à un ressortissant d'Idjwi donne aux insulaires l'occasion de faire un aller et retour sur Bukavu le lundi à partir du port Kashofu. Les voyages des pirogues

motorisées vers Bukavu ne sont pas fréquents comme on peut le penser. Dans la partie Sud, elles voyagent vers Bukavu le lundi et vendredi seulement, le même jour que le bateau Nyamizi et à partir du même port, celui de Kashofu. Ce qui fait que les autres jours (mardi, mercredi, jeudi, samedi et dimanche soit 5 jours l'homme de Kashofu, quelque soit le motif qui le presse, n'a aucune occasion de se rendre à Bukavu. Et la seule occasion qu'il a de se rendre à Goma, c'est le mardi par le bateau Nyamizi.

Les pirogues motorisées ne voyagent pas à Goma à partir de Kashofu. Ce que nous venons de dire est suffisant pour faire comprendre l'enclavement d'Idjwi, car le port de Kashofu est le plus privilégié pour les sorties vers les villes de Bukavu et Goma. Or nous comprenons qu'à partir de ce port on ne peut se rendre à Bukavu que deux fois par semaine et à Goma, une fois seulement. Pour les autres parties de l'île c'est pur.

Jadis, le niveau d'accès sur le lac était très élevé grâce à des nombreux bateaux de la SNCC et du Bac lac Kivu qui reliaient efficacement Idjwi à Bukavu et à Goma.

- Le niveau d'accès sur les routes d'Idjwi par les véhicules est très bas parce que d'une part, les routes et ponts sont en mauvais état et, d'autre part, parce que les véhicules et motos sont très rares à Idjwi.
- Les téléphones permettent aux habitants de l'île d'Idjwi d'échanger des messages avec l'extérieur. Mais ils éprouvent des énormes difficultés pour trouver une source de rechargement des batteries de leurs téléphones parce qu'il n'y a pas de courant électrique à Idjwi.

5.7.3. Qualité

- Les pirogues motorisées sont utilisées à défaut du mieux, elles exposent à des nombreux contrôles qui amènent les populations à passer la nuit sur le lac. Ensuite, selon les dires des personnes consultées du site Bunyakiri, « les pirogues motorisées » sont déjà fait beaucoup de veufs et des veuves dans l'île d'Idjwi ». Les pirogues motorisées mettent des vies humaines en danger.

Si les pirogues motorisées exposent dangereusement des vies humaines, que dire des pirogues non motorisées avec lesquelles les insulaires essaient encore de transporter des personnes et des biens vers les contrées voisines (territoire de Kabare, et de Kalehe en RDC et vers le Rwanda) Ces dernières causent plus de morts que les premières.

- Les routes d'Idjwi et les ponts sont de mauvaise qualité. Elles ne permettent pas la circulation des véhicules sur toute l'étendue de l'île. Le seul moyen de déplacement habituellement utilisé par tout le monde sur les routes d'Idjwi c'est le pied, mais ce moyen est fatiguant et ne permet qu'un transport limité des biens. Les véhicules et motos sont en très petite quantité et ils sont rarement utilisés.
- Le téléphone offre des services de qualité quand on a une source d'énergie électrique pour recharger sa batterie.

5.8. Energie

5.8.1. Types

Les sources d'énergies utilisées à Idjwi sont de trois sortes :

- Le bois et braises, le pétrole et l'énergie solaire
- Les bois et braises sont utilisés dans la cuisson des aliments
- Le pétrole permet aux lampes de continuer à donner la lumière pour éclairer les maisons
- L'énergie solaire emmagasinée grâce aux panneaux solaires permet le fonctionnement d'un certain nombre d'appareils électroniques.

5.8.2. Niveau d'accès

Les bois et braises peuvent s'obtenir de deux manières : un propriétaire d'un boisement peut couper un bois et l'utiliser comme bois de chauffage après séchage ou le transformer en braises. Ceux qui n'ont pas de bois achètent le bois ou les braises auprès de ceux qui les vendent.

Le pétrole est vendu un peu partout dans des boutiques ou dans des maisons d'habitation et au marché.

Les panneaux solaires grâce auxquels l'emmagasinage de l'énergie du soleil est possible, s'achètent dans les villes de Goma ou Bukavu. Contrairement aux bois, braises et pétrole facilement accessibles à la majorité de la population, les panneaux solaires ne sont accessibles qu'à une infime partie des habitants d'Idjwi.

5.8.3. Qualité

Toutes les sortes d'énergie citées ci-dessus rendent certes des services aux habitants d'Idjwi pour leur permettre de continuer à vivre, mais elles sont inefficaces pour permettre le fonctionnement des usines et pour permettre aux habitants d'Idjwi de goûter pleinement aux commodités matérielles de l'homme moderne (télévision, frigo, congélateur, ...)

5.9. Conclusion partielle

L'examen des services sociaux et infrastructures fait ressortir les faiblesses de ceux-ci. Ci-après, nous allons retracer les problèmes de chaque secteur dont il est question ci-dessus tels qu'ils ressortent dans l'examen fait dans ce chapitre 5.

- Education

La qualité de l'éducation a baissé par des ruines suivantes :

- . Le paiement des primes aux enseignants par les parents
- . L'engagement des « professeurs » sous qualifiés dans les écoles secondaires
 - Le non recyclage des enseignants
 - Beaucoup d'écoles ne sont ni bien construites ni équipées
 - Le surpeuplement des classes

- Santé

Le personnel médical est qualifié, mais le manque d'équipement adéquat et l'approvisionnement insuffisant en médicaments font que le secteur médical d'Idjwi ne donne pas entière satisfaction à la population.

Aussi l'existence d'une seule zone de santé, d'un seul centre hospitalier et de 3 médecins ne suffit pas pour la population d'Idjwi évaluée à 154.112 habitants dans le rapport annuel 2003 du territoire d'Idjwi.

- Le logement

Un effort réel se fait pour l'amélioration de l'habitat, mais celui-ci reste dispersé, ce qui ne favorise pas la desserte en eau potable, en électricité et en d'autres services importants. Il y a aussi inexistence des maisons de passage et manque de maisons de logement pour les agents de l'Etat.

- Eau et assainissement

La desserte en eau potable est insuffisante, pourtant il y a beaucoup des sources à partir des quelles on peut réaliser des adductions.

- Voies et moyens de communication

Idjwi est enclavé du fait que les bateaux de la SNCC et le Bac « Lac-Kivu » ne font plus escales dans cette île.

Le délabrement des routes, la défectuosité des ponts et la rareté des véhicules et motos ne permettent pas le transport de grandes quantités des biens rapidement à une longue distance.

- Les marchés

Aucun n'est construit. Ils manquent même des latrines et des sources d'approvisionnement en eau potable.

L'inexistence de l'énergie électrique de haute intensité fait que les usines et moulins ne peuvent pas fonctionner à Idjwi. Même les propriétaires des appareils électroniques simples comme des téléphones ne peuvent pas en jouir pleinement par manque de courant.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE

6.0. Introduction

Les renseignements sur la paix et la gouvernance ont été recueillis auprès des Eglises, des ONG, des élus du peuple et des commerçants. Dans chaque site, un prêtre ou pasteur était interrogé en interview individuellement, puis quatre personnes issues de ces composantes étaient consultées en focus-group. Ce qui fait que 25 personnes ont été interrogées dans tous les cinq sites. En plus de cela, nous avons obtenu des renseignements auprès de l'Administrateur de Territoire et des cadres de base.

6.1. Rappel historique

Suivant les prévisions du Royaume de Belgique qui colonisait le Congo, il fallait 30 ans pour préparer les congolais à l'indépendance. Comme cette prévision était faite dans la décennie 1950, l'indépendance n'était pas prévisible avant 1980. Pendant la période préparatoire, le pays serait doté des infrastructures nécessaires et il y aurait surtout préparation des cadres nationaux capables de prendre la relève des blancs, des cadres congolais en mesure de gérer la chose publique. Contre toute attente, les choses se sont précipitées et les congolais ont réclamé l'indépendance immédiate et inconditionnelle. Le Roi des Belges a concédé et l'indépendance du Congo a été proclamée le 30 juin 1960. La première classe politique congolaise était consciente de la faiblesse de leur administration telle que reconnue par la Belgique. C'est ainsi qu'ils ont créé l'école nationale d'administration (ENDA).

Pendant un certain nombre d'années, les finalistes de l'ENDA étaient affectés comme Administrateurs Assistants. Après quelques années de travail suivi et de bonne appréciation, ils pouvaient être promus Administrateurs de Territoire. Le règne de Mobutu est intervenu le 24 novembre 1965. Pendant un temps il a travaillé sans gêner l'Administration et en respectant ses principes. Puis, il a créé le MPR qui est devenu petit à petit le Parti-Etat. Cette consécration du MPR comme institution suprême et comme Etat Congolais organisé politiquement, administrativement et

judiciairement n'a rien arrangé. Désormais, le critère d'engagement et de promotion n'était plus la compétence, mais la fidélité éprouvée au MPR et à son Président Fondateur Mobutu. Il fallait un attachement total et inconditionnel à la personne de Mobutu, ce qu'on manifestait par des discours engagés qu'on prononçait en faveur de Mobutu et par la ferveur avec laquelle on chantait et dansait à l'honneur du guide du MPR.

Il suffisait d'être un ami de Mobutu ou un ami de quelqu'un de son entourage pour tout se permettre impunément. C'est ainsi que le Territoire d'Idjwi a eu la malchance d'être dirigé par un administrateur de Territoire YOGO PALASO. Ce Monsieur a tué des gens innocents en toute impunité. L'histoire n'oubliera jamais un petit berger du nom de Kambeti Ngwasi du village Bukenge qu'il a égorgé croyant qu'il avait volé sa chèvre. Pourtant, sa chèvre a été retrouvée quelques heures après. Il avait donné aussi ordre au commandant de la gendarmerie de tuer un jeune de la localité Mugote nommé Ringo. Même l'ex-comptable de territoire Mukono est mort à Goma par hémorragie interne suite à la torture, inhumaine à laquelle Yogo lui avait soumis.

Les populations comme l'élu du peuple d'Idjwi, Monsieur Remy KELEGAMIRE ont élevé leur voix pour dénoncer les méfaits de YOGO à Idjwi. Même les représentants du territoire d'Idjwi à la Conférence Nationale Souveraine ont dénoncé publiquement le comportement barbare de Yogo du haut de la tribune de cette institution, mais aucune punition n'a été prise par le gouvernement Congolais à son endroit. Au contraire, comme pour le récompenser, celui-ci a été successivement muté comme Administrateur du territoire de Kabare et Administrateur d'Aru dans la province orientale.

En 1997, le 17^e jour du mois de mai, le Président de l'AFDL Laurent Désiré Kabila avait expulsé le maréchal Mobutu de la présidence de la république.

Rapidement, celui-ci a pensé à une réorganisation et redynamisation de l'administration. C'est ainsi que pour la première fois dans l'histoire du Congo, un test a été organisé pour la nomination des Administrateurs des territoires, mais avant que tous les administrateurs méritants ne rejoignent leurs postes, une nouvelles rébellions a pris le contrôle d'une bonne partie de l'Est du Congo. Celle-ci n'a plus

mis en place les administrateurs de territoire ayant réussi le test. Elle a affecté des administrateurs sans profil précis. C'est ainsi que le projet de réorganisation et de redynamisation de l'administration initiée par le Président Laurent Désiré Kabila a été étouffé. Les résultats d'une administration territoriale mise en place depuis de nombreuses années sans répondre à des critères objectifs d'efficacité sont catastrophiques dans le territoire d'Idjwi.

Cette administration collabore au niveau des collectivités avec des chefs coutumiers (nommés Bami au pluriel et Mwami au sigulier). Il est bien connu que les Bami qui sont également chefs de collectivité chefferies le deviennent par héritage. En principe, une fois devenu Mwami, on le reste jusqu'à la mort. Et le Mwami peut travailler aussi longtemps qu'il le veut comme chef de collectivité tant que ses capacités le lui permettent, même s'il se rend coupable des exactions dans son entité. La possibilité de démettre un Mwami de ses fonctions est presque nulle.

6.2. Gouvernance locale et auto promotion

Au vu de ce qui est développé dans le point ci-dessus, il est illusoire de s'attendre à ce que la gouvernance locale œuvre pour l'auto-promotion. Au contraire, elle contribue à l'appauvrissement de la population par des tracasseries, la corruption, des jugements mal rendus, taxes diverses et d'autres fait liés à la mauvaise coutume (ex. La coutume Ngungu qui consiste à l'expropriation foncière des familles sans héritiers mâles).

De nombreuses taxes imposées sur des biens d'impérieuse nécessité découragent la population entreprenante, comme l'a révélé un armateur : « Nous sommes découragés par la multiplicité des taxes qui frappent notre activité. C'est comme si les entités veulent nous dire que notre activité est mauvaise. Pourtant, nous nous demandons ce que serait la vie sur l'île d'Idjwi si nous les armateurs n'avions rien fait pour essayer de la désenclaver ». Par émotion, l'armateur interviewé a refusé de continuer à faire des déclarations. Il était tellement gêné par la multiplicité de ces taxes.

6.2.1. Instances locales de décisions

Les instances locales de décision sont :

- Le territoire
- Les collectivités
- Les groupements
- Les villages ou localités

6.2.2. Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décisions

Niveau territoire

Au niveau le plus élevé de l'entité politico-administrative territoriale se trouve l'administrateur de Territoire. Celui-ci est secondé par deux assistants. L'un est chargé de l'administration et des affaires sociales, l'autre s'occupe des finances.

A part ces deux administrateurs assistants, l'administrateur de territoire a pour collaborateurs directs le chef de Bureau de territoire, le commandant de la police, le commandant de la force navale, le chef de poste de l'ANR, deux chefs de postes d'encadrement administratif et les deux chefs de collectivités lesquels forment le conseil de sécurité de territoire. Il y a deux chefs de collectivités dans le territoire d'Idjwi : Le chef de collectivité Rubenga au Nord et le Chef de collectivité Ntambuka au Sud. Le chef-lieu du territoire se trouve à Bugarula dans la partie Nord.

Le chef de Bureau contrôle le fonctionnement de tous les services administratifs de l'Etat œuvrant dans le territoire sous la responsabilité de l'Administrateur de territoire. Il pour collaborateurs immédiats tous les chefs de services administratifs du territoire.

L'administrateur de ce territoire est aussi le Juge-Président du tribunal de territoire dans lequel siègent quatre juges désignés par les deux chefferies. A ceux-ci il faut ajouter le greffier.

Niveau collectivité

Au niveau de chaque collectivité, le Mwami : chef coutumier est également le chef de collectivité. L'influence des chefs de collectivités est très grande. Elle s'exerce non seulement au niveau territorial mais aussi au niveau provincial et national. Il a sous ses ordres le secrétaire de collectivité, le Comptable, le préposé de l'Etat-civil, les chefs des groupements et tous les chefs des services administratifs de l'Etat œuvrant au niveau de la collectivité. Il existe trois chefs des groupements dans chacune de deux collectivités d'Idjwi.

Le secrétaire de collectivité et le comptable contresignent avec le chef de collectivité toute disposition financière engageant l'entité.

Le chef de collectivité est aussi le Juge-Président du tribunal principal dans lequel il siège avec quatre juges et un greffier.

Niveau de groupement

Le chef de groupement est l'autorité suprême du groupement. Il a pour collaborateurs directs : le secrétaire de groupement, le recenseur, les chefs des villages ou localités) et tous les chefs des services de l'Etat affectés dans le groupement. Il est le juge-président du tribunal secondaire du groupement dans lequel siège quatre juges et un greffier.

Niveau des villages (localités)

Le village est dirigé par un chef de village. Ce dernier a pour collaborateurs directs : un secrétaire, les chefs des quartiers et quelques sages (ou Bashamuka). Dans chaque village, on trouve aussi un comité de base composée du chef de village, du secrétaire et des Bashamuka ou sage. Ce comité est une structure locale qui œuvre pour la résolution pacifique des conflits entre les habitants du village. Il existe à Idjwi d'autres structures de résolution pacifique des conflits (cfr point 6.4.). Les conflits qui persistent ou qui dépassent leur compétence sont transférés au niveau de groupement.

Pour une bonne administration des villages, ceux-ci ont été divisés en quartiers. Ceux-ci sont dirigés par des chefs des quartiers. Lorsqu'un problème survient dans les quartiers, ils s'efforcent d'y trouver une solution pacifique en se faisant assister de quelques habitants qu'on peut trouver, on transfère le cas au comité de base du village, lequel essaie de le résoudre pacifiquement. Dans le cas où le conflit persiste, le chef de village peut transférer le cas au chef de groupement. En principe, celui-ci tente de le régler pacifiquement, sinon, il l'oriente au tribunal secondaire.

6.2.3. Modes d'accès à la direction des instances locales de décision

Comme partout au Congo, le mode d'accès à la direction des instances locales de décision, c'est la désignation par la hiérarchie supérieure. Cependant, les chefs des collectivités et quelques chefs des localités passent au pouvoir par succession ou transmission de père à fils. L'Administrateur de territoire est désigné par le gouverneur de Province ; les chefs des groupements et des localités ou villages sont désignés par les chefs des collectivités chefferies ou Mwami.

Tous les interviewés sur le thème paix et gouvernance dans une collectivité ont dénoncé le fait que la nomination des chefs des groupements et des villages est monnayée. Il y en a même qui ont parlé des montants qu'il faut réunir : 500 à 1.000 \$ pour le chef de groupement, 50 à 300 \$ pour les chefs de localité, tout dépend de la viabilité de l'entité convoitée. Ils ont dit que ce monnayage des postes est une des causes de pauvreté, car, d'abord, le candidat au poste de chef recourt aux cotisations de toute sa famille et connaissances pour rassembler le montant exigé ; ensuite, après avoir passé au pouvoir, il s'emploiera à rançonner impitoyablement la population pour récupérer l'argent dépensé pour gagner son poste.

Ils ont dit aussi que la vente des postes aux plus offrants est une source des conflits qui opposent la population. Celui qui a 1.000 \$ peut les donner au Mwami pour remplacer un chef de groupement qui avait donné 500 \$. Alors celui qui est évincé devient un ennemi juré de celui qui l'a remplacé.

6.2.4. Influence dans le choix des dirigeants :

Les Bany'Idjwi affirment que leurs chefs des collectivités exercent une grande influence dans la nomination de tous les dirigeants de leur territoire. Tout d'abord, ce sont eux qui choisissent les chefs des groupements et des villages ou localités. Les personnes consultées sont convaincues qu'ils exercent une grande influence même dans la désignation des Administrateurs de territoire et leurs assistants. Ils ont même cité quelques noms d'anciens administrateurs et administrateurs assistants pour qui les Bami avaient influencé les nominations. Ceci montre que les Bami sont d'une grande influence dans le territoire d'Idjwi.

6.2.5. Les dynamiques communautaires

Il existe à Idjwi plusieurs organisations qui œuvrent dans la dynamique communautaire :

a) Les organisations non gouvernementales (ONG) :

- CPR / IPIFI : Centre de promotion rurale à Idjwi. Promotion des initiatives féminines dans l'île d'Idjwi. Siège Bugarula.
- PROLASA : Projet des laïcs pour la santé et l'évangélisation
- CODIN : Comité de développement d'Idjwi-Nord. Siège Bugarula.
- UFIN : Union des femmes d'Idjwi. Siège Bugarula
- UAD : Union dans les actions de développement d'Idjwi-Nord Siège : Kihumba
- UDEPEP : Union de développement et de la promotion paysanne. Siège Misimbwe.
- ADOBES : Association des donateurs bénévoles de sang Siège : Bugarula.
- APECMD : Association des pêcheurs de Kihumba. Siège Kihumba.
- AMIN : Association des maraîchers d'Idjwi-Nord.
- MUPAH : Mutualité paysanne pour l'amélioration de l'habitat. Siège Nkola.
- ACDP : Association des constructeurs pour le développement des planteurs. Siège Muziri.
- AAPIN : Association des apiculteurs d'Idjwi-Nord. Siège Kihumba

- FCOM : Femme qui lutte contre la malnutrition Siège : Kihumba
- ADEKA : Association pour le développement de Karhongo. Siège : Idjwi-Sud.
- CLONGDIS : Conseil local des ONG d'Idjwi-Sud.
- NODHIS : Noyau des défenseurs des droits humains. Idjwi-Sud
- PROPEL : Programme de développement social
- CODII : Compagnie de développement intégré à Idjwi
- RHUHEKE KUGUMA/KASIHE
- ADEI/MUGOTE : Association pour le développement d'Idjwi Mugote
- CODELU : Comité de développement de Lubuye/Mugote
- APAPI : Action paysanne et de progrès d'Idjwi.
- MAMANS RHUKOLE IKISIZA
- BAZERE RHUSHAGALUKE /KARAMA
- MULEZI WA BANA/RAMBO
- ADJMS : Association de développement des jeunes de Mugote
- BAZERE MUZUKE/BUZIBU
- Comite shika jembe
- ATU : Association tuungane /Buzibu
- MAMBU MUUNGANO : Mama wa maendeleo wa Bugarula Siège Bugarula
- ADEU : Association de développement et études universitaires : KINJI.
- ADEBU : Association de développement de BUZIBU.
- PAIDEK / KASHOFU : Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu.
- CARITAS : Nutritions (centres nutritionnels), reboisement, éducation

b) LES Communautés religieuses D'IDJWI

- Église catholique : Reboisement, nutrition, construction des écoles, des centres de santé, propriétaire de l'hôpital général de référence de MONVU, création des centres d'alphabétisation, aménagement des sources d'eau potable et adduction, élevages
- 8^e CEPAC, communauté des Eglises Pentecôtistes en Afrique Centrale : Reboisement, alphabétisation, éducation (les écoles)
- 3^e CBCA : Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique : Initiatrice du Centre de Promotion Rurale d'Idjwi (CPR) et des initiatives féminines (centre

hospitalier de Bugarula, adduction d'eau potable de Bugarula, aménagement des sources, éducation des adultes, élevage en stabulation, centre d'accueil, organisation des sessions, des séminaires et des conférences).

- Adventiste du 7^e jour : Construction des écoles
- KIMBMANGUISTE : Construction des écoles

c) Les COOPERATIVES

- COOPEC / KASHOFU : Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Paroisse Catholique de KASHOFU en collectivité NTAMBUKA
- COOPEC / BUMPETA : Coopérative d'Epargne et de Crédit de la Paroisse Catholique de BUMPETA en collectivité RUBENGA.

6.3. Accès aux médias

A part les radios OKAPI et RFI captées sur une grande étendue de l'île d'Idjwi, les autres radios sont captées sporadiquement. Ainsi, l'information circule de bouche à oreille avec tous les risques de déformation.

6.4. Administration de la justice

Au niveau du territoire, il existe un tribunal de territoire qui chapeaute les autres.

Au niveau de collectivité, un tribunal principal

Au niveau de chaque groupement, un tribunal secondaire

Avant de recourir aux instances judiciaires ci-haut citées, des efforts sont fournis pour une résolution pacifique des conflits au niveau des comités des villages

Mais il existe aussi des ONG qui œuvrent pour le règlement pacifique des conflits.

Par exemple :

- La commission justice et paix de l'Eglise catholique
- Le comité paix et réconciliation de la CBCA à Bugarula.

6.5. Mobilisation des ressources locales

6.5.1. Versements des subventions de la province

Ces versements se font irrégulièrement et à des très faibles proportions comparativement aux besoins du territoire. En général, ces versements sont constatés après le passage d'une autorité en territoire.

6.5.2. Fiscalité locale

Plusieurs taxes sont recouvrées localement. Certaines sont légales et d'autres sont illégales. Les taxes réputées légales sont celles présentées à travers une prévision budgétaire approuvée par l'autorité provinciale. Ainsi les taxes de 1 \$ payées pour chaque convocation et les 10 \$ payés pour un mandat d'amener et frais de déplacement des policiers sont des taxes illégales, car elles ne remplissent pas les conditions des taxes légales telles que décrites ci-dessus. A cela s'ajoutent les amendes transactionnelles et toutes les taxes non versées au compte du Trésor public, mais qui profitent à des individus c'est le cas de Kalinzi que nous avons souligné plus haut (recettes personnelles du Mwami)

6.5.3. Responsabilité et transparence

La responsabilité est, en principe, partagée entre collaborateurs depuis l'échelon supérieur jusqu'à l'échelon inférieur de l'administration, ce qui est de nature à favoriser la transparence. Par exemple, quand il faut prendre une décision administrative, l'Administrateur de territoire requiert les avis de l'Administrateur assistant chargé de l'administration, du chef de Bureau et des chefs des services directs de cet agent. Quand il faut prendre une décision en matière financière, l'Administrateur de territoire cherche à avoir les avis de l'Administrateur assistant chargé des finances. Cela est de nature à favoriser la transparence.

Malheureusement, le territoire d'Idjwi a eu la mauvaise réputation d'être une entité où cette transparence fait d'habitude défaut. Pour des raisons intéressées, les Administrateurs de territoire préfèrent prendre les décisions sans recourir aux avis de leurs collaborateurs. Il est à espérer que la nouvelle équipe qui est à la tête du territoire fera la différence et qu'elle donnera aux échelons de collectivité, de groupement et de village un bon exemple à suivre.

6.5.4. Corruption

Comme partout au Congo, la corruption existe à Idjwi. Elle est considérée comme un substitut de salaire par beaucoup d'agent de l'Etat. Mais il est difficile d'établir quand et comment on la reçoit. Néanmoins dans une collectivité, il y a des plaintes persistantes selon lesquelles un Mwami vend les fonctions de chef de groupement et de village. Même les montants requis pour l'achat de ces postes nous ont été révélés. Dans cette même collectivité, les consultés se sont plaints de ce qu'ils appellent « vente des marches publics » par leur Mwami à des particuliers pour des montants varient de 3.000 à 5.000 \$. La corruption à Idjwi caractérise surtout les tribunaux à tout le niveau plus précisément dans le traitement des dossiers fonciers, domaine clé de la vie des insulaires d'Idjwi.

6.6. Libertés, sécurité des personnes.

Comparativement à d'autres parties de la Province du Sud Kivu, la liberté et la sécurité des personnes sont bien garanties à Idjwi. Toutes les guerres dites de libération qui ont ensanglanté notre pays n'ont jamais touché directement Idjwi. Les gens y circulent n'importent quelle heure dans la nuit sans s'inquiéter. C'est pour cette raison que les insulaires disent de leur territoire qu'il est « La Suisse du Congo ».

Néanmoins, certains agents de l'ordre, spécialement les militaires de la Force Navale et des policiers procèdent à l'arrestation arbitraire des personnes. Des vols à mains armées sont opérés par les déserteurs de l'armée congolaise et par des étrangers en provenance du Rwanda.

Suivant les déclarations de plusieurs personnes consultées à Mugote, l'objet le plus convoité par les voleurs à mains armées ce sont des filets maillant. Et ce vol s'effectue surtout dans la partie du Lac Kivu située à l'Est de l'île, entre le territoire d'Idjwi et le Rwanda.

6.7. Conclusion partielle

Après les détails donnés ci-dessus, il importe de faire un résumé des problèmes en rapport avec le thème paix et gouvernance tels que ressortis dans ce chapitre VI :

L'historique a fait comprendre qu'en matière de gouvernance l'île d'Idjwi a un mauvais précédent. Le MPR et le RCD nous ont légué des cadres nommés sans tenir compte des critères de compétence et d'efficacité.

La détention des fonctions de chefs des collectivités par des intouchables, des personnes qui semblent être au dessus de la loi ne favorise pas la bonne gouvernance de ces entités.

Le mode d'accès à la direction des instances locales de décision (succession de père à fils pour les chefs des collectivités et nomination par la hiérarchie supérieure pour tous les autres cadres) n'impose pas aux dirigeants l'obligation de mettre en avant les intérêts de la population.

Comme partout au Congo, les agents de l'Etat sont corrompus. Mais à Idjwi, même le Mwami d'une collectivité est taxé de corruption en vendant les fonctions des chefs des groupements et des villages.

Certains policiers et militaires de la Force Navale sont accusés de faire des arrestations arbitraires. Les filets maillant des pêcheurs opérant à l'Est de l'île d'Idjwi entre Idjwi et le Rwanda font fréquemment l'objet des vols à mains armées.

La gouvernance locale n'est pas de nature à favoriser l'auto-promotion. Au contraire tous les abus liés à la mauvaise gouvernance dont il est question dans le chapitre

Six font partie des ingrédients qui aggravent la pauvreté endémique dont souffrent les habitants du territoire d'Idjwi.

CHAPITRE SEPTIEME : VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

7.0. Introduction

Pour combattre la pauvreté, la population a besoin d'un environnement social, économique et politique adéquat. Ci-après seront passés en revue les différents aspects constitutifs de cet environnement et les souhaits des habitants d'Ildjwi face à chacun de ces aspects.

7.1. Forme de l'Etat :

Un Etat unitaire décentralisé pour contourner les ingérences répétées de pays voisins.

7.2. Elections :

Elles sont souhaitées par le peuple congolais. « Nous les voulons libre, transparente et démocratique » disent les Bany'Ildjwi » et à tous les niveaux

7.3. Education fondamentale universelle.

- Que l'école primaire soit gratuite et obligatoire. Au besoin même l'école secondaire aussi.
- Rappel incessant aux responsables des familles ainsi qu'à ceux des églises au redressement de la morale.

7.4. Santé

- Consultations et certains actes médicaux gratuits
- Avoir une main d'œuvre qualifiée suffisante
- Médicaments appropriés, disponibles et à moindres coûts.

- Promotion de la médecine préventive
- Matériels sanitaires modernes suffisants

7.5. Modernisation de l'agriculture

C'est le souhait le plus ardent des habitants d'Idjwi qui vivent essentiellement de l'agriculture. Cependant, il faudrait leur assurer les moyens d'écoulement (désenclavement).

Selon les consultés, leur agriculture ne peut se moderniser qu'à travers :

- Les techniques anti-érosives car le relief d'Idjwi est accidenté (collines, montagne) et est responsable de transport des terres fertiles l'une des causes de baisse de production. Pour ces techniques, les consultés ont souhaité que soient vulgarisées les cultures en terrasses, le reboisement ;
- Les techniques d'amélioration de la qualité du sol (fertilité) : compost, engrain, l'agroforesterie
- Le drainage des marais pour les cultures maraîchères
- L'utilisation des pesticides ou produits de traitement des plantes surtout potagères, des maniocs
- L'appui – conseil par les agronomes spécialisés aussi bien aux cultures vivrières qu'aux cultures de rapport.

7.6. Désenclavement et accès aux marchés :

L'enclavement est l'un des problèmes majeurs qui bloquent le développement de l'île d'Idjwi.

Pour cela, le gouvernement devrait :

- Remettre le Bac « Lac Kivu » détourné depuis longtemps à son destinataire initial (la population d'Idjwi).
- Accessibilité aux réseaux téléphoniques sur toute l'étendue territoriale d'Idjwi.
- Construction des quais d'accostage et des ponts.
- Instruire les responsables tant publics que privés des bateaux exploitant la ligne Bukavu-Goma de desservir aussi la population d'Idjwi.

7.7. Développement Rural

D'accord au développement Rural avec priorité a accordée à :

- L'électrification d'Idjwi
- L'approvisionnement en eau potable
- Paiement des salaires aux agents
- Modernisation de l'élevage
- Scolarisation des enfants et l'alphabétisation des adultes
- Construction des écoles et hôpitaux

7.8. Approvisionnement en eau potable

Que les sources d'eau qui sont nombreuses à Idjwi soient aménagées et que les adductions d'eau soient réalisées. Ils comprennent que ça réduit les maladies des mains sales..

7.9. Électrification rurale :

C'est une priorité des priorités pour les habitants d'Idjwi. Ils savent que sans courant électrique, le développement de leur entité n'est pas envisageable. Ils pensent que cette électrification est possible grâce à un raccordement sur la ligne haute tension en provenance de Bukavu pour raison de moindre coût et suffisance de courant électrique.

7.10. Environnement :

- Que le reboisement de l'ex-réserve de Nyamusisi soit demandé aux acquéreurs de cet ancien domaine de l'Etat et que tous ceux qui ont encore des espaces de terres soient encouragés à faire de même.
- Que soit protégée la faune tant aquatique que forestière.

7.11. Loisirs

Comme partout ailleurs, les loisirs existent à Idjwi aussi. Nous demandons à l'Etat de s'y impliquer. Que soient privilégiés les loisirs, physiques, artistiques et intellectuels à Idjwi pour le développement social durable.

7.12. Financement des microprojets :

C'est une nécessité exprimée par la population qui demande que l'Etat appuie les associations de développement. C'est aussi le financement des microprojets que demande la population quand elle réclame des moulins, des usines de transformation d'ananas et l'appui des pêcheurs en équipement de pêche.

7.13. Libéralisation :

D'accord avec la libéralisation, mais l'Etat doit continuer à jouer ses fonctions régulières en concevant des bonnes règles et lois devant régir toutes les activités et en contrôlant régulièrement le respect de ses règles et lois par les acteurs de tous les domaines.

7.14. Privatisation :

D'accord avec la privatisation, mais non à la démission de l'Etat qui doit continuer à légiférer pour le secteur privé et à le contrôler.

7.15. Taxation :

Les taxes exagèrent. Elles sont très nombreuses. La population demande leur réduction, leur limitation aux seules taxes légales et souhaite que les recettes soient versées au trésor public et non remplir les poches des autorités.

7.16. Droits fonciers

- Que l'Etat prenne ses responsabilités en matière foncière, car le sol et le sous-sol lui appartient.

- Que la taxe annuelle de 10 \$ (dix dollars) perçue sur le « Kalinzi » par les chefferies soit bannie.
- Que les chefs coutumiers n'exproprient pas une famille, même quand elle manque un descendant mâle (Ngungu)
- Que la coutume respecte le droit de l'homme en cette matière ; ceci nous aiderait à réduire les conflits.

7.17. Réforme de l'administration publique :

C'est un besoin exprimé par la population. Elle souhaite que les agents soient affectés aux postes pour lesquels ils ont été formés et que les promotions soient motivées par les mérites. Les consultés ont proposé que la politique de recrutements des agents s'appuie sur des critères objectifs et que le salaire soit fixé en fonction des besoins vitaux des citoyens (salaire vital) et non d'une façon forfaitaire. Il s'agit là de la révision de la politique salariale. Que cesse la pratique d'affecter à la tête du territoire les originaires.

L'île d'Idjwi étant voisine du Rwanda agresseur de notre pays, les insulaires sont liés au Rwandais d'une manière ou d'une autre (par le mariage, l'amitié). Ce qui explique que certains Administrateurs trahissent les intérêts nationaux en faveur de l'agresseur. La population recommande que des sessions de formation soient organisées pour tous les cadres et agents de l'Etat de tout niveau. Elle souhaite aussi que désormais le pouvoir ne soit plus éternel pour certains individus (pension, retraite...)

7.18. Sécurité et protection

Que le gouvernement assure une éducation efficace du point de vue moral avec un encadrement adéquat pour les agents de l'ordre (policiers, militaires, autorités administratives, ...) et paiement des salaires à ces derniers. En ce qui concerne la sécurité des frontières, que le gouvernement la force navale (le marins) en bateaux de guerre afin de faciliter les patrouilles autours l'île et empêcher toute violation des frontières nationales par l'armée Rwandaise.

7.19. Contrôle des mouvements migratoires des populations

- Une bonne réglementation des mouvements des entrées et des sorties par les services concernés.
- Décourager l'exode rural
- Respect de l'intégrité territoriale

7.20. Conclusion partielle

Si les conditions définies ci-dessus sont réunies, il peut y avoir réduction de la pauvreté à Idjwi. Mais les domaines les plus importants sont :

- L'électrification
- Le désenclavement
- La modernisation de l'agriculture
- L'approvisionnement en eau potable
- La santé
- Le paiement des salaires aux agents de l'Etat
- Le financement des microprojets
- La scolarisation des enfants

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.

8.0. Introduction

La question pour avoir les éléments constitutifs de ce chapitre a été posée à toutes les parties prenantes en interviews individuelles et en focus-groups, c'est à dire à 100 personnes au total. Un effort a été fait pour prendre en compte toutes les préoccupations des gens. Autant que possible, les stratégies ont été transcrites de manière qu'elles avaient été données par les parties prenantes dans les sites.

La question qui était posée lors des interviews et consultations était à peu près celle-ci : « A votre avis, quelles sont les stratégies pour la réduction de la pauvreté dans votre milieu ? Le dépouillement des réponses à cette question nous a permis d'établir une liste des stratégies de réduction de la pauvreté dans le territoire d'Idjwi. Ces stratégies ont été enrichies suffisamment au niveau de l'atelier territorial

8.1. Mécanismes de survie

Ces mécanismes sont analysés suivant leur priorité au niveau du territoire.

8.1.1. Enclavement

- Disponibiliser les bateaux de la SNCC et le Bac « Lac Kivu » en faveur des habitants de l'île avec accostage sur les côtés Est et Ouest de l'île
- Construction des quais d'accostage sur les côté Est et Ouest de l'île d'Idjwi
- Que le Bac « Lac Kivu » constitue un pont de liaison entre un point quelconque de l'île d'Idjwi et un autre du continent en faisant des va et vient journaliers au lieu que ça puisse être une exploitation commerciale de l'office des routes
- Que l'Etat ordonne aux armateurs privés de faire au moins un escale à Idjwi par semaine pour l'aller et le retour du côté Ouest et chercher 1 ou 2 bateaux spécifiques de la SNCC pour le transport des personnes et leurs biens du côté

de l'Est (- Dans l'avenir, songer à l'aménagement d'un aérodrome à NYAMUHIVA/KATHONDA pour permettre l'atterrissage des petits porteurs à Idjwi

- Aménagement des routes et réhabilitation des ponts et passages sous-routes
- Engagement des cantonniers
- Disponibiliser des matériels d'entretien des routes

8.1.2. Energie

- Electrification d'Idjwi par raccordement au réseau SNEL Bukavu via Kabonde ou par construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA en plein milieu d'Idjwi dans la réserve de Nyamusisi
- Electrification d'Idjwi par raccordement sur réseau SNEL Bukavu via Kabonde une autre possibilité.

8.1.3. Contraintes sociales et financières

- Bonne gouvernance
- Réduction des taxes et autres tracasseries administratives et policières
- diversification et renforcement des sources des revenus - Payer régulièrement des salaires aux agents de l'Etat
- Disponibiliser les crédits pour l'agriculture, l'élevage, pêche et petit commerce
- Elections des dirigeants à tous les niveaux et même le niveau des collectivités
- Que les chefs coutumiers (ou Bami) soient déchargés des fonctions administratives des chefs de collectivités (séparation des pouvoirs : coutume et administration
- Que l'Etat s'acquitte de ses obligations envers les vulnérables

8.1.4. Pénurie de la nourriture

- Vulgarisation des techniques modernes par des agronomes bien formés
- Disponibiliser les intrants agricoles à travers le Service National des Semences

- (SENASA) et la division de l'agriculture
- Diversification des cultures
- Disponibiliser des crédits pour l'agriculture, l'élevage, la pêche
- Développement de l'élevage
- Formation et appui des pêcheurs en équipement de pêche
- Cession des terres vacantes des plantations d'Idjwi à la population qui en manque
- Création d'écoles de pêche
- Qu'il y ait vulgarisation des techniques agricoles appropriées par des techniciens bien formés ou compétents et équipés
- Renforcer les races améliorées des animaux et des semences améliorées

8.1.5. Pénurie en eau

Approvisionnement en eau potable par aménagement des sources ou adductions

8.1.6. Education

- Payer des salaires suffisants et réguliers aux agents de l'Etat (enseignants) tout en supprimant les cotisations des parents.
- Construire et équiper des écoles
- Création des écoles techniques (écoles de pêche)
- Formation et recyclage des enseignants
- Instituer et/ou appuyer les centres d'alphabétisation pour adultes et formation en métier en général mais surtout en maçonnerie et en menuiserie.
- Instituer des centres de rééducation civique et politique (paix, amour mutuel et de la patrie)
- Ouverture d'un centre d'examens d'ETAT à Idjwi Nord (car le seul qui fonctionne à Idjwi Sud ne suffit plus pour tout le territoire)

8.1.7. Santé : VIH/SIDA, paludisme et autres maladies

- Payer des salaires suffisants et réguliers aux agents de l'Etat (médecins, infirmiers, agents de santé,

- Prise en charge par l'Etat des institutions sanitaires afin de réduire le coût des soins médicaux
- Construire et approvisionner des hôpitaux et centres de santé en médicaments et matériels de laboratoire
- Approvisionnement en eau potable par aménagement des sources et adductions
- Appuyer les comités locaux de lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme
- Faciliter le dépistage gratuit du VIH/SIDA
- Disponibiliser les anti-rétroviraux
- Disponibiliser des moustiquaires à toute la population
- Renforcer l'encadrement du service d'hygiène
- Promouvoir la médecine préventive
- Création d'une zone de santé à Idjwi-Nord, quatre centres hospitaliers à Idjwi et multiplier au moins par deux le nombre de centres existants
- Disponibiliser les médecins en fonction de la population à desservir suivant les normes recommandées (pour une population évaluée à 157.000 habitants, car les 3 médecins en fonction à Idjwi sont nettement insuffisants)
- Création des hôpitaux et centres de santé sur la côte Est de l'île aussi

8.1.8. Maladie de la récolte

- Disponibilisation des produits phytosanitaires
- Disponibilisation d'agronomes bien formés capables, d'administrer ces produits

8.1.9. Chômage

Assurer l'emploi (ou faciliter une occupation lucrative à tous) notamment en :

- appliquant les stratégies proposées pour le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
- disponibilisant des crédits
- désenclavant Idjwi
- Electrifiant Idjwi
- Réduisant les taxes et en instaurant la bonne gouvernance

- etc ...

8.1.10. Surpopulation et problèmes de terre

- Cession des terres vacantes des plantations d'Idjwi à la population qui en manque
- Déplacer une partie de la population d'Idjwi vers les territoires nationaux à faible densité (pour l'exploitation des terres arables)
- Renforcer les activités de sensibilisation pour les naissances désirables

8.1.11. Logement

- favoriser le regroupement des villages
- Créer un système des crédits pour la construction et/ou l'amélioration de l'habitant

8.1.12. Dispersion géographique

- Favoriser le regroupement des villages

8.1.13. Existence des minorités ethniques ou sociales

- Disponibiliser un fond social pour la scolarisation des pygmées
- Que l'Etat appuie les organisations qui s'occupent des groupes vulnérables (pygmées, femmes, enfants, handicapés, ...)

8.1.14. Arrangements funéraires

Que l'Etat prévoit des espaces pour les cimetières de chaque agglomération et chaque hôpital.

8.1.15. Disparités linguistiques

Renforcer les services de la culture et art territorial, de la chefferie et même celui du groupement pour protéger et conserver les valeurs culturelles (langue, habitudes alimentaires, danses)

8.1.16. Guerres et catastrophes

Instituer un service d'observation et d'assistance en cas de catastrophes naturelles et des guerres

8.1.17. Développement Rural

- Appuyer les associations de développement
- Animation dans tous les domaines importants de la vie
- Placer la base au centre de développement

8.1.18. Technologie appropriée

- Moulin pour transformation des maniocs en farine
- Usine de transformation d'ananas (en vin)

8.1.19. Médias

- Installer des antennes radios et télévisions permettant de recevoir les informations locales et nationales

8.1.20. Administration de la justice

- Création du tribunal de paix au niveau du territoire d'Idjwi
- Formation adéquate aux juges des tribunaux d'Idjwi

8.1.21. Environnement

- Encourager le reboisement
- interdire la pêche des alevins

8.2. Actions de la communauté

Suivant le canevas du rapport territorial, les éléments constitutifs de cette rubrique sont les matrices de planification par site, soit une par site. Ici nous trouvons bien de dire ce que nous avons souligné dans le troisième chapitre, sur le point relatif aux problèmes de la communauté. Nous estimons que ce n'était pas nécessaire de classer les problèmes et inquiétudes d'Idjwi par site, car tous les 5 sites ont les mêmes problèmes majeurs.

Ce qui avait été dit dans la rubrique 3.7. est valable pour la rubrique 8.2. où nous sommes invités à élaborer des matrices de planification par site. Etant donné que les 5 sites d'Idjwi ont les mêmes problèmes, nous élaborons une même matrice valable pour tous les 5 sites qu'on appellera matrice de planification pour le territoire d'Idjwi.

Dans cette matrice, il sera question de 5 problèmes majeurs du territoire d'Idjwi tels qu'ils sont exposés dans la rubrique 3.7., à savoir :

- enclavement
- manque de source d'énergie électrique
- mauvaise gouvernance
- insuffisance d'encadrement agricole
- insuffisance d'eau potable

Les cinq problèmes cités ci hauts ont été qualifiés majeurs par les consultés après usage de l'outil arrangement par préférence que nous vous présentons ci-dessous.

PROBLEMES	BUGARULA	CHIKOMA	BUNYAKIRI	MUGOTE	RAMBO	TOTAL	CI
1. Le territoire d'Idjwi est enclavé	03	05	06	05	05	24	A
2. Le personnel enseignant est sous 3. qualifié	01	02	01	02	01	07	F
4. Les infrastructures sont en état de délabrement très avancé	02	01	01	01	01	06	G
5. La production agricole en baisse	02	05	01	02	02	12	D
6. L'eau potable est insuffisante	02	01	02	02	01	8	E
7. La croissance démographique est élevée	01	01	01	00	01	04	H
8. La gouvernance est mauvaise	04	01	03	05	04	17	C
9. L'électricité est inexistante	05	04	05	03	05	22	B
TOTAL	20	20	20	20	20	100	

En fonction de ces 5 problèmes inventoriés par les insulaires d'Idjwi en voici les actions à mener.

8.2.1. De l'enclavement du territoire

- Remettre le Bac « Lac Kivu détourné par l'Office de route à la population insulaire bénéficiaire ;
- - Construire les quais d'accostage à Kashofu, Monvu, Chikoma, Bugarula et à Kihumba .
- Sensibiliser l'autorité provinciale pour son implication dans les démarches et les propriétaires des bateaux pour l'accostage.

8.2.2. De l'inexistence de l'énergie électrique

- Introduire des demandes auprès des instances concernées (démarches administratives)
- Électrifier l'île d'Idjwi à partir du courant haute tension de la SNEL de Bukavu via Kabonde (Ishungu) ; les îlots Izuzza, Nyamizi et Muhembe.
- Sensibiliser la population pour sa participation active à toutes les étapes de réalisation ;
- Construire une centrale hydro-électrique propre à Idjwi à partir de la rivière TAMA.

8.2.3. De la mauvaise gouvernance

- Organiser les élections des dirigeants à tous les niveaux
- Amener l'Etat Congolais à payer régulièrement un salaire vital (suffisant) aux fonctionnaires.
- Assainir l'administration publique : recrutement selon des critères objectifs et retraiter les fonctionnaires ayant dépassé l'âge de travailler
- Séparer la couture de l'administration publique
- Restaurer l'autorité de l'Etat (mettre fin à l'impunité, à la violation des limites nationales, à la corruption)

8.2.4. De la baisse de production agricole

- Vulgariser les nouvelles techniques culturales modernes
- Disponibiliser les intrants agricoles ;
- Former et déployer les agronomes sur terrain pour un appui technique aux agriculteurs

8.2.5. De l'insuffisance de la desserte en eau potable

- Identifier les ressources hydriques du territoire,
- Réaliser le captage des sources et les adductions dans les groupements non encore desservis : Kihumba, Bunyakiri, Mugote et Nyakalengwa
- Instaurer les structures de base de maintenance des ouvrages adductions et des sources aménagées
- Impliquer le service National d'Hydraulique Rurale (SNHR) et d'autres organisations internationales d'hydraulique rurale pour appui. Ces actions valables pour l'ensemble du territoire vous sont présentées techniquement dans les matrices de planification que vous trouverez en annexe n° 5 du présent rapport

8.3. Matrice de planification des sites

Matrice de planification du site Bugarula

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	- Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	- Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	- Impossibilité d'installer des usines, des moulins	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	- Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de	- Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres	- Gouvernement, - Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont	- Présence des guerres - Négligence des autorités

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		<ul style="list-style-type: none"> - les appareils électroniques fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales 		Bukavu. <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA 	<ul style="list-style-type: none"> instances concernées (démarches) - tracer des lignes pour les poteaux - sensibiliser la population 	locales, représentant de la population pour transport des matériaux	desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des fonds
3. La gouvernance est mauvaise	<ul style="list-style-type: none"> - Chefs coutumiers au dessus de la Loi - Non paiement des agents de l'Etat - Autorités non élues par la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasseries - Multiplicité des taxes - Confusion entre administration et coutume - Droit de la population lésée - Emigrations d'Idjwi, fuite des cerveaux - Pauvreté aggravée 	<ul style="list-style-type: none"> - La bonne gouvernance a été instauré 	<ul style="list-style-type: none"> - Elections libres et démocratiques et transparentes - Payer régulièrement les salaires suffisants - Assainir l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les élections libres démocratiques et transparente. - Payer le salaire suffisant et régulier - Appliquer une nouvelle mise en place générale des agents de l'Etat tenant comptant de compétences 	Gouvernement <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'intérieur - Ministère de la fonction publique - Ministère de finance et de budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Les élections sont organisées à tous les niveaux - La gestion est bonne en juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Volonté politique du gouvernement - Mauvaise gouvernance
4. La production agricole est en	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Malnutrition - Manque ou 	<ul style="list-style-type: none"> - La production agricole a été 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des techniques 	<ul style="list-style-type: none"> - Former des agronomes 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole accrue 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des fonds nécessaires

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
baisse	agricole - Rareté des terres Surpopulation	insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes maladies dues à la faiblesse	accrue	cultural moderne -Disponibilisation des intrants agricoles	- Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population	- Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population	d'au moins 10 % d'ici 2006	à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres

Matrice de planification du site CHIKOMA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent difficilement 	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro-électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches) - tracer des 	- Gouvernement, - Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		- Absence des activités artisanales		sur la chute de la rivière TAMA	lignes pour les poteaux - sensibiliser la population		courant en 2006	
3. La production agricole est en baisse	Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres Surpopulation	- Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes maladies dues à la faiblesse	La production agricole a été accrue	- Vulgarisation des techniques cultural moderne -Disponibilisation des intrants agricoles	- Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population	- Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population	- Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006	- Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres
4. La route principale est impraticable	- Les ponts ne sont pas construits - La route n'est pas entretenue	- Le déplacement intérieur est difficile : difficulté de relier les deux collectivités par route	- La route a été aménagée avec ses ponts	- Aménagement de la route et de ses ponts - Disponibilité des matériels	- Construire les ponts - Aménager et entretenir les routes - Récolter les fonds	- Le gouvernement : - ministère des travaux publics - l'office de route - représentant de la population locale	- Les trois ponts importants : - KINIGA - WEKABULU - MUSHEKE sont construits d'ici 2006 - Les deux collectivités reliées par route (véhicule, moto) d'ici 2006	- Guerre - Absence des fonds. - Détournement des fonds - Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
5. Les centres de santé existent en nombre insuffisant	- L'Etat n'a plus construit les centres de santé depuis 1960.	- Délabrement des centres existants - Noyade des malades qui suivent les soins au Rwanda, à Katana, Goma et Bukavu L'automédication	- Les conditions sanitaires ont été améliorées	- Construction des centres de santé supplémentaires selon le norme sanitaire	- Sélectionner des maisons de construction - Construire les centres de santé - Les équiper et engager un personnel qualifié	- Ministère de santé, inspection de santé - La zone de santé - Représentant de la population (COSA)	- Un centre de santé construit par village d'ici 2006. - Un hôpital général de référence implanté en collectivité RUBENGA d'ici 2006.	- Guerre - Absence des fonds - Mauvaise gouvernance (méfiance du gouvernement)

Matrice de planification du site BUNYAKIRI

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent 	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale 	- Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches)	- Gouvernement, - Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		difficilement - Absence des activités artisanales		hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA	- tracer des lignes pour les poteaux - sensibiliser la population	transport des matériaux	parcours ont du courant en 2006	
3. L'eau potable est insuffisante	- Adduction insuffisante - Sources non aménagées	- Utilisation des eaux usées du Lac - Abondance des maladies hydriques . Le puisage de l'eau épuise les femmes	- Les adductions d'eau ont été suffisamment réalisées dans chaque groupement	- Instruire le SNHR - Disponibiliser des moyens à ce service - Disponibiliser l'eau potable	- Etudier et identifier les sources - Capturer les sources - Construire les citernes et réservoirs nécessaires. - Traçage des caniveaux - Pose des tuyaux - Installer des bornes fontaines aux lieux de puisage	- Gouvernement - Ministère de développement rural - Service national d'hydraulique rurale (SNHR) - Représentant de la population locale	5 adductions sont disponibles dans chaque groupement en 2006	- Présence des guerres - Absence des fonds
4. Les écoles sont insuffisamment équipées.	Prise en charge de l'éducation par les parents et pourtant sont pauvres.	mauvaises conditions d'étude - Détérioration de la qualité d'enseignement	- Les écoles ont été équipées	- Amélioration des infrastructures scolaires (réhabilitations des équipements)	Fabriquer les pupitres - Acheter les matériels et manuels	Le gouvernement - Ministère de l'éducation - Représentant des parents (COPA)	- 10 écoles équipées chaque année - 85 % des écoles équipées et	- Guerre - Absence de la Volonté du gouvernement - Détournement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		-Risque des enfants d'attraper les maladies.			pédagogiques -Payer les enseignants régulièrement et suffisamment	-Responsables des écoles.	réhabilitées d'ici 2006	des fonds

Matrice de planification site MUGOTE

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. A la récolte les ananas sont rendus à bas prix	<ul style="list-style-type: none"> - Enclavement manque des débouchés - Manque d'usine de transformation d'ananas 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de revenus d'agriculteur d'ananas - Echange inégale (ananas et produits manufacturés) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les revenus monétaires des agriculteurs d'ananas se sont accrus 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'une usine de transformation d'ananas en jus 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire l'usine - Organiser les agriculteurs en association - Organiser les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - La province du Sud Kivu - Le territoire - Les représentant des agriculteurs - La collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus 80 % - Une usine de jus d'ananas montée d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Manque des investisseurs - Manque de volonté du gouvernement - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
								- Baisse de production d'ananas
3. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	- Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	- Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA	- Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches) - tracer des lignes pour les poteaux - sensibiliser la population	- Gouvernement, Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux	Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006	- Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds
4. L'eau potable est insuffisante	- Adduction insuffisante - Sources non aménagées	- Utilisation des eaux usées du Lac - Abondance des maladies hydriques . Le puisage de l'eau épuise les femmes	- Les adductions d'eau ont été suffisamment réalisées dans chaque groupement	- Instruire le SNHR - Disponibiliser des moyens à ce service - Disponibiliser l'eau potable	- Etudier et identifier les sources - Capter les sources - Construire les citernes et réservoirs nécessaires. - Traçage des caniveaux - Pose des tuyaux - Installer des	-Gouvernement -Ministère de développement rural - Service national d'hydraulique rurale (SNHR) - Représentant de la population locale	5 adductions sont disponibles dans chaque groupement en 2006	- Présence des guerres - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
					bornes fontaines aux lieux de puisage			
4. La production agricole est en baisse	Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres Surpopulation	- Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes maladies dues à la faiblesse	La production agricole a été accrue	- Vulgarisation des techniques cultural moderne -Disponibilisation des intrants agricoles	- Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population	- Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population	- Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006	- Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres

Matrice de planification du site RAMBO

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. Les écoles sont insuffisamment équipées.	Prise en charge de l'éducation par les parents et pourtant sont pauvres.	<ul style="list-style-type: none"> Les enfants étudient dans des mauvaises conditions -Détérioration de la qualité d'enseignement -Risque des enfants d'attraper les maladies. 	- Les écoles ont été équipées	- Amélioration des infrastructures scolaires (réhabilitations des équipements)	<ul style="list-style-type: none"> Fabriquer les pupitres -Acheter les matériels et manuels pédagogiques -Payer les enseignants régulièrement et suffisamment 	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement -Ministère de l'éducation - Représentant des parents (COPA) -Responsables des écoles (préfets, directeurs). 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 écoles équipées chaque année - 85 % des écoles équipées et réhabilitées d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> -Guerre - Absence de la Volonté du gouvernement - Détournement des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
3. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	- Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	- Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA	- Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches) - tracer des lignes pour les poteaux - sensibiliser la population	- Gouvernement, - Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006	- Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds
4. La production agricole est en baisse	Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres Surpopulation	- Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes maladies dues à la faiblesse	La production agricole a été accrue	- Vulgarisation des techniques cultural moderne -Disponibilisation des intrants agricoles	- Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population	- Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population	- Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006	- Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres
3. La gouvernance est mauvaise	. Chefs coutumiers au dessus de la Loi - Non	- Tracasseries - Multiplicité des taxes - Confusion	-La bonne gouvernance a été instauré	. Elections libres et transparentes - Payer	- Organiser les élections libres démocratiques et	Gouvernement - Ministère de l'intérieur - Ministère de la	- Les élections sont organisées à tous les niveaux - La gestion est	- Guerre - Volonté politique du gouvernement

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
	paiement des agents de l'Etat - Autorités non élues par la population	entre administration et coutume - Droit de la population lésée - Emigrations d'Idjwi, fuite des cerveaux - Pauvreté aggravée		régulièrement les salaires suffisants - Assainir l'administration	transparente. - Payer le salaire suffisant et régulier - Appliquer une nouvelle mise en place générale des agents de l'Etat tenant comptant de compétences	fonction publique - Ministère de finance et de budget	bonne en juin 2005	- Mauvaise gouvernance

8.4. Mécanismes de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des stratégies et activités proposées.

Objectifs (projets)	Stratégies	Activités		Suivie et évaluation
1. Désenclavement d'Idjwi	Disponibilisation des bateaux et bac qui font des escales aux ports d'Idjwi.	Sensibiliser les autorités nationales et provinciales <ul style="list-style-type: none"> . Construire 4 quais d'accostage sur la côte Ouest et 2 quais sur la côte Est. 	<ul style="list-style-type: none"> . Comité provincial Administrateur de territoire d'Idjwi. . Représentants du territoire dans les institutions politiques de la transition. Gouvernement, gouvernorat et autres entités décentralisées . Entreprise de construction 	<ul style="list-style-type: none"> . Comité provincial DSRP . Administrateur du territoire d'Idjwi . Représentant du territoire d'Idjwi dans les institutions de la transition
2. Electrification d'Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> . Electrification par raccordement au courant SNEL en provenance de Bukavu via Kabonde. . Construction d'un barrage hydroélectrique sur la chute de TAMA 	<ul style="list-style-type: none"> . Sensibiliser le gouvernement, le Ministère d'Energie et la SNEL . Réaliser la raccordement . Construire la centrale hydro-électrique 	<ul style="list-style-type: none"> . Représentants de la population d'Idjwi aux institutions de transition . Administrateur d'Idjwi . Gouvernement +SNEL 	<ul style="list-style-type: none"> . Comité provincial DSRP . Administrateur de territoire . Représentants du territoire d'Idjwi dans les institutions de la Transition.

3. Instauration de la bonne gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> . Elections libres, démocratiques et transparentes . Paiement des salaires suffisants régulièrement . Réforme administrative : assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> . Organiser les élections libres et transparentes . Procéder à la réforme et assainissement . Payer régulièrement des salaires suffisants 	<ul style="list-style-type: none"> . Gouvernement . Ministère de l'intérieur . Commission nationale des élections . Ministères de la fonction publique, des finances et des budgets 	<ul style="list-style-type: none"> . Communauté internationale . Souverain primaire, représentants Eglises et ONG . Syndicats des agents de l'Etat.
4. Accroissement de la production agricole	<ul style="list-style-type: none"> . Vulgarisation des techniques culturales . Disponibilité d'intrants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> . Formation des agronomes et moniteurs agricoles . Déployer les agronomes et moniteurs agricoles sur terrain . Sensibilisation de la population . Disponibiliser les intrants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> . Gouvernement/Ministère de l'agriculture . INERA . Instituts et facultés d'agronomie . Agronomes et moniteurs agricoles . Gouvernement/Ministère de l'Agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> Représentants de la population dans les institutions de transition (parlementaires et sénateurs)
<ul style="list-style-type: none"> . Etudes préliminaires, . Captage des sources . Construction des citernes 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des adductions dans les groupements. 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement/Ministère du développement rural . SNHR + Population 	<ul style="list-style-type: none"> . Comité provincial DSRP . Division provinciale du Développement Rural 	

et réservoirs . Conduite de l'eau jusqu'aux lieux de puisage .Construction des bornes fontaines		SNHR + Population		
---	--	-------------------	--	--

8.5. Conclusion partielle

Les stratégies énoncées par la population ont été arrangées dans le chapitre VIII sous la rubrique mécanismes de survie. Elles peuvent être regroupées de la façon suivante :

Stratégies données avec la plus grande fréquence dans tous les 5 sites.

Stratégies données avec fréquence moyenne

Stratégies données avec très peu de fréquence.

Les stratégies formulées avec plus grande fréquence peuvent être résumées comme suit :

- Désenclavement d'Idjwi par des moyens de transport lacustre de bonne qualité (bateaux, bac). Cela implique la réhabilitation et la construction des quais d'accostage aux côtes Est et Ouest de l'île. Les habitants des groupements Bunyakiri et Mugote ont insisté que dans l'avenir la côte Est de l'île soit également desservie par les bateaux et le bac.
- Electrification d'Idjwi.

La population a émis deux possibilités d'électrification d'Idjwi.

- Le raccordement d'Idjwi au courant SNEL en provenance de Bukavu. Beaucoup croient que cette voie est la meilleure, car elle peut disponibiliser pour tout le monde le courant d'une forte intensité.
- La construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA qui se trouve en plein milieu d'Idjwi dans la réserve de Nyamusisi. Entre ces deux possibilités, la première a été jugée plus bonne que la deuxième, car on craint que la chute de la rivière TAMA ne puisse pas disponibiliser du courant suffisant pour tout le monde et que son coût d'exécution doit être plus élevé.
- La Bonne gouvernance

Par le mot bonne gouvernance sont résumées toutes les revendications de la population concernant :

- Le paiement des salaires suffisants et réguliers aux agents de l'Etat par le gouvernement
 - La réduction des taxes
 - La cessation des tracasseries administratives et policières
 - Les élections à tous les niveaux, même au niveau de la collectivité
 - La cessation du cumul des fonctions coutumières de Mwami avec celles administratives du chef de collectivité
 - etc ...
- 4. Le développement de l'Agriculture

La population a réclamé le développement de l'Agriculture en demandant :

- La vulgarisation des techniques agricoles modernes
- La disponibilisation des intrants agricoles
- La diversification des cultures
- La cession des terres vacantes des plantations d'Ijwi à la population qui en manque

C'est aussi le développement de l'Agriculture qui est réclamé en demandant le développement de l'élevage, de la pêche et des crédits pour l'agriculture, l'élevage et la pêche.

La matrice de planification a pris en compte ces quatre grandes préoccupations de la population auxquelles nous avons ajouté une autre citée avec fréquence moyenne : la desserte en eau notable (soit 5 problèmes). Les tableaux des mécanismes de mise en œuvre, de suivie et d'évaluation des stratégies et activités a suivi la même logique.

CONCLUSION GENERALE

Point n'est besoin de revenir sur tous les points qui ont été développés dans ce rapport. Nous trouvons imprudent de perdre le lecteur dans les détails au point d'obstruer l'essentiel.

Nous allons tout simplement faire une récapitulation des points suivants :

- Les grandes causes de pauvreté dans le territoire d'Idjwi telles que les consultations participatives nous ont permis de les constater.
- Les principales stratégies préconisées par la population pour réduire la pauvreté à Idjwi.

Après ces points, nous donnerons notre position sur la pertinence ou non des stratégies arrêtées par la population.

- **LES GRANDES CAUSES DE LA PAUVRETE A IDJWI SONT :**

- L'enclavement
- Le manque d'énergie électrique
- La mauvaise gouvernance (sui se traduit par le non paiement des salaires, les tracasseries, rançonnements, et multitude des taxes)
- Manque d'encadrement technique en agriculture

Tant que ces quatre problèmes persisteront, le territoire d'Idjwi restera dans la pauvreté et celle-ci ne fera que s'aggraver au fur et à mesure que passeront les jours. D'où la nécessité de mener des actions visant à conjurer ces maux en suivant les stratégies ci-après arrêtées par la population.

- **STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE**

- Le désenclavement de l'île d'Idjwi par les bateaux et Bac.

Cela nécessite la réhabilitation ou la construction des quais d'accostage non seulement sur la côte Est, mais aussi sur la côte Ouest comme le réclament les habitants des groupements Bunyakiri et Mugote.

➤ Electrification d'Idjwi.

Cette électrification peut se faire soit en branchant Idjwi sur le courant haute tension de la SNEL provenant de Bukavu via Kabonde, îlots IZUZA, Nyamizi, et Muhembe avant d'atteindre Ruhunda (Monvu) soit en construisant une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA qui se trouve dans la réserve forestière de NYAMUSISI en plein milieu de l'île D'Idjwi.

Mais certaines personnes pensent que le raccordement au courant haute tension en provenance de Bukavu est la meilleure voie.

➤ La bonne gouvernance

La bonne gouvernance implique :

- Les sentiments patriotiques qui doivent habiter les autorités politico-administratives dans leur prestation,
- Le paiement des salaires aux agents de l'Etat par le gouvernement,
- La cessation du paiement des primes aux enseignants par les parents
- La cessation des tracasseries et de la multiplicité des taxes
- La fin du règne de l'impunité,
- Le respect du patrimoine public,
- La sécurité des personnes et de leurs biens assurée par l'armée et la police
- Les élections libres, démocratiques et transparentes à tous les niveaux, même au niveau du chef de collectivité,
- La cessation du cumul des fonctions des chefs coutumiers (Bami) avec les fonctions administratives de chef de collectivité, etc ..

➤ Le développement de l'Agriculture :

Ce mot résume bien ce que la population veut quand elle réclame :

- La vulgarisation des techniques culturales modernes par des agronomes bien formés
- La disponibilisation des intrants agricoles
- La diversification des cultures
- Disponibilisation des crédits agricoles
- Cession des terres vacantes des plantations d'Idjwi à la population qui en manque
- le développement de l'élevage et le développement de la pêche.

Que dire de la pertinence des 4 stratégies préconisées pour la réduction de la pauvreté dans l'île d'Idjwi ?

Ci-après, l'équipe d'animateurs qui étaient chargés de mener les consultations participatives dans cette contrée va donner sa position sur chacune de ces stratégies, à savoir :

- Le désenclavement par des bateaux et Bac
- L'électrification
- La bonne gouvernance
- Le développement de l'Agriculture

➤ Le désenclavement par Bateaux et Bac

Idjwi est réellement enclavé. Il a été démontré dans ce rapport que l'homme de Kashofu a deux jours seulement par semaine où il peut se rendre à Bukavu, le chef-lieu de la province par bateau privé Nyamizi ou par pirogues motorisées. Tous les autres cinq jours, il ne peut pas voyager à Bukavu quelle que soit la raison impérieuse qu'il a de voyager vers cette ville. Dans les autres parties d'Idjwi, la situation est moins bonne qu'à Kashofu. Pourtant Idjwi dépend beaucoup de Bukavu pour son approvisionnement en médicaments, en produits manufacturés et aliment non produits localement. En plus, les Bany'Idjwi ont besoin de voyager à Bukavu pour y écouler leurs productions agricoles : Manioc, ananas, soja, etc . Même les habitants de Bukavu ont grandement besoin de ces transactions avec Idjwi. Des agents de L'Etat, des Directeurs d'écoles et médecins ratent souvent des contacts ou contrôles au niveau de Bukavu faute de moyen de transport au moment opportun.

Pour cela, la demande des moyens de transport lacustre faite par les insulaires mérite considération par les autorités compétentes.

En attendant que les solutions idéales préconisées par la population soient trouvées, nous proposons à l'autorité provinciale d'ordonner que les bateaux de la SNCC et le Bac « Lac Kivu » fassent régulièrement escale à Idjwi comme par le passé dans leurs voyages de Bukavu-Goma et vice-versa.

Pour le cas précis du Bac, il est à noter que la population d'Idjwi et sa notabilité affirment que le Bac « Lac Kivu » géré par l'office des routes avait été donné par l'Allemagne pour, entre autres motifs, le désenclavement de l'île d'Idjwi. Aujourd'hui, ils sont démoralisés de voir ce Bac faire des voyages sur le lac Kivu entre Bukavu et Goma sans faire escale à Idjwi. Ils sont condamnés à utiliser fréquemment des pirogues motorisées pour voyager à Bukavu ou à Goma. Pourtant ils sont conscients que ces pirogues font beaucoup des « veufs, des veuves et orphelins » à Idjwi suite aux noyades qu'elles occasionnent.

➤ Electrification d'Idjwi :

Un autre facteur important qui bloque le développement d'Idjwi c'est le manque du courant. A cause du manque du courant, Idjwi ne peut pas avoir des moulins alors qu'il produit beaucoup de manioc et de soja. Des usines de transformation d'ananas en vin peuvent être montées à Idjwi. Ce qui empêche cela c'est le manque d'électricité. Des investisseurs étrangers et des entrepreneurs en provenance d'autres territoires ne viennent pas s'installer à Idjwi parce que, entre autres raisons, il y a manque de courant. Pour ce même motif, les Bany'Idjwi qui peuvent gagner facilement leur vie ailleurs ne retournent pas à Idjwi.

Les propriétaires des téléphones, radiocassettes, télévisions et ordinateurs ne jouissent pas pleinement de leurs appareils à cause du manque du courant électrique.

Tout ce qui vient d'être dit donne une idée sur les manques à gagner en flux des capitaux, en emplois, en ressources humaines et en informations à cause du

manque du courant. Ainsi, nous demanderions au gouvernement de considérer l'électrification d'Idjwi comme une priorité des priorités au même titre que le désenclavement. Pour la disponibilisation de cette source d'énergie, le gouvernement peut choisir soit d'amener le courant SNEL en provenance de Bukavu soit de construire une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA qui se trouve à Idjwi.

➤ La bonne gouvernance

Un autre problème qui aggrave la pauvreté à Idjwi c'est la mauvaise gouvernance. Le non paiement des enseignants fait que les parents doivent payer des primes aux enseignants. Ce même non paiement ainsi que le goût d'enrichissement rapide font que les agents revêtus d'un certain pouvoir se comportent en véritables bourreaux de la population pour avoir l'argent . Il y a lieu de repenser aux taxes, tracasseries et rançonnements que connaissent les vendeurs des maniocs, les pêcheurs et les armateurs. Les convocations qui coûtent 1\$ la pièce et les mandats d'amener qui coûtent 10 \$ la pièce (si on y inclut le frais de déplacement de 5 \$) appauvrissent la population d'Idjwi.

Nous demanderions à l'autorité territoriale, qui vient d'hériter une gouvernance foncièrement malade, de faire tout ce qu'elle peut pour soulager la misère de la population active et entreprenante d'Idjwi. Mais la solution définitive est de la compétence du gouvernement qui devrait prendre en charge les services de l'Etat et payer régulièrement des salaires suffisants aux fonctionnaires, faire respecter la loi et mettre fin à l'impunité.

➤ Le développement de l'Agriculture

Les activités qui assurent la subsistance de la population d'Idjwi ce sont les activités agricoles : agriculture, élevage, pêche. Cette agriculture fait vivre des ménages non seulement à Idjwi, mais aussi à Bukavu, à Goma et en dehors de ces deux villes. Cette agriculture ferait plus de bienfaits à Idjwi, dans ces villes et les territoires environnants si elle était développée dans la mesure souhaitée par ceux qui la pratiquent.

Pour cela il est nécessaire de développer l'Agriculture en suivant les stratégies adoptées par la population d'Idjwi, à savoir :

- La vulgarisation des techniques agricoles par des agronomes bien formés
- La disponibilisation des intrants agricoles
- La diversification des cultures
- Disponibilisation des crédits agricoles (pour agriculture, élevage et pêche)
- Développement de l'élevage
- Formation et appui des pêcheurs en équipement de pêche
- La sécurisation du Lac Kivu.

N.B. : Toutes les quatre stratégies principales arrêtées par la population sont pertinentes, mais pour le cas particulier d'Idjwi, une attention particulière des autorités provinciales et nationales devrait rester focalisée sur les deux premières, c'est à dire sur le désenclavement et sur l'électrification.

Pourquoi cela ? Pour 3 raisons :

- Le projet de désenclavement peut être réalisé à la grande satisfaction de la population sans demander :
 - La faisabilité : beaucoup d'argent. Il suffit que le Gouverneur de province ordonne que les bateaux de la SNCC et le Bac reprennent leurs escales à Idjwi et ce problème peut-être résolu à un niveau dont peut se contenter la population
 - Le projet d'électrification ne réclame qu'une seule condition :

L'argent. L'aspect technique sera facilement résolu par les techniciens de la SNEL.

- L'impact ou l'effet de ces deux projets est rapide
- Les deux premiers projets (désenclavement et électrification) peuvent viser seulement le territoire d'Idjwi à cause de sa spécificité dans la contrée et impliquer peu de fond, mais les deux derniers doivent s'inscrire dans un vaste programme national et demander beaucoup de moyens. Cela donne encore un avantage aux deux premiers projets par rapport aux deux derniers.

C'est pourquoi nous disons que pour le cas d'Idjwi, le gouvernement devrait considérer le désenclavement et l'électrification comme des projets à réaliser prioritairement pour ce territoire.

Néanmoins, si le gouvernement ou un autre bailleur de fonds, compte tenu de ses moyens, préfère financer des projets conformément aux souhaits de la population exprimés dans le chapitre VIII sur les stratégies, nous l'encourageons à le faire, car il répondra à des besoins exprimés par la population d'Idjwi.

ANNEXE 1.**Liste des participants aux consultations participatives par catégorie et par site****Site Chikoma**

N°	Nom et postnom	Genre	Qualité /Activité	Village
01	Biringanine Bulakali	M	Rapporteur DSRP	Bukavu
02	KitumainiBihinda	F	Facilitatrice DSRP	Bukavu
03	Claude Kawayo	M	Facilitateur Adjoint DSRP	Bukavu
04	Kalegamire Ruzingana	M	Superviseur	Bukavu
05	Katambala Pendeza	F	Cultivatrice	Bulega
06	Shamavu Livingston	M	Président des Pygmées	Mafula
07	Bafakukura Risumizi	M	Pasteur de l'Eglise 8 ^e Cepac	Kisheke
08	Lagrisi Ruhogo	M	Président Comité/parents	Lukonde
09	Sauti Kanyantibiri	M	Agriculteur	Kagushu
10	Mapendano Muhigirwa	M	ONG /locale	Kagushu
11	Muragi Materanya	M	Comité de santé	Kagushu
12	Shombana Rutakubagana	M	Agent de l'Etat	Mafula
13	Noela Magendo	F	Cultivatrice	Kibanda
14	Kahama Vumilia	F	Cultivatrice	Mafula
15	Bagehya Emmanuel	M	Pêcheur	Lweza
16	Mastaki Kamungo	M	Agriculteur	Kagushu
17	Marhegane Albert	M	Préfet des Etudes	Mafula
18	Pascal Burhunanga	M	Infirmier	Kagushu
19	Safari Kasisi	M	Président Armateur	Mafula
20	Chamuntu Sylvain	M	Agent de l'Etat	Kagushu
21	Chinyabuguma Mulonga	M	Pasteur Kimbaguiste	Kibanda
22	Maneno Bunvikane	M	ONG/Locale	Kibanda
23	Mapendano Manegabe	M	FEC	Kisheke
24	Abunuasi Lwahamire	M	Elu du peuple/Retraité	Mafula

Site Bunyakiri

N°	Nom et Postnom	Genre	Qualité /Activité	Village
01	Kalegamire Ruzigana	M	Superviseur DSRP	Bukavu
02	Biringanine Bulakali	M	Rapporteur DSRP	Bukavu
03	Kitumaini Bihinda	F	Facilitatrice	Bukavu
04	Claude Kawayo	M	Facilitateur Adjoint	Bukavu
05	Justin Bunvikane	M	Agriculteur	Nkola
06	Faida M'Paolo	F	Cultivatrice	Bweshu
07	Léonard Kagulu	M	Pygmée et handicapé Phy.	Bushonga
08	Muhigirwa Rutakemwa	M	Chef de Groupement	Bunyakiri
09	Shabishimbo Nyatwaza	M	Comité/Parents	Bweshu
10	Mugwiko Kamungu	M	Association locale	Bweshu
11	Athanase Bikoto	M	Pasteur	Mulamba
12	André Sindambiwa	M	Comité de santé	Nkola
13	Buchekabirhi Denis	M	Agriculteur	Nkola
14	Byachanda Mastaki	M	Pêcheur	Bukinanyana
15	Machukano Balagire	M	Agriculteur	Bweshu
16	Nabakongo M'Mahusi	F	Cultivatrice	Bweshu
17	Kajibwami Lipandasi	M	Comité de santé	Bushonga
18	Akili Zahinda	M	Chef de localité	Bushonga
19	Dodo Kingi Polepole	M	Armateur	Kishumbu
20	Déo Ngangura	M	Préfet des Etudes	Mulamba
21	Isidore Nyantwaza	M	Pasteur	Kishumbu
22	Emile Bizobavaho	M	Héritiers de la Justice	Bunyakiri
23	Karumba Rukara	M	FEC	Mulamba
24	Isaac Chamboko	M	Elu du peuple	Nkola

Liste des participants

Site BUGARULA

N°	Nom et postnom	Genre	Qualité /Activité	Village
01	BIRINGANINE BULAKALI	M	Rapporteur DSRP	Bukavu
02	KITUMANI BIHINDA	F	Facilitatrice DSRP	Bukavu
03	Claude KAWAYA	M	Facilitateur Adjoint DSRP	Bukavu
04	KALEGAMIRE Martin	M	Superviseur	Bukavu
05	BUROKO KAKOLA	M	Agent de l'Etat (chef de Gpt)	Bukenge
06	BAYIBAYI BARHEBAMA	M	Président COSA	Muziri
07	M' NTABONA NYABADEUX	F	Cultivatrice	Cinji
08	Claude MUNGUIKO	M	Agent de santé	Bugarula
09	MUPEPA KAKARA	M	Pygmée	Bugarula
10	Dieudonné MAHESHE	M	Curé paroisse BUMPETA	Bugarula
11	Jean Paul MIRUHO	M	Cultivateur	Bugarula
12	KAMONDO Bertin	M	Directeur CPR	Bugarula
13	HABIMANA Célestin	M	Agriculteur	Kashiraboba
14	NYAMUZINDA	F	Cultivatrice	Ngula
15	MAPENDO LWAMIRA	M	Agriculteur	Ngula
16	BAHATI SAFARI	M	Agriculteur	Kagushu
17	Delphin MANENO	M	Administrateur du territoire	Bugarula
18	Herman BISIMWA	M	Armateur	Bugarula
19	KASHINZWE James	M	Préfet des études	Muziri
20	Eudoxie NABAHATI	F	Mutuelle de santé	Bugarula
21	DUNIA MATATA	M	Fec	Bugarula
22	MUKANIRWA RUGENGE	M	Elu du peuple	Cinji
23	Bertin MUTARUSHWA	M	Pasteur	Bugarula
24	Remi KALEGAMIRE	M	Elu du peuple	Bugarula

Liste des participants

Site MUGOTE

N°	Nom et postnom	Genre	Qualité /Activité	Village
01	BIRINGANINE BULAKALI	M	Rapporteur DSRP	Bukavu
02	KITUMANI BIHINDA	F	Facilitatrice DSRP	Bukavu
03	Claude KAWAYA	M	Facilitateur Adjoint DSRP	Bukavu
04	KALEGAMIRE Martin	M	Superviseur	Bukavu
05	KAJIMWAMI MULINDA	M	Président COSA	Bwando
06	MABWIRE Deo	M	ONG locale	Bwando
07	MASHAKA KASHAMANGALI	M	Jeune	Bwiru
08	MATEMBERA MUFABULE	M	Pygmée	Mugote
09	CHIKURU MASHINGI	M	Président COPA	Bushovu
10	KABERA Jean	M	Animateur chapelle Catholique	Mugote
11	Donatien MUHIGIRWA	M	Préfet des études	Mugote
12	Paulin KABENGA	M	Chef de groupement	Bushovu
13	NDUKWARE HAMULI	F	Jeune	Bushovu
14	MAIKO MUTEMURA	M	Agriculteur	Bwiru
15	M'MULIMBI	F	Cultivatrice	Bushovu
16	NZIBONERA François	M	Pêcheur	Mugote
17	BUZIYOGO Ferdinand	M	Directeur de l'EP	Bushovu
18	BANGANYIKE Clovis	M	Infirmier	Mugote
19	MUNYAKAZI KABONA	M	Agent de l'Etat	Mugote
20	MUGARUKA	M	Armateur	Bulegeyi
21	KAZIBI Roger	M	Pasteur	Bwando
22	HABIMANA KASARAHINGA	M	FEC	Bwando
23	MUKYURA RUGOMBI	M	Elu du peuple	Bulegeyi
24	SHIRAMBERE Julienne	F	Enseignante ONG locale	Bwiru

Liste des participants

Site RAMBO

N°	Nom et postnom	Genre	Qualité /Activité	Village
01	BIRINGANINE BULAKALI	M	Rapporteur DSRP	Bukavu
02	KITUMANI BIHINDA	F	Facilitatrice DSRP	Bukavu
03	Claude KAWAYA	M	Facilitateur Adjoint DSRP	Bukavu
04	KALEGAMIRE Martin	M	Superviseur	Bukavu
05	M'KAHIRO BIZIBU	F	Cultivatrice	Kinyabalanga
06	MUTUZI RUKEBA	M	Cultivateur	Kinyabalanga
07	MISSI MISHAKI	M	Chef de collectivité	Bunyama
08	LIYENGOLA GELENGI	M	Commandant Police	Rambo
09	MADAHAMA RUHANGAZA	M	Elu du peuple	Ntalongwa
10	BATEGEKA François	M	Directeur EP	Nyamizi
11	WIHOREYE RUTAHA	M	Président COPA	Ntalongwa
12	LUSHOMBO AIME	M	ONG Locale	Buzibu
13	KISANGANI BISHWEKA	M	Agriculteur	Nyamizi
14	KAHINDA MUKO SAMSON	M	Agriculteur	Rambo
15	Georges MATERANYA	M	Pêcheur	Kasihe
16	Jules CIRAB	M	Agriculteur	Nyamizi
17	BATACHOKA BYAMANA	M	Préfet des études	Ntalongwa
18	SHABIDOKE RUDAHARINGOMA	M	Chef de groupement	Chegera
19	Norbert CHIKALABA	M	Armateur	Lushindi
20	Jean BACISHOGA	M	Infirmier	Lushindi
21	BADERHABUSHA ZAZA	M	Société civile	Karongo
22	MAHENGA M	M	Pasteur	Rambo
23	BAGALWA Charles	M	FEC	Rambo
24	KIRUSHA Paulin	M	Elu du peuple	Bunyama

ANNEXE 2 : Liste des sources secondaires

- Rapport annuel du territoire d'Idjwi, 2003
- guide de terrain sur les consultations participatives auprès des communautés de base d'octobre 2004.
- Document des stratégies de réduction de la pauvreté, version intérimaire du février 2004.
- Guide méthodologique des méthodes accélérées de recherche participatives du septembre 2004.

ANNEXE 3 : LE CALENDRIER SAISONNIER DU TERRITOIRE D'IDJWI.

N°	SAISONS ACTIVITES	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
		1	Agriculture vivrière		x	x	x					x	x
2	Agriculture de rapport (sarclage, paillage, récolte)	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
3	Elevage et pêche	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
4	Transport lacustre et petit commerce	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
5	Construction						x	x	x				
6	Cérémonies (fêtes et autres)						x	x	x				

N.B :

- L'élevage se pratique toute l'année mais ses résultats sont satisfaisant surtout en saison de pluie.
- Quant au transport lacustre, il présente beaucoup de risques de noyade surtout en saison sèche (période de haute pression atmosphérique)

ANNEXE 4 : Matrice de planification du territoire

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a - beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Plaidoyer.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Faire le plaidoyer auprès des autorités provinciales pour les responsables de la SNCC de faire d'accoster les bateau et bac à Idjwi 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, gouvernorat de province, - chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, - Représentant de la population locale - Comité local DSRP 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi - Mauvaise gouvernance
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroménagers fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales 	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro- 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarche) - tracer des lignes pour les 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, Ministère de l'énergie, société SNEL, - autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. - Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
				électrique sur la chute de la rivière TAMA	poteaux - sensibiliser la population			
3 La gouvernance est mauvaise	<ul style="list-style-type: none"> - Chefs coutumiers au dessus de la Loi - Non paiement des agents de l'Etat - Autorités non élues par la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasseries - Multiplicité des taxes - Confusion entre administration et coutume - Droit de la population lésé - Emigrations d'Idjwi, fuite des cerveaux - Pauvreté aggravée 	La bonne gouvernance a été instauré	<ul style="list-style-type: none"> - Elections libres et démocratiques et transparentes - Payer régulièrement les salaires suffisants - Assainir l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les élections libres et démocratiques et transparente. - Payer le salaire suffisant et régulier - Accélérer le processus de la reforme de l'administration publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Ministère de l'intérieur - Ministère de la fonction publique - Ministère de finance et de budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Les élections sont organisées à tous les niveaux - La gestion est bonne en juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Volonté politique du gouvernement - Mauvaise gouvernance
4. La production agricole est en baisse	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres - Surpopulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - Fréquentes maladies dues à la faiblesse 	La production agricole a été accrue	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des techniques culturales moderne - Disponibilité des intrants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
5. L'eau potable est insuffisante	<ul style="list-style-type: none"> - Adduction insuffisante - Sources non aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des eaux usées du Lac - Abondance des maladies hydriques - Le puisage de l'eau épuise les femmes 	Les adductions d'eau ont été suffisamment réalisées dans chaque village	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le SNHR de moyens nécessaire - Disponibiliser des moyens à ce service - Disponibiliser l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudier et identifier les sources - Capter les sources - Construire les citernes et réservoirs nécessaires - Traçage des caniveaux - Pose des tuyaux - Installer des bornes fontaines aux lieux de puisage 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Ministère de développement rural - Service national d'hydraulique rurale (SNHR) - Représentant de la population locale 	5 adductions sont disponibles dans chaque groupement en 2006	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Absence des fonds - Mauvaise gouvernance

ANNEXE 5 : RAPPORT DES SITES

CHAPITRE I. INTRODUCTION

I.1. BUT ET OBJECTIFS DES CONSULTATIONS

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS

I.2.1. Programme des consultations

I.2.2. Composition de l'équipe

I.2.2.1. Equipe MARP

I.2.2.2. Les consultés

I.3. LES OUTILS UTILISES

CHAPITRE II. RESULTATS DES CONSULTATIONS

THEME I. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE VULNERABILITE ET BIEN ETRE.

I.1. DEFINITION ET CONCEPT

I.1.1. Pauvreté au niveau individuel ou du ménage

I.1.2. Pauvreté au niveau de la communauté

I.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

I.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE

I.4. LES INDICATEURS DE PAUVRETE

THEME II. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

II.1. LES SOURCES MAJEURS DE REVENUS

II.2. ASPECT GENRE DANS LA REALISATION DES ACTIVITES

II.3. LES PROBLEMES RENCONTRES DANS CES ACTIVITES

THEME III. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

III.1. L'EDUCATION

III.1.1. Le niveau d'accès

III.1.2. Qualité d'éducation

III.2. LA SANTE

III.2.1. Le niveau d'accès

III.2.2. Qualité des services de la santé

III.3. LE LOGEMENT

III.3.1. Le niveau d'accès

III.3.2. Qualité du logement

III.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

III.4.1. Le niveau d'accès

III.5. VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

III.5.1. Types

III.5.2. Qualités

III.6. LES MARCHES

III.7. L'ENERGIE

III.8. LES GRANDS PROBLEMES DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX

THEME IV. LA PAIX ET GOUVERNANCE

IV.1. LA GOUVERNANCE LOCALE ET AUTOPROMOTION

IV.2. LES CRITERES DE NOMINATION DES DIRIGEANTS

IV.3. LES STRUCTURES DE RESOLUTION DES CONFLITS

IV.4. LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES

IV.5. ACCES AUX MEDIAS

THEME V. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

V.1. FORME DE L'ETAT ET GOUVERNANCE

V.2. AUTRES VISIONS

CHAPITRE III. MATRICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
DSRP SUD-KIVU
TERRITOIRE D'IDJWI**

**RAPPORT DES CONSULTATIONS PARTICIPATIVES
POUR L'ELABORATION DU DOCUMENT DE
STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE « DSRP »**

SITE BUGARULA

DU 22 AU 25 NOVEMBRE 2004

CHAPITRE I. INTRODUCTION

I.1. BUT ET OBJECTIFS DES CONSULTATIONS

Les consultations participatives sont menées pour des objectifs suivants :

Comprendre les caractéristiques et les déterminants (causes) de la pauvreté en RDC.

Connaître les priorités des communautés de base pour leur propre développement

Choisir les actions qui ont les plus d'impacts sur l'amélioration des conditions de vie de la population

Définir les indicateurs d'avancement et en assurer le suivi au moyen d'instrument participatif

Concevoir et élaborer le DSRP Final de la RDC

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS

I.2.1. Programme des consultations

Les consultations dans ce site ont été réalisées auprès de 20 parties prenantes pendant 4 jours :

1^{er} jour : Interview individuel auprès de 8 personnes

2^{ème} jour : Consultation en Focus group (1er Focus)

3^{ème} jour : Consultation en 2^{ème} Focus group

4^{ème} jour : Consultation en 3^{ème} Focus group

I.2.2. Composition de l'équipe

L'équipe comprend les animateurs (équipe MARP) et les consultés

I.2.2.1. Equipe MARP

Martin KALEGAMIRE : Superviseur

BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur

KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice

Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint

I.2.2.2. Les consultés* En interview individuel

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01.	BUROKO KAKOLA	Agent de l'Etat (Chef de groupe)	Bukenge
02.	BAYIBAYI BARHEBANA	Président CASA	Muziri
03.	M. NTABONA NYABADEUX	Cultivatrice	Cinji
04.	CLAUDE MUNGUIKO	Agent de santé	Bugarula
05.	MUPEPA KAKARA	Président des Pygmées	Bugarula
06.	DIEUDONNE MAHESHE	Curé de la Paroisse de Bumpeta	Bugarula
07.	JEAN PAUL MIRUHO	Cultivateur	Bugarula
08.	KAMONDO BERTIN	Représentant ONG	Bugarula

* Focus group**Ier Focus group**

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01.	HABIMANA CELESTIN	Agriculteur	Kashiraboba
02.	Madame NYAMUZINDA	Agriculteur	Ngula
03.	BAHATI SAFARI	Agriculteur	Kagushu
04.	MAPENDO LWAMIRA	Agriculteur	Ngula

IIème Focus group

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01.	DELPHIN MANENO SINGIRANKABO	Administrateur du territoire d'Idjwi	Bugarula
02.	HERMAN BISIMWA BWINDJA	Armateur	Bugarula
03.	KASHINZWE JAMES	Préfet Institut Bugarula	Muziri
04.	EUDOXIE NABAhati	Responsable mutuelle de santé	Bugarula

IIIème Focus group

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01.	DUNIA MATATA	Président FEC	Bugarula

02.	MUKANIRWA RUGENGE	Elu du peuple	Tshinji
03.	BERTIN N. MUTARUSHWA	Pasteur	Muziri
04.	REMI KALEGAMIRE	Elu du peuple	Bugarula

I.3. LES OUTILS UTILISES

Les outils qui nous ont servi pour mener les consultations dans ce site sont :

- l'arrangement
- l'observation
- l'interview
- la coupe transversale
- l'aperçu historique
- analyse genre
- matrice de planification stratégique

CHAPITRE II. RESULTATS DES CONSULTATIONS

THEME I. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN ETRE

I.1. Définition et concept

I.1.1. Pauvreté au niveau individuel ou du ménage

- La pauvreté au niveau individuel c'est :
- Mauvaise alimentation
- Mauvaise habitation
- Insuffisance d'argent
- Insuffisance d'habillement
- Insuffisance des terres cultivables
- Incapacité d'assurer la scolarité des enfants
- Mauvais état de santé des membres des ménages
- Les membres du ménage sont non instruits
- Insuffisance des biens d'équipement rentable économiquement (bateau, pirogue motorisée, filet maillant...)
- Manque d'intrants agricoles
- Insuffisance de bétail d'élevage

I.1.2. La pauvreté au niveau de la communauté

Les habitants de ce site touché par les consultations participatives sur le thème de la perception locale de la pauvreté, se sont prononcés sur la pauvreté au niveau de la communauté montrant les indicateurs comme :

- L'enclavement
- Manque des routes aménagées
- Insuffisance de la production agricole
- Insuffisance des terres
- Les tracasseries administratives
- Faible taux de scolarité
- Etat des écoles et autres services sociaux
- Insuffisance des initiatives locales de développement
- Mauvais état de l'habitat
- Les maladies fréquentes au sein de la population
- Taux élevé de chômage
- Manque d'électricité

I.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

Les causes de la pauvreté et vulnérabilité telles qu'exprimées par la population consultée dans ce site sont les suivantes :

- Enclavement
- Manque d'électricité
- Non paiement des agents de l'Etat par le gouvernement
- Les tracasseries administratives, multiplicité des taxes et rançonnement
- Paiement des primes aux enseignants par les parents
- Manque d'encadrement technique en agriculture et en élevage
- La jalousie et la haine au sein de la population
- Manque des crédits
- Appauvrissement du sol

I

.3. TENDANCES DE LA PAUVRETE

En définissant la pauvreté et en donnant les causes de cette pauvreté, les consultés à ce sujet ont montré de part l'observation faite par l'équipe MARP que cette pauvreté tend à accroître les problèmes suivants :

- l'enclavement
- le manque d'énergie électrique
- la mauvaise gouvernance qui se traduit par des tracasseries, le non paiement des salaires, la multiplicité des taxes, rançonnements, etc.
- le manque d'encadrement agricole
- Insuffisance des initiatives locales de développement

I.4. LES INDICATEURS DE PAUVRETE

La pauvreté dans le site Bugarula se fait remarqué par les indicateurs suivants :

- Le taux faible de scolarisation des enfants
- La santé médiocre des habitants
- L'habitat en mauvais état
- Les institutions sanitaires non construites et insuffisamment équipées
- Les services sociaux (éducation, santé, voie de communication, marché, etc) en mauvais état.
- Insuffisance des petits centres commerciaux

THEME II. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

II.1. Les ressources majeures de revenus

Les sources majeures de revenus et les activités de subsistances dans le territoire d'Idjwi sont :

- l'agriculture
- la pêche
- l'élevage
- le petit commerce
- administration publique, enseignement, santé
- la maçonnerie

II.2. Aspect genre dans la réalisation des activités

- L'agriculture : réalisée en commun entre l'homme et la femme
- La pêche : activité réservée uniquement aux hommes
- L'élevage : réalisé en commun entre tous les membres de la famille
- Le petit commerce : les hommes vendent les articles divers et les femmes les divers denrées alimentaires
- L'administration publique : facilité d'accès aux hommes

- La maçonnerie : activité des hommes

II.3. Les grands problèmes rencontrés dans ces activités

- L'agriculture non encadrée : manque des produits phytosanitaires, non maîtrise des techniques culturales adaptées, etc.
- La pêche : les tracasseries par les marins, l'activité est restée toujours artisanale, manque de crédits
- L'élevage : dans cette activité les grands problèmes c'est le manque des connaissances des maladies des bétails, manque d'encadrement vétérinaire.
- Le petit commerce : il n'y a pas de moyens de transport sûr pour les transactions commerciales, et le manque d'appui en crédit ou micro-crédit.
- La maçonnerie : manque et ou alors insuffisance des outils.

THEME III. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

III.1. L'EDUCATION

III.1.1. Le niveau d'accès

Les écoles sont encore insuffisantes (liste des écoles en annexe du rapport territorial)

Il y a encore des villages où il n'y a pas d'école. Celles qui existent sont dans un état de délabrement, construites soit en puisés, soit en briques à dobe, sauf l'école de Bumpeta et l'Institut Bugarula appuyé par l'église catholique via la Caritas.

Le coût est de 3\$ par trimestre à l'école primaire et 7 à 9\$ à l'école secondaire. Ce coût est inacceptable à cause de la pauvreté des parents.

III.1.2. Qualité d'éducation

Les enseignants sont qualifiés à l'école primaire mais ils ne le sont pas au secondaire.

Ce sont les D6 qui donnent cours à l'école secondaire. Toutes des écoles n'ont pas de manuels et matériels didactiques pour faciliter l'éducation des enfants.

Par ailleurs, les résultats des examens d'Etat et sélectifs à l'école primaire sont satisfaisants malgré ces difficultés.

III.2. LA SANTE

III.2.1. Le niveau d'accès

Un seul centre hospitalier existe sur le site. Il existe d'autres centres de santé mais aussi insuffisants par rapport aux bénéficiaires. Le coût est de 0,5\$ pour les enfants de 0-5 ans en soins ambulatoire et de 1\$ pour le adultes.

Ce coût n'est pas accessible car la population est pauvre et les infirmiers interviewés à ce sujet ont confirmé que les cas des dettes sont les plus fréquents dans les centres de santé.

III.2.2. Qualité de services de la santé

Ces centres de santé n'ont pas de médicaments en permanence. Souvent il y a rupture des stocks car les centres fonctionnent avec ses ressources locales. Aussi des équipements et matériels des première nécessité sont insuffisant (lits, matelas, microscope, pinces, etc.)

III.3. LE LOGEMENT

III.3.1. Le niveau d'accès :

L'habitat est plus ou moins amélioré car la qualité de la terre permet la fabrication des briques à dobe et même cuites. Les maisons sont dans la plupart construites en briques à dobe, seules les personnes isolées construisent des murs à briques cuites. Les habitants n'ont pas de moyens pour supporter le coût d'un four (les bois) afin de se procurer le briques cuites.

III.3.2. Qualité du logement

Construction sans normes acceptables. Il y a encore des maisons dont les murs sont construits en brique à dobe et couvertes des pailles ou pulpes des bananiers.

Nombreux ont amélioré leur logement avec des toitures couvertes par des tôles.

III.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

Le niveau d'accès : Il y a une seule adduction à Bugarula, réalisée par la CBCA, malheureusement une petite partie de la population est servie et il n'y a pas un traitement régulier pour continuer à garantir sa potabilité.

III.5. VOIE DE COMMUNICATION ET MOYEN DE COMMUNICATION

III.5.1. Types

Deux voies sont utilisées :

- La voie lacustre : elle est la plus importante et permet les activités commerciales. Cette voie relie le territoire d'Idjwi avec les villes de Bukavu et Goma, du côté et elle les relie avec le pays voisin le Rwanda. Malheureusement cette voie n'a pas de moyens sûrs de transport en faveur les habitants d'Idjwi. Seuls les boats sont utilisés mais présentent des risques de noyades. D'autres se déplacent par pirogues à rame.

- La voie routière : une seule route relie le nord au sud du territoire. Mais malheureusement elle est impraticable faute des ponts cassés qui ne peuvent être construits que par un appui extérieur. Ce sont surtout le ponts de Kiniga, Chikoma, Wekabulu.

D'autres routes secondaires qui relient les villages et les groupements ne sont pas aménagées.

III.5.2. Qualité

- La voie routière est impraticable. Les ponts sont cassés et dépassent l'effort de la population, d'autres parties sur la route ne sont pas aménagées car la population n'a pas accès aux outils d'aménagement des routes.

- La voie lacustre manque seulement les moyens sûrs pour la sécurité des personnes.

III.6. LES MARCHES

Un seul marché se trouve dans le site. Ce marché est non construit et sans dispositif sanitaire.

III.7. L'ENERGIE

L'énergie utilisé c'est le bois de chauffage pour la cuisson, la lampe à pétrole pour éclairer les maisons, la lampe artisanale (kapagani)

D'autres qui ont les moyens utilisent l'énergie solaire à base des panneaux solaires.

Les institutions comme l'hôpital, les paroisses utilisent les groupes électrogènes.

III.8. LES GRANDS PROBLEMES DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES SOCIAUX

Les infrastructures et les services sociaux dans le territoire d'Idjwi (site Bugarula) présentent plusieurs problèmes entre autres :

- Les centres de santé sont insuffisants
- Un seul hôpital dans tout le territoire

- Les médicaments sont insuffisants dans les centres de santé
- Dans tout Idjwi Nord 8 centre de santé fonctionnent mais 3 seulement ont de maternité
- Le paiement de la prime par les parents pose problème
- Les écoles sont mal construites et non équipées
- Manque d'électricité
- Insuffisance d'adduction d'eau potable
- Les routes sont impraticables faute de ponts
- Manque des bateaux pour le désenclavement de l'île d'Idwji
- Les tracasseries et rançonnements au marché
- Les marchés ne sont pas construits

THEME IV. LA PAIX ET GOUVERNANCE

IV.1. LA GOUVERNANCE LOCALE ET AUTOPROMOTION

La gouvernance locale dans le groupement Bugarula et dans le territoire ne favorise pas l'auto promotion. Les initiatives des individus sont étouffées par des taxes multiples et variées.

Les rançonnements et les tracasseries sont la preuve que la gouvernance locale ne favorise pas l'autopromotion.

IV.2. LES CRITERES DE NOMINATION DES DIRIGEANTS

Les critères ne sont pas définis pour que la personne accède à l'instance locale de décision. Depuis le quartier jusqu'à la collectivité les dirigeants sont nommés par le mwami, qui est également chef de chefferie. Les interviewés à ce sujet ont confirmé que c'est la corruption que est plus importante comme critère de nomination. Le mwami offre au plus offrant aussi.

IV.3. LES STRUCTURES DE RSOLUTION DES CONFLITS

A tous le niveaux, il y a des structures qui aident la population à résoudre les conflits qui l'opposent :

- Au niveau du village : il y a les « conseil du village » composé des Bashamuka ou sages du village nommée par le chef du village.
- Au niveau du groupement : il y a un « tribunal secondaire » composé des agents « juges » nommés par le Mwami en complicité avec le chef de groupement.

- Au niveau de la chefferie il y a un « tribunal principal »
- Au niveau du territoire : il y a un « tribunal du territoire ».

En cas de désaccords des parties en conflits, l'instance judiciaire inférieure transfère le problème à l'instance supérieure.

IV.4. LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES

- Au niveau de site Bugarula, les associations de développement ne sont pas très mouvantes. Seule la CBCA avec son projet de promotion rurale montre son dynamisme sur le terrain.
- Néanmoins il existe d'autres associations locales qui sont entrain de se rechercher car n'ont jamais reçu un appui extérieur des bailleurs de fond. Ce sont par exemple La CODINE, les Femmes NGULIYABAZIRE, etc.
- D'autre part il existe des dynamiques religieuses sur le site. Les communautés religieuses comme l'église catholique, protestante, kimbanguiste, musulmane, Témoins de Jéhovah, etc. ne sont pas à négliger. Ce sont ces communautés qui rendent des services sociaux à la communauté.
- Il existe des institutions comme les écoles, les centres de santé qui sont des services sociaux dans le milieu.

IV.5. ACCES AUX MEDIAS

Toutes les radios ne sont pas écoutées, sauf la radio Okapi de la Monuc.

THEME V. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

V.1. FORME DE L'ETAT ET GOUVERNANCE

Les interviewés à ce sujet sont pensé que pour qu'il y ait bonne gouvernance et réduire la pauvreté il faudrait :

- Election des dirigeants à tous les niveaux
- Dissocier l'administration de la chefferie et la coutume
- Diminuer les tracasseries et rançonnements de la population

- Participation de la population dans la définition des critères d'accès au pouvoir
- Informer la population sur les taxes officielles et légales
- Payer un salaire suffisant aux agents de l'Etat par le gouvernement.

V.2. AUTRES VISIONS

- Désenclaver le territoire
- Electrifier le territoire
- Créer une école de pêche
- Encadrer et former les pêcheurs
- Développer l'agriculture
- Créer une usine d'ananas

V. 3. Matrice de planification du site Bugarula

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales 	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches) - tracer des lignes pour les poteaux - sensibiliser 	- Gouvernement, - Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
					la population			
3. La gouvernance est mauvaise	<ul style="list-style-type: none"> Chefs coutumiers au dessus de la Loi - Non paiement des agents de l'Etat - Autorités non élues par la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasseries - Multiplicité des taxes - Confusion entre administration et coutume - Droit de la population lésée - Emigrations d'Idjwi, fuite des cerveaux - Pauvreté aggravée 	-La bonne gouvernance a été instauré	<ul style="list-style-type: none"> Elections libres et démocratiques et transparentes - Payer régulièrement les salaires suffisants - Assainir l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les élections libres démocratiques et transparente. - Payer le salaire suffisant et régulier - Appliquer une nouvelle mise en place générale des agents de l'Etat tenant comptant de compétences 	<p><u>Gouvernement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'intérieur - Ministère de la fonction publique - Ministère de finance et de budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Les élections sont organisées à tous les niveaux - La gestion est bonne en juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Volonté politique du gouvernement - Mauvaise gouvernance
4. La production agricole est en baisse	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres Surpopulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes 	La production agricole a été accrue	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des techniques cultural moderne -Disponibilisation des intrants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		maladies dues à la faiblesse				population		

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
TERRITOIRE D'IDJWI
DSRP SUD-KIVU

RAPPORT JOURNALIER DES INTERVIEWS INSUVIDUELLES / CONSULTATION
DU
21 NOVEMBRE 2004
SITE BUGARULA

Heure : 8h-16h

I. LES PARTICIPANTS

I.1. Equipe MARP

Martin KALEGAMIRE : Superviseur

BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur

KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice

I.2. Les consultés

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01.	BUROKO KAKALA	Agent de l'Etat (Chef de groupement)	Bukenge
02.	BAYIBAYI BARHEBANA	Président COSA	Muziri
03.	M'NTABONA NYABADEUX	Cultivatrice	Cinji
04.	Claude MUNGUIKO	Agent de santé	Bugarula
05.	MUPEPA KAKARA	Président de pygmées	Bugarula
06.	Dieudonné MAHESHE	Curé de la paroisse de Bumpeta	Bugarula
07.	Jean Paul MIRUHO	Cultivateur	Bugarula
08.	KAMONDO Bertin	Représentant ONG	Bugarula

II. LES OUTILS UTILISES

- L'interview
- L'observation
- L'arrangement
- Coupe transversale
- Aperçu historique
- Analyse genre

III. LES RESULTATS DES CONSULTATIONS

III.1. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

III.1.1. Définition et concept

III.1.1.1. La pauvreté au niveau individuel

Pour les consultés dans le site Bugarula, la pauvreté au niveau individuel c'est :

- le manque d'argent
- le manque de moyen de transport
- être enclavé
- manque des intrants agricoles

III.1.1.2. La pauvreté au niveau du ménage

Un ménage pauvre c'est :

- celui qui n'a pas de moyens financiers pour la scolarité de ses enfants
- un ménage sans terres suffisant pour ses membres
- celui qui n'a pas assez des moyens pour prendre en charge les soins médicaux médicaux des enfants
- celui qui n'a pas un moyen de transport familial
- c'est celui ui n'a pas d'amis en dehors de son milieu ou d'autres appuis
- un ménage sans culture de bananeraie, café, ananas.

III.1.1.3. La pauvreté au niveau de la communauté

Une communauté pauvre est celle qui :

- n'a pas de routes bien aménagées

- où il y a insuffisance d'institution sanitaire
- insuffisance d'école
- manque de moyen de transport
- une communauté où il y a des tracasseries par les autorités locales
- mauvais état de santé de la population

III.1.1.4. Le bien-être

- c'est avoir un moyen de transport
- c'est avoir des routes dans son milieu
- c'est avoir des opportunités de faire scolariser des enfants
- c'est avoir l'argent pour soigner les siens
- c'est avoir la nourriture en permanence

III.1.2. Les causes de la pauvreté

Dans le territoire d'Idjwi, la pauvreté est causée par :

- l'enclavement
- la réalité naturelle qui fait que Idjwi est une île
- manque d'encadrement agricole
- insuffisance d'eau potable
- manque des moyens de transport lacustre
- manque des usines qui peuvent diminuer le taux de chômage
- les tracasseries et rançonnement exprimés par la multiplicité des taxes

III.1.3. Aspect genre dans la pauvreté

Le statut social de la femme est entrain de s'améliorer dans le site Bagarula par rapport aux dix dernières années passées où la femme était chosifiée.

Elle était considérée comme un instrument de travail.

Maintenant les hommes ont compris qu'ils doivent s'entraider pour lutter contre la pauvreté.

Exemple : Les travaux de champs étaient uniquement réservés aux femmes sauf pour l'étape de défrichage où l'homme pouvait aider son épouse. Actuellement c'est ne plus le cas, tous les travaux sont exécutés en commun malgré qu'il peut y avoir une petite différence de la durée au travail

III.2. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

III.2.1. Les sources majeures de revenus (les activités de subsistance)

Dans ce site les activités qui appuient la survie de la population c'est :

- l'agriculture
- la pêche
- l'élevage
- le petit commerce
- le taxi boat
- les petits artisans (minoritaires)

III.2.2. Les grands problèmes dans la réalisation des activités

En agriculture : les agriculteurs n'ont pas un encadrement des agronomes, ce qui fait que les plantes (cultures) périssent par les maladies. Un autre aspect c'est le manque d'information en agriculture améliorée c.à.d. sans techniques culturales et fertilisantes. Ce qui fait qu'il y a baisse de la production.

En pêche : la pêche est encore artisanale ou traditionnelle. Les filets sont soumis à des vols fréquents. Les tracasseries par des marins et autres services maritimes font que les faiseurs de cet activité ne trouvent pas satisfaction dans l'activité.

En élevage : l'élevage perru par manque des connaissances en matière de traitement et maladies des animaux domestiques

Le petit commerce, le boat, les petits artisans n'ont pas un appui quelconque qui peut soutenir son activité. Le petit commerce est soumis à des tracasseries et multiplicité des taxes par les autorités. Ceux-ci font à ce que ceux qui exercent ces activités n'évoluent pas.

III.3. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

LA SANTE

a. Accès aux soins

Un seul centre hospitalier œuvre dans le site et un centre de santé.

Le coût de soins est de 0,5\$ pour les enfants de 0-5 ans et de 1\$ pour les adultes, cela en soins ambulatoires. Ce coût n'est pas accessible à cause de la pauvreté de la population.

b. Qualité des soins : les soins sont de bonne qualité mais ces institutions sanitaires n'ont pas d'équipement suffisant et les médicaments ne sont pas permanents.

L'EDUCATION

a. Accès à l'éducation :

Les écoles sont suffisantes dans le site car les communautés protestantes et catholiques ont construit des écoles (cfr liste des écoles en annexe du rapport du territoire).

Le coût est de 1\$/mois à l'école primaire et de 2\$/mois au secondaire.

Remarque : Il y a abandon à cause de manque de frais pour le paiement de prime des enseignants.

b. Qualité d'éducation :

L'éducation n'est pas satisfaisante car le niveau d'instruction des enfants par rapport aux degrés d'appartenance ne donne pas satisfaction.

Les enseignants qualifiés sont rares à l'école secondaire.

3. LE LOGEMENT

Le logement est amélioré car la plus part de la population habite dans des maisons en brique à dobe et couvertes des tôles. Mais un effort de sensibilisation doit être fait pour le respect des normes pour un logement descent.

4. LES MOYENS ET VOIES DE COMMUNICATION

Le transport routier n'existe pas, car les routes sont en mauvais état. La route principale qui relie le nord au sud du territoire est impraticable faute des ponts.

Le transport lacustre : manque des moyens de transport sécurisant. Seuls les boats sont disponibles pour faire voyager les habitants pourtant présentent des risques de noyade.

Les téléphones peuvent encore aider cette population d'entrer en contact avec le milieu extérieur, le réseau Celtel, Vodacom couvrent tout le groupement de Bugarula.

LES MARCHES

Le site n'a pas de marché sauf des petits marchés communément appelés « Limanga ». Ce sont des marchés qui s'organisent le soir pour dépanner le quartier.

L'ENERGIE

L'énergie utilisé c'est le bois pour la cuisson de aliments, la lampe à pétrole pour éclairer les maisons, les panneaux solaires et les groupes électrogènes pour des grandes institutions surtout.

Le courant ou l'électricité n'est pas encore disponible dans le site et dans tout le territoire.

III.4. LA PAIX ET GOUVERNANCE

a. Les critères d'accession à l'instance de décision

Depuis le village jusqu'à la chefferie c'est le mwami qui nomme, sans aucun critère. Seul l'administrateur du territoire est nommé au niveau de la province sur base des critères des capacités intellectuelles mais lui aussi n'est pas élu par la population.

b. Les structures des résolution des conflits

Au niveau du village : il y a un comité de sage

Au niveau du groupement : un tribunal secondaire

Au niveau de la chefferie : il y a un tribunal principal

Au niveau du territoire : un tribunal du territoire.

c. La gouvernance locale et l'autopromotion

La gouvernance locale ne favorise pas l'utopromotion car les activités des gens sont dérangées par des tracasseries et la multiplicité des taxes.

d. Les souhaits de la population pour une bonne gouvernance

Election des autorités locales

Payer les agents des l'Etat

Informers la population sur les taxes légales à payer

Dissocier la coutume et l'administration

III.5. VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Pour réduire la pauvreté dans le territoire d'Idjwi en général et dans le site Bugarula en particulier il fallait :

En agriculture :

Vulgariser les techniques culturales

Disponibiliser les intrants et les semences améliorées

Créer des usines de transformation d'ananas (cas particulier de l'Est d'Idjwi).

Harmoniser les prix des produits agricoles par rapport aux produits de première nécessité

Désenclaver le territoire par des bateaux fréquents et accessibles sur tous les ports du territoire.

Election des autorités ou chefs des chefferies

Dissocier le pouvoir coutumier et la chefferie

En élevage : déployer sur terrain les vétérinaires pour les conseils en élevage et le traitement de certaines maladies des animaux domestiques.

III.6. STRATEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Désenclaver le territoire

Electrifier le territoire

Développer l'agriculture

Reformer la gouvernance locale

Développer la pêche

DSRP/SUD-KIVU
AXE IDJWI
SITE BUGARULA

RAPPORT JOURNALIER DU 23/11/2004

Premier Focus-group

0. LES PARTICIPANTS

01. Equipe MARP

Martin KALEGAMIRE : Superviseur

BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur

KITUMAINI BIHINDA : Facilitateur

02. Les consultés

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01	HABIMANA CELESTIN	Agriculteur	Kashiraboba
02	Mme NYAMUZINDA	Agricultrice	Ngula
03	BAHATI SAFARI	Agriculteur	Kagurhu
04	MAPENDO LWAMIRA	Agriculteur	Ngula

1. Définition de la pauvreté au niveau individuel

- manque de frais scolaires
- manque de nourriture
- ignorance
- enclavement
- mauvais habitat
- malnutrition, santé des enfants
- habillement
- absence de biens d'équipement important comme le filet maillat
- disponibilité d'une terre suffisante

Définition de la pauvreté au niveau de la communauté

- manque de terre
- mauvais habitat
- enclavement

2. Causes principales de la pauvreté

- non paiement de salaires
- les maladies qui dépouillent les gens
- ignorance
- tracasseries, rançonnements de gagnes-peu par l'administration
- la jalousie qui amène les gens à s'accuser auprès des autorités pour qu'ils viennent rançonner
- manque d'entreprises, des employeurs pour donner du travail
- vols des choses de valeur comme le filet , insécurités
- les articles sont vendus très chers à Idjwi à cause de l'enclavement

3. Arrangement des causes de la pauvreté

- Enclavement
- Insuffisance
- Electrification (manque)
- Manque d'entreprises pour disponibiliser l'emploi
- Ignorance sur les techniques d'exploitation agricole
- Tracasseries administratives
- Vols ou insécurité

4. Conséquences des problèmes ci-dessus :

Problèmes	Conséquences
Enclavement Insuffisance des terres Manque d'électricité Manque d'entreprises	Manque d'échanges commerciaux avec les autres (échanges commerciaux ou sociaux) Famine

Ignorance en techniques agricoles Tracasseries administratives	Incapacité de faire fonctionner les usines Chômage Production insuffisante et malnutrition Appauvrissement de la population Etouffement de l'esprit d'initiative, exode vers les villes
---	---

5. Activités de subsistance

- Agriculture
- Elevage
- Pêche
- Enseignement, Agent de santé
- Petit commerce.

6. Répartition des activités entre père, mère, garçon et fille

L'homme participe aux activités agricoles avec sa femme quand il n'a pas un autre travail rémunéré.

7. Comment cette répartition est-elle faite ?

L'homme défriche et débroussaille. Il laisse le reste à la femme pour qu'il aille s'occuper d'autres activités utiles. Les hommes qui laissent toutes les activités agricoles à leurs femmes quand ils n'ont rien d'autre à faire sont rares et sont considérés comme des délinquants.

8. Etablissement d'un calendrier d'activités journalières

<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
Nettoyage	Prend bain
Puisage	Va au travail ou au champ
Préparation nourriture	Garde des chèvres
Champs	
Recherche de bois	

Laver les enfants	
Puiser de l'eau	
Préparer la nourriture	

10. Stratégies de réduction de la pauvreté en combattant chaque cause de cette pauvreté.

Enclavement : disponibiliser plusieurs moyens de transport lacustre

Insuffisance des champs : vulgarisation des techniques agricoles

Manque d'entreprises : promotion de l'esprit associatif pour se créer des emplois

Ignorance des techniques agricoles : voir stratégie n°2.

Tracasseries administratives :

- . Prise en charge des agents de l'Etat par le gouvernement
- . Que l'Etat punisse sévèrement ceux qui persistent dans ces tracasseries
- Insécurité :
- . Que l'Etat applique la loi pour mettre hors – état de nuire ceux qui sèment l'insécurité
- . Education à la paix et à l'amour mutuel

11. Autre chose à proposer comme stratégie

- Bonne gouvernance : qu'il y ait des gouvernants élus qui appliquent la bonne gouvernance.
- Outre les moyens de transport lacustre qu'il veille aux routes, surtout à la route Idjwi Nord - Idjwi Sud, car le mauvais état de cette route aggrave notre enclavement dans Idjwi Nord. Certaines interventions d'ONG se limitent à Idjwi Sud et n'atteignent pas le Nord à cause du mauvais état des routes ;
- Approvisionnement en eau potable dans les villages qui en manquent. Exemple : Kashiraboba, Bulega, Nyamiringa.
- Electrification d'Idjwi pour permettre le fonctionnement des usines, des moulins.

RAPPORT JOURNALIER DU 24 NOVEMBRE 2004

Deuxième Focus

0. LES PARTICIPANTS

0.1. Equipe MARP

Martin KALEGAMIRE : Superviseur

BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur

KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice

0.2. Les Consultés

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01.	Déphin MANENO SINGIRANKABO	Administrateur du territoire d'Idjwi	Bugarula
02.	Herman BISIMWA BWINDJA	Armateur	Bugarula
03.	KASHINZWE James	Préfet de l'Institut Bugarula	Muziri
04	Eudoxie NABAHATI	Responsable de mutuelle de Santé	Bugarula

1. Etat des écoles : mauvais, délabrement
2. Qualité d'enseignement : la qualité est basse. Les professeurs ne sont pas qualifiés mais aussi ils ne sont pas motivés.
3. Accessibilité ou non : Elles sont proches des habitations des élèves, ceux qui vont loin c'est pour chercher une section de leur préférence.
4. Raison de la baisse du niveau d'instruction :

La prime, les enfants sont fréquemment chassés à cause de la prime et l'instruction en pâtit

Les niveaux des professeurs, des D6 donnent cours en 6è année secondaire

Le recrutement des professeurs et enseignants se fait avec sentiment.

5. Coût de la formation : 1\$/mois à l'école primaire. Pourtant on manque souvent cet argent, ce qui pousse les gens à privilégier les études des garçons en défaveur des filles.

Un exercice d'arrangement des problèmes de l'éducation et d'élaboration d'une matrice de planification :

Problèmes	Causes	Conséquences	Stratégies
1. Taux élevé d'abandon (déperdition scolaire)	<ul style="list-style-type: none"> - Pauvreté de parents - Partialités de parents - Formation prise en charge par les parents eux-mêmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Scolarisation des garçons au détriment des filles - Délinquance, banditisme, vol. - Mariages précoces 	Que l'Etat prenne en charge pour le paiement des salaires des enseignants
2. Détérioration du niveau de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'enseignant (fuite de cerveaux) - Manque de motivation des enseignants - Manque de carrière professionnelle - Corruption Recrutement subjectif - Manque de suivi - équipement insuffisant inadapté ou vétuste 	Incompétence professionnelle et inaccessibilité sur le marché d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied des mécanismes susceptibles d'attirer les cerveaux en fuite - Lutter contre le recrutement subjectif et promouvoir le recrutement des cadres

RAPPORT JOURNALIER DU 25 NOVEMBRE 2004

Troisième Focus

PARTICIPANTS

Equipe MARP

Martin KALEGAMIRE : Supérieur

BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur

KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice

Consultés

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01.	DUNIA MATATA	Président FEC	Bugarula
02.	MUKANIRWA RUGENGE	Elu du peuple	Tshinji
03.	MUTARUSHWA N. Bertin	Pasteur	Bugarula
04	Remi KALEGAMIRE	Elu du peuple	Bugarula

Comment est vécue la gouvernance locale ?

La gouvernance locale est sans moyens, alors elle cherche la subsistance dans la population.

Mode d'accession au pouvoir :

Nomination ou désignation par la hiérarchie supérieure. Tout se fait par sentiment ou affinités de celui qui nomme envers celui qui est nommé.

Structures de règlement des conflits à la base :

Comité de base au village

Bashamuka (sages) du groupement

Comité de réconciliation au niveau d'églises qu'on appelle « commission paix et réconciliation » chez les protestants et « commission justice et paix » chez les catholiques.

Degré d'efficacité de ces structures : elles aident, mais souvent les conflits évoluent et le problème va plus loin.

Façon dont les biens publics sont gérés :

Ils ne sont pas respectés. On les considère comme des biens privés. Par exemple les taxes sont détournées ;

Sécurité des gens et leurs biens :

Quand un argent de l'Etat a besoin de 100\$, il crée 100\$ qu'il expédie, cela va lui donner 100\$ en plus. La police crée des taxes pour s'autofinancer.

Collaboration entre administration et dynamiques communautaires.

Ils collaborent. Pas de taxe illégale de ce côté là. L'Etat collabore avec les ONG dans la mobilisation pour la réalisation des biens d'intérêt général :

Exemple : réalisation d'une adduction, aménagement d'une source.

Stratégies pour réduire la pauvreté :

Que chacun travaille

Amour

Diversité des cultures

Animation rurale dans les domaines importants de la vie

Développement de la pêche et de l'élevage

Que les bateaux de la SNCC et le Bac s'occupent à désenclaver Idjwi

Electrification

Démocratisation de l'administration coutumière à Idjwi.

N.B. : Un élu du peuple interrogé ce jour en marge du Focus-group a fait des révélations suivantes :

Concernant le problème d'enclavement : « j'ai combattu au parlement pour que nous ayons le BAC pour lier Idjwi à Bukavu et Goma. Aujourd'hui ce Bac est détourné et devient quelque chose pour amener la bière à Goma ».

Concernant la sécurité des personnes et leurs biens : « les marins en provenance de Goma viennent arrêter les gens à Idjwi à l'insu des autorités provinciales du Sud-Kivu ».

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
DSRP SUD-PLAN
TERRITOIRE D'IDWJI

RAPPORT DES CONSULTATION PARTICIPATIVES POUR L'ELABORATION DU
DOCUMENT DES STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE
DSRP

SITE MUGOTE

DU 04 AU 07 DECEMBRE 200

Plan du rapport

Chapitre I. INTRODUCTION

- I.1. But et objectifs de la recherche
- I.2. Organisation des consultations
 - I.2.1. Programme des consultations
 - I.2.2. Composition de l'équipe
 - I.2.2.1. L'équipe d'animation
 - I.2.2.2. Les consultés
- I.3. Les outils utilisés

Chapitre II. LES THEMES ET RESULTATS DES CONSULTATIONS

Thème I. LA PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

- I.1. Les définitions
 - I.1.1. Au niveau individuel
 - I.1.2. Au niveau du ménage
 - I.1.3. Au niveau de la communauté
 - I.1.4. Le bien-être
- I.2. Les causes de la pauvreté.

Thème 2. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

- Les sources de revenus
- Aspect genre dans la réalisation des activités
- les difficultés rencontrées dans les activités

Thème 3. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

- 3.1. L'éducation
 - 3.1.1. Accès aux écoles - les écoles primaires
 - les écoles secondaires
 - le coût de scolarisation des enfants
- 3.2. La santé
 - 3.2.1. Accès aux soins

3.2.2. Qualité des infrastructures

3.3. Le logement

3.4. Eau et assainissement

3.5. Les voies et moyens de communication

3.6. Les marchés. Accès au marché

3.7. L'énergie

3.8. Les grands problèmes des infrastructures

Thème 4. LA PAIX ET GOUVERNANCE

4.1. Appréciation de la gouvernance locale

4.2. Mode d'accès au pouvoir

4.3. Les critères de nomination des dirigeants

4.4. Les structures de résolution des conflits

4.5. Sécurité des personnes et de leurs biens

4.6. Les souhaits de la population pour la gouvernance

Thème 5. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Chapitre III. MATRICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE

Chapitre I. **INTRODUCTION**

I.1. **BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE**

Les Consultations participatives sont l'initiative de la République Démocratique du Congo en vue de réaliser le document final des stratégies pour la réduction de la pauvreté.

Ces consultations poursuivent entre autres objectifs :

- Expliquer et comprendre les caractéristiques et les causes de la pauvreté
- Connaître les priorités des communautés de base, pour leur propre développement.
- Choisir les actions qui ont plus d'impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations
- Définir avec la base les indicateurs de suivi au moyen d'instruments participatifs
- Concevoir et élaborer un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

I.2. **ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE MUGOTE**

I.2.1. **Programmes des consultations**

Dans le site Mugote, les consultations ont été menées 4 jours durant incluant les interviews individuels (1 jours) et les consultations en groupe restreint de 4 personnes (Focus group).

Ces consultations ont suivi l'horaire ci-après :

- 1^{er} jour : 8 personnes consultées en interview individuel
- 2^e jour : 4 personnes consultées en focus group
- 3^e jour : 4 personnes consultées en focus group
- 4^e jour : 4 personnes consultées en focus group

I.2.2. **Composition de l'équipe**

L'équipe des consultations participatives a regroupé 20 interlocuteurs au total en interview individuel et en petit group de 4 personnes. Cet équipe comprend en plus l'équipe d'animateurs recrutés pour mener cet activité.

I.2.2.1. L'équipe d'animateurs

N°	NOM ET POSTNOM	FONCTION
01	BIRINGANINE BULAKALI	Rapporteur
02	KITUMAINI BIHINDA	Facilitatrice
03	Martin KALEGAMIRE	Superviseur
04	Claude KAWAYA	Facilitateur

I.2.2.2. Les Consultés en interview individuel

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01	KAJIBWAMI MULINDA	Président comité de santé	Bwando
02	MABWIRE Déo	Président Assoc. Locale (GDMC)	Bwando
03	MASHAKA KASHAMANGALI	Président des jeunes	Bwiru
04	MATEMBURA MAFABULE	Pygmée	Mugobe
05	CIKURU MUSHINGI	Représentant du comité des parents	Boshovu
06	KABERA Jean	Animateur chapelle catholique	Mugobe
07	Donatien MUHIGIRWA	Préfet de l'Inst. Notre Dame de la Miséricorde	Mugobe
08	Paulin KABENGA	Chef de groupement Mugote	Bulegei

En Focus group

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01	NDUKWARE HAMULI	Jeune (F)	Bushovu
02	MAIKO MUTEMURA	Agriculteur et Chef de village	Bwiru
03	M'MULIMBI Concilia	Agricultrice (F)	Bushovu
04	NZIBONERA François	Pêcheur	Mugote

Deuxième Focus group

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01	BUZIYOGO Ferdinand	Directeur de l'E.P. Kasongero	Bushovu
02	BANGANYIKE Clovis	Infirmier Responsable du CSR de Mugote	Mugote
03	MUNYAKAZI KABONA Paul	Agent de l'Etat : secrétaire du groupement	Mugote
04	Président des Armateurs	Président des Armateurs	Bulegei

Troisième Focus group

N°	NOM ET POSTNOM	QUALITE	VILLAGE
01	KAZIBI Roger	Pasteur adventiste	Bwando
02	HABIMANA KASARAHINGA	F.E.C.	Bwando
03	MUKYURA RUGOMBI	Elu du peuple	Bulegei
04	SHIRAMBERA Julienne	Président de l'ass ; locale « Bazire Rugyembere »	Bwiru

I.3. LES OUTILS UTILISES

L'interview

L'observation directe

L'arrangement

Aperçu historique

Coupe transversale

Matrice de planification

Chapitre II. LES THEMES ET RESULTATS DES CONSULTATIONS

THEME 1. LA PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

DEFINITIONS :

Les consultations dans ce site ont recueilli des informations auprès des 8 personnes en rapport avec la perception de la communauté, cherchant à savoir la manière dont la population de ce site perçoit la pauvreté.

Au niveau individuel:

Un individu est pauvre si :

- il manque d'argent
- il a une mauvaise habitation
- il est incapable de se faire soigner
- il n'a pas étudié
- insuffisance des forces physiques pour se débrouiller
- s'il manque d'habit

Au niveau du ménage

Un ménage est pauvre s'il mène une vie qui présente les réalités suivantes :

- Incapacité de prendre en charge l'éducation des enfants
- Incapacité du ménage de soigner les membres de la famille (ménage)
- Manque des terres suffisantes
- Logement non couvert des tôles
- Manque ou insuffisance de nourriture
- Mauvais état de santé physique des enfants
- Sans activités diversifiées

Au niveau de la communauté (groupement, village)

Une entité, groupement, communauté pauvre présente des faits suivants :

- Faible taux de scolarité des enfants
- Les routes en mauvais état

Etat ou qualité des écoles déplorables
 Insuffisance des centres de santé
 Les petits commerçants non appuyés
 Les moyens de transport insuffisants
 L'habitat en mauvais état
 La santé de la population m médiocre
 Manque des instructions ou sociétés pouvant diminuer le taux de chômage

Le Bien-être

Le bien-être c'est être capable d'assurer ou de satisfaire les besoins vitaux et quelques besoins de luxe. C'est aussi avoir d'opportunité offerte par des conditions socio-économique du milieu.

LES CAUSES DE LA PAUVRETE

Le territoire d'Idjwi présente de réalités naturelles qui influencent ou peuvent influencer sa pauvreté car la nature a fait que ça soit une île. Malheureusement aussi le pays n'a pas fait des efforts pour que celui-ci accède à certains avantages techniques pour son développement.

Parmi les causes de la pauvreté dans le territoire d'Idjwi, on peut noter :

- l'enclavement
- les routes en mauvais état
- manque d'électricité
- les pêcheurs non formés et non encadrés
- les agriculteurs non encadrés
- les tracasseries coutumières, policières et administratives
- la prise en charge de l'éducation par les parents
- non paiement des agents de l'Etat
- manque de pâturages et produits vétérinaires

THEME 2. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

2.1. Les sources de revenu

agriculture

petit commerce
 pêche
 élevage
 service de l'Etat
 tontine (likirimba)
 transport lacustre (les armateurs, etc)

2.2. Aspect genre dans la réalisation des activités

En agriculture : les hommes et les femmes s'entraident pour la plupart, mais quelques activités agricoles sont réservées aux femmes comme le sarclage, la semi, le transport des récoltes surtout les haricots

En élevage : les activités sont suivies par les femmes et les enfants, sauf pour les gros bétail où le suivi est fait par l'homme.

En pêche : les activités de pêche sont réservées uniquement aux hommes

En petit commerce : les femmes font le commerce des denrées alimentaires tandis que les hommes font le commerce des articles divers et peuvent traverser le lac pour aller s'approvisionner à Bukavu, Goma et surtout au Rwanda.

Les armateurs : sont uniquement des hommes

N.B. : Même si les femmes participent à la réalisation des activités, les consultés ont affirmé qu'elles ne participent pas à la décision sur la gestion des ressources que génèrent ces travaux.

2.3. LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS CES ACTIVITES

En agriculture :

- manque des produits phytosanitaires
- insuffisance d'intrants agricoles
- manque d'encadrement
- les tracasseries administratives

En pêche :

- la pêche encore artisanale
- les tracasseries ; multiplicité des taxes
- vols fréquents des filets

manque d'appui

En élevage :

manque des produits vétérinaires

insuffisance des pâturages

En transport lacustre :

il y a des noyades

manque des quais d'accostage

Activité de tontine :

faible taux d'adhésion faute de moyen financier des paysans.

THEME 3. LES SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

3.1. EDUCATION

3.1.1. Accès à l'éducation :

Les écoles suivantes existent dans le groupement Mugote :

Les écoles primaires :

E.P. Nyereji, Karambi, Bushovu, Nyamusiru, Bwiru, Bwando 1, Bwando 2, kagi, Mugote, Lwamarhulo, Bulenga, bukere, Kihumba, Bushake, Lubuye et Musamo.

Les écoles secondaires :

Instituts Nkuvu, Karambi, Mugote, Notre dame, Bulenga, Musama, Nyamusiru, Nyereji.

Il est à noter que ces écoles sont insuffisantes car il y a encore des villages où on ne trouve pas d'école. C'est le cas de Muguza, Bulegei, Lubuye.

Les enfants de ces milieux pour atteindre l'école ils doivent faire à pied plus ou moins sept kilomètres.

Le coût de l'éducation :

Il est de 2,5 à 3\$ par trimestre à l'école primaire et de 9 à 11\$ au secondaire.

3.1.2. Qualité des infrastructures : les écoles dans ce site sont mal construites.

Sur un total de 17 écoles primaires, une seule est plus ou moins acceptable, et elle a été construite avec l'appui de la Caritas de l'église catholique.

Sur un total de 8 écoles secondaires, une école seule est bien construite, c'est l'Institut Notre Dame, appuyé par la Caritas.

Toutes les autres écoles ont été construites avec l'effort de la population et d'autres plus ou moins passables l'ont été par les communautés des églises.

L'équipement aussi dans ces écoles font défaut, les bancs, les matériels didactiques, les tableaux, les manuels sont insuffisants.

Qualité des enseignants :

Les enseignants qualifiés à l'école primaire mais à l'école secondaire ce sont les D6 qui enseignent pour la plupart sauf à l'Institut Kashofu où on peut trouver quelques qualifiés.

Les résultats des élèves sont malgré cela satisfaisants.

3.2. SANTE

Les institutions sanitaires disponibles au sud de l'île sont :

1 hôpital général à Monvu

2 centres de santé de référence dont Nkintama et Mugote.

9 centres de santé dont le C.S. de Monvu, Bwando, Bulegei, Nyakalengwa, Camahiri, Muhyahya, Kisiza, Kasihe, Bwina.

1 poste de santé de Lemera.

3.2.1. Accès aux soins

Un seul hôpital général dans tout le territoire d'Idjwi. Ce qui fait que les malades qui nécessitent une intervention spécialisée doivent réaliser 20 à 25 km pour ceux qui sont éloignés. Pourtant il n'y a pas moyen de transport des malades (ambulance)

Le coût est de 0,5\$ pour les enfants (0-5 ans), 1\$ pour les adultes (5 ans et plus), c'est le coût de soins ambulatoires.

Au C.S.R. 10 \$, au C.R. 5\$; pour le coût d'hospitalisation enfants et adultes.

3.2.2. Qualité des infrastructures :

Tous ces centres de santé sont mal construits et non équipés. Insuffisance des matériels médicaux et des médicaments. Plus ou moins Kisiza et Karambi qui étaient appuyés par l'ONG Louvain Développement.

3.3. LE LOGEMENT

La plus grande partie habite encore des maisons en paille, d'autres sont déjà entrain de construire avec les briques à dobe.

Des individus très isolés et plus ou moins riches utilisent déjà des briques cuites.

Les normes de construction ne sont pas respectées.

3.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

L'eau potable est encore rare dans toute la collectivité chefferie. Deux adductions sont seules disponibles dans le groupement Mpene, mais qui servent une petite partie de la population de ce groupement. C'est surtout l'hôpital qui en bénéficie.

Deux autres sont en cours (l'une dans Nyakalengwa et l'autre dans Mugote)

L'assainissement se fait dans les villages à l'initiative de tout un chacun, le service d'assainissement n'existe plus, sauf un service de l'environnement qui ne fait que tracasser la population.

3.5. LES VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

La voie lacustre est plus intéressante pour les habitants d'Idjwi. C'est cette voie qui met en contact le territoire d'Idjwi et d'autres villes commerciales comme Bukavu et Goma. Cette voie utilise des moyens qui présentent beaucoup des risques aux voyageurs (les boats, pirogues à rames, etc.)

La voie routière est impraticable à cause des ponts déjà détruits. Une route reliant le nord du territoire au sud est devenue impraticable.

Les ponts importants qui doivent être aménagés sont : les ponts Musheke I, Nyaruhogoma, Kaleka, Musheke II. Tous ces ponts se trouvent dans la collectivité Ntambuka (Idjwi sud).

Il existe aussi des routes secondaires reliant les groupements, mais sont aussi en mauvais état. Sur la route menant vers le C.S. Bwando, trois ponts rendent cette partie inaccessible, ce sont les ponts de Murheme, Kicugwe et Nyakirongero.

3.6. LES MARCHES

Sept marchés sont disponibles dans la partie sud du territoire d'Idjwi.

Ce sont : le port Kashofu, les marchés Kashara, Musheke, Boza, Karhulo, Mugote et Shwishwi.

3.6.1. Accès aux marchés : Tous ces marchés se trouvent au bord du lac à l'ouest. Les populations qui sont éloignées de marchés peuvent réaliser plus de 20 km pour atteindre les marchés, pourtant il n'y a pas un moyen de transport pour aider au transport des marchandises.

3.7. L'ENERGIE

les bois sont utilisés pour cuire les aliments

les lampes à pétrole pour éclairer les maisons

des individus isolés et surtout les institutions utilisent des groupes électrogènes et de panneaux solaires.

3.8. LES GRANDS PROBLEMES DES INFRASTRUCTURES

Manque d'un moyen de transport sûr et permanent sur le lac ; les bateaux.

Les routes sont en mauvais état

Manque des quais d'accostage bien construits

Prise en charge de l'éducation par les parents

Les écoles non construites et équipement insuffisants

Les centres de santé mal construits et non équipés

Insuffisance d'eau potable

Non paiement des salaires aux agents de l'Etat

Manque de courant électrique

Insuffisance des médicaments dans les centres de santé

Les tracasseries administratives et policières

THEME 4. LA PAIX ET GOUVERNANCE

4.1. Appréciation de la gouvernance locale

Sur un total de 20 interviewés dans ce site, 5 ont été interviewés sur ce thème. Ils ont apprécié la gouvernance locale d'une façon négative car selon eux les tracasseries et la multiplicité des taxes illégales par les autorités sont classées parmi les causes de la pauvreté.

Tellement que le pouvoir coutumier est très autoritaire et les agents de l'Etat ne sont pas payés, ils deviennent des rançonneurs au lieu de travailler pour la population.

Les taxes illégales très diversifiées amènent les personnes ayant un peu de moyen de quitter le territoire pour aller où il y a plus de sécurité.

4.2. Mode d'accession au pouvoir

Du chef de village jusqu'au chef de groupement les dirigeants sont nommés par l'autorité de la chefferie qui est le Mwami en tenant compte des liens familiaux ou amicaux.

Les administrateurs quant à eux sont nommés par arrêtés de la province ;

Les consultés à ce sujet ont tous confirmé que le pouvoir s'achète. Ils ont même relevé le prix pour le chef de village entre 250 et 300\$, le chef de groupement ça varie entre 500\$ et 700\$.

4.3. Les critères de nomination

Il n'y a aucun critère de nomination, que le candidat soit incompetent ou non seul l'argent constitue pour lui le plus grand critère ;

Le mwami peut parfois sonder la population et savoir comment orienter sa décision parmi tous les candidats.

N.B. : Certains chefs de villages sont au pouvoir d'une manière héréditaire.

4.4. Les structures de résolution de conflits

Au niveau du village : un conseil ou comité de base

Au niveau de la famille : conseil de famille

Au niveau du groupement : tribunal secondaire

Au niveau de la chefferie : il y a deux structures le Barza de la coutume et le tribunal principal

Au niveau du territoire : tribunal du territoire

Commission Justice et Paix au niveau des paroisses catholiques.

N.B. Selon les interviewés, ils déplorent que les agents ou juges qui travaillent depuis le village jusqu'à la chefferie appliquent les lois de la coutume.

4.5. Sécurité des personnes et de leurs biens

La sécurité des personnes est plus ou moins suffisante

La sécurité des biens ; c'est à ce point où les habitants d'Idjwi déplorent les tracasseries et rançonnement par les autorités.

A ce point un exemple a été donné pour un sac de manioc qu'on amène au marché, quelque soit la quantité ce sac doit payé à 3 niveaux :

1^{er} niveau : cinq cossettes de manioc sont retirées par :

les membres du comité des marchés

l'agronome du marché

les policiers

les militaires

les indigents

2^{ème} niveau : Arriver au marché, le petit vendeur paye la taxe chefferie

3^{ème} niveau : pour l'acheteur ; s'il doit aller par voie lacustre, avant d'entrer dans le boat, il paye la taxe du territoire ; les marins aussi retirent 5 cossettes.

4.6. Les souhaits de la population pour la gouvernance

Election des dirigeants à tous les niveaux

Paiement des salaires aux agents e l'Etat pour diminuer les tracasseries

Qu'il y ait un seul chef à la tête du pays

Dissocier le pouvoir coutumier avec l'administration de la chefferie

THEME 5. VISION ET STRATEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Pour réduire la pauvreté dans le territoire d'Idjwi, des réformes au niveau de la gouvernance locale et l'amélioration des infrastructures, et aussi faciliter le développement des activités socio-économiques sont d'importance capitale.

La population à partir des consultés dans le territoire d'Idjwi pensent que les stratégies suivantes pouvaient diminuer la pauvreté :

Election des dirigeants à tous les niveaux

Dissocier le pouvoir coutumier avec l'administration

Désenclaver le territoire d'Idjwi, disponibiliser le bateau permanent sur le lac

Electrifier le territoire d'Idjwi

Vulgarisation des techniques culturelles

Création d'une école de pêche

Création d'une usine de transformation d'ananas

Appuyer les petits entrepreneurs par des crédits

Chapitre III. **MATRICE DE PLANIFICATION MUGOTE**

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. A la récolte les ananas sont rendus à bas prix	<ul style="list-style-type: none"> - Enclavement - manque des débouchés - Manque d'usine de transformation d'ananas 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de revenus d'agriculteur d'ananas - Echange inégale (ananas et produits manufacturés) 	- Les revenus monétaires des agriculteurs d'ananas se sont accrus	- Création d'une usine de transformation d'ananas en jus	<ul style="list-style-type: none"> - Construire l'usine - Organiser les agriculteurs en association - Organiser les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - La province du Sud Kivu - Le territoire - Les représentant des agriculteurs - La collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus 80 % - Une usine de jus d'ananas montée d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Manque des investisseurs - Manque de volonté du gouvernement - Absence des fonds - Baisse de production d'ananas

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
4. L'eau potable est insuffisante	<ul style="list-style-type: none"> - Adduction insuffisante - Sources non aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des eaux usées du Lac - Abondance des maladies hydriques . Le puisage de l'eau épuise les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Les adductions d'eau ont été suffisamment réalisées dans chaque groupement 	<ul style="list-style-type: none"> - Instruire le SNHR - Disponibiliser des moyens à ce service - Disponibiliser l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudier et identifier les sources - Capter les sources - Construire les citernes et réservoirs nécessaires. - Traçage des caniveaux - Pose des tuyaux - Installer des bornes fontaines aux lieux de puisage 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Ministère de développement rural - Service national d'hydraulique rurale (SNHR) - Représentant de la population locale 	5 adductions sont disponibles dans chaque groupement en 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Absence des fonds
4. La production agricole est en baisse	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'encadrement agricole - Rareté des terres Surpopulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Malnutrition - Manque ou insuffisance d'argent - Incapacité d'assurer la scolarisation et les soins médicaux - fréquentes maladies dues à la faiblesse 	<ul style="list-style-type: none"> La production agricole a été accrue 	<ul style="list-style-type: none"> - Vulgarisation des techniques cultural moderne - Disponibilisation des intrants agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Former des agronomes - Déployer les agronomes sur terrain - Sensibiliser de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Agriculture - Agronomes et moniteurs agricoles sur terrain - Autorités locales, représentant de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Production agricole accrue d'au moins 10 % d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence des fonds nécessaires à la relance agricole - Perturbation des conditions climatiques - Les guerres

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
DSRP SUD-KIVU
TERRITOIRE D'IDJWI**

**RAPPORT DES CONSULTATIONS PARTICIPATIVES
POUR L'ELABORATION DU DOCUMENT DE
STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE « DSRP »**

SITE RAMBO

DU 08 AU 11 NOVEMBRE 2004

PLAN

CHAPITRE I. INTRODUCTION

- I.1. BUT ET OBJECTIFS DES CONSULTATIONS
- I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE
 - I.2.1. Programme des consultations
 - I.2.2. Composition de l'équipe des consultations
 - I.2.2.1. Equipe des animateurs
 - I.2.2.2. Les consultés
- I.3. LES OUTILS UTILISES

CHAPITRE II. LES THEMES DES CONSULTATIONS ET RESULTATS

THEME I. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE VULNERABILITE ET BIEN ETRE.

- I.1. DEFINITION ET CONCEPT
 - I.1.1. Au niveau individuel
 - I.1.2. Au niveau du ménage
 - I.1.3. Au niveau de la communauté
- I.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

THEME II. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

- 2.1. Les activités de survie

THEME III. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

III.1 LA SANTE

- III.1.1. Disponibilité de institutions sanitaires
- III.1.2. Disponibilité par rapport à population bénéficiaire
- III.1.3. Qualité des institutions sanitaires
- III.1.4. Accès aux soins médicaux

III.2. L'EDUCATION

- III.2.1. Accès à l'éducation
- III.2.2. Le coût de l'éducation
- III.2.3. Qualité et état des écoles

III.3. LE LOGEMENT

III.4. EAU ET ASSAINISSEMENT

III.5. VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

III.6. LES MARCHES

III.7. L'ENERGIE

III.8. LES GRANDS PROBLEMES DES INFRASTRUCTURES ET SERVICES
SOCIAUX DANS LE SITE

THEME IV. LA PAIX ET GOUVERNANCE

IV.1. ORGANISATION DE L'ENTITE ADMINISTRATIVE LOCALE

IV.2. ACCESSION A L'INSTANCE DE DECISION

IV.3. LES CRITERES DE NOMINATION ET INFLUENCE DES
DES DIRIGEANTS

IV.4. LES STRUCTURES DE RESOLUTION DES CONFLITS

IV.5. LES COMPETENCES DES AGENTS DANS CES STRUCTURES

IV.6. LA SECURITE DES PERSONNES ET DE LEURS BIENS

IV.7. LES DYNAMIQUES COMMUNAUTAIRES DANS LE MILIEU

IV.8. LES SOUHAITS DES CONSULTES SUR LA PAIX ET LA GOUVERNANCE.

THEME V. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

CHAPITRE III. MATRICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE

Chapitre I. INTRODUCTION

I.1. BUT ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Les consultations participatives sont réalisées pour des objectifs suivants :

Expliquer et comprendre les caractéristiques et les causes de la pauvreté

Connaître les priorités des communautés de base, pour leur propre développement.

Choisir les actions qui ont plus d'impacts sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

Définir avec la base les indicateurs de suivi au moyen d'instruments participatifs

Concevoir et élaborer un document de stratégies pour la réduction de la pauvreté

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE RAMBO

I.2.1. Programme des consultations

Les consultations dans le site ont été menées 4 jours durant en interview individuel et en groupe restreints de 4 personnes (Focus group), selon l'horaire ci-après :

1^{er} jour : 8 personnes en interview individuel

2^{ème} jour : Focus group de 4 personnes (Ier focus)

3^{ème} jour : IIème focus grou^de 4 personnes

4^{ème} jour : IIIème focus group de 4 personnes

I.2.2. Composition de l'équipe des consultations

I.2.2.1. L'équipe des animateurs

1. BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur
2. Martin KALEGAMIRE : Supérieur
3. KITUMAINI BIHINDA : Facilitateur
4. Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint

I.2.2.2. Les consultésa. En interview individuel

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01	M'KAHIRHO BIZIBU	Veuve cultivatrice	Cinyabalanga
02	LUTUNZI RUKÉBA	Cultivateur	Cinyabalanga
03	MISSI MISHAKI	Membre de mutuel de santé	Bunyama
04	LIYENGOLA GELENGI	Commandant de police	
05	MUDAHAMA RUHANGAZA	Elu du peuple	Ntalongwa
06	BATEGEKA FRANCK	Directeur E.P. Nyamizi	Nyamizi
07	WIHOREYE RUTAHA	Président comité des parents	Ntalongwa
08	LUSHOMBO AIME	Président Associat° locales	Buzibu

b. 1er focus group

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01	KISANGANI Bishweka	Cultivateur	Nyamizi
02	KIHINDAMUKO Samson	Cultivateur	Rambo
03	Géorges MATERANYA	Pêcheur	Kasihe
04	Jules CIRABA	Cultivateur	Nyamizi

IIème focus group

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01	BATACHOKA Byamana	Préfet de l'Ins.Ziwa-Kivu	Ntalongwa
02	SHABIDOKE Rudaharingoma	Chef de groupement Nyakalengwa	Chegera
03	Norbert CIKALABA	Représentant des armateurs	Lushindi
04	Jean BACISHOGA	Infirmier titulaire du centre de santé Nyakalengwa	Lushindi

IIIème focus group

N°	Nom et postnom	Qualité	Village
01	BADERHABUSHA Zaza	Président sociv	Karhongo
02	MAHENGA M.	Pasteur 8 ^{ème} CEPAC	Rambo
03	BAGALWA Charles	FEC : petit commerçant	Rambo
04	KIRUSHA Paulin	Elu du peuple	Bunyama

I.3. LES OUTILS UTILISES

Interview

Arrangement

Aperçu historique

La coupe transversale

Matrice de planification

Chapitre II. LES THEMES DE RECHERCHE ET RESULTATSThème I. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETREI.1. DEFINITION

Les consultés au sujet de la perception de la pauvreté dans ce site, sont partis des faits observables de bien-être, surtout par rapport à la vie locale.

I.1.1. Au niveau individuel

Un individu est pauvre si :

il manque des terres cultivables

sans ressources financières

n'a pas étudié

sans emploi

la santé physique est médiocre

I.1.2. Au niveau du ménage

Un ménage pauvre est celui qui :

n'a pas une bonne habitation

est incapable de supporter le coût de scolarisation des ses membres et les soins médicaux

n'a pas de terres suffisants pour ses membres

la santé et l'habillement des enfants très médiocres

le responsable du ménage n'a pas d'emploi en dehors de l'agriculture de subsistance.

Un ménage affamé

I.2.3. La pauvreté au niveau de la communauté

La communauté pauvre est celle vivant dans un environnement socio-économique sans beaucoup d'opportunité de survie par exemple :

les terres cultivables sont rares et improductives

rareté des écoles et des hôpitaux

les agents de l'Etat non payés

les marchés locales non alimentés et pas tellement accessibles

une communauté vivant dans une entité administrative où le gouvernement n'est pas responsable

rareté ou même impraticabilité des routes

insuffisance d'entreprises pouvant diminuer le taux de chômage

I.2. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

Les interviewés dans ce site sont convaincus que si le territoire d'Idjwi est pauvre, c'est à cause de :

l'enclavement

manque d'électricité

manque d'encadrement et ou développement de l'agriculture

manque de moyens de transport sûrs sur le lac

la pêche est restée toujours artisanale

les tracasseries et rançonnement par les autorités locales et la police

les agents de l'Etat sans salaires

pas de crédits agricoles et aux petits entrepreneurs
 manque d'entreprises rurales pouvant engager les gens et diminuer le taux de
 chômage

Thème 2. LES MOYENS DE SUBSISTANCE

2.1. Les activités de survie

l'agriculture

la pêche

l'élevage

les agents de l'administration publique

Thème 3. LES SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

3.1. LA SANTE

3.1.1. Disponibilité centres de santés ou hôpitaux

Il existe :

1 seul hôpital général de référence pour tout le territoire

2 centres de santé de référence pour toute la chefferie Ntambuka

5 centres de santé pour la chefferie

5 postes de santé

3.1.2. Disponibilité par rapport à la population bénéficiaire

Ces institutions sanitaires sont jusque là insuffisantes car il y a des milieux qui n'ont même pas un poste de santé ; comme c'est le cas de Kinyabalanga, Nyamizi, Irhe, etc.

Pour atteindre les centres de santé les malades éloignés doivent réaliser 15 à 20 km à pied. C'est pourquoi la population vivant à l'Est de l'île d'Idjwi sont souvent obligés de suivre les soins au Rwanda.

3.1.3. Qualité des institutions sanitaires

Seul l'hôpital générale est construit avec satisfaction. Tous les centres de santé sont dans un état déplorable. Pour la plupart il sont construits en briques à dobe.

L'équipement est insuffisant et les médicaments ne sont pas permanent.

3.1.4. Accès aux soins

Le coût est de 0,5\$ pour les enfants de 0 à 5 ans, et de 1\$ pour les adultes. Ci-haut le coût pour les soins ambulatoires. Ce coût est élevé par rapport à la pauvreté de la population, car les infirmiers interrogés à ce sujet ont prouvé par la fiche de paie que les dettes sont les plus enregistrées.

3.2. L'EDUCATION

3.2.1. Accès à l'éducation

Au total 15 écoles secondaires et 48 écoles primaires sont disponibles dans la collectivité chefferie Ntambuka qui couvrent trois groupements vastes dans le territoire d'idjwi. Ces écoles sont encore insuffisantes car il y a encore des villages qui n'ont pas d'écoles, ce qui fait que le nombre des élèves admis dans une classe dépasse les normes de l'éducation ;

3.2.2. Le coût de l'éducation

Le coût est de 3\$ par trimestre à l'école primaire et 7 à 8\$ à l'école secondaire.

3.2.3. Qualité et état des écoles

Ces écoles sont dans un état déplorable, mal construites et non équipées.

Seul l'Institut Kashofu de l'église catholique.

Dans toutes ces écoles, les enseignants sont sous qualifiés ; à l'école secondaire ce sont tous de D6, sauf quelques écoles ou instituts comme Notre Dame et Institut Kashovu.

A l'école primaire au moins ce sont les D6 qui enseignent partout et les D4.

3.3. LE LOGEMENT

Dans toute la chefferie et surtout dans le site Rambo (groupement Nyakalengwa, Mpene) l'habitat est réalisé en paille dans la plus grande partie .

Mais il y a des individus isolés qui utilisent des briques cuites et couvertes des tôles ou même briques cuites + paille.

D'autres personnes isolées utilisent des briques cuites.

3.4. EAU ET ASSAINISSEMENT DU MILIEU

L'eau est encore insuffisante dans tout le territoire d'Idjwi. Deux adductions ont été réalisées et servent une petite partie de la population. Deux autres sont en cours. La plus grande partie de la population utilise soit l'eau des sources non aménagées ou soit l'eau du lac.

L'assainissement du milieu n'est pas organisé, les services d'assainissement sont devenus des tracasseurs. Ils veulent d'ailleurs que les gens soient en infraction pour qu'ils trouvent des motifs de créer des taxes.

3.5. LES VOIES ET MOYENS DE COMMUNICATION

Deux voies permettent aux habitants d'Idjwi de se déplacer et entrer en contact avec d'autres milieux.

* La voie lacustre : qui relie le territoire d'Idjwi avec d'autres villes comme Bukavu et Goma du côté Ouest, à l'Est cette voie le relie avec le Rwanda.

* La voie routière : une route principale relie le Nord du territoire au Sud. D'autres routes secondaires relient les groupements à l'intérieur du territoire.

Les moyens de transport : sur le lac ce sont les pirogues motorisées et à rame qui aident les gens au déplacement. Sur les routes il n'y a pas de véhicules qui font le transport en commun dans tout le territoire.

3.6. LES MARCHES

Dans le groupement Nyakalengwa, il n'y a aucun marché. Les 3 marchés sont dans Mpene. Pour atteindre les marchés, la plus grande partie de la population du groupement Nyakalengwa doit traverser le lac pourtant les moyens de transport sont rares et présentent beaucoup de risques de noyade.

3.7. L'ENERGIE

Les bois de chauffage sont utilisés pour la cuisson, la lampe à pétrole et la lampe artisanale pour éclairer la maison. Les appareils électriques sont utilisés avec l'usage des piles.

3.8. LES PROBLEMES DE L'INFRASTRUCTURE ET LES SERVICES SOCIAUX DANS LE TERRITOIRE D'IDJWI.

Manque de moyen de transport sûr sur le lac (bateaux)

Manque d'électricité

Les pirogues motorisées et ou à rame présentent des risques de noyade

Insuffisance des sources d'eau potable

Les marchés sont insuffisants et non construits.

Les routes sont impraticables

Pas des véhicules pour le déplacement à l'intérieur du territoire faute des routes

Les écoles sont mal construites

Le paiement de la prime par les parents

Les agents de l'Etat sont impayés

Les centres de santé sont insuffisants

Les hôpitaux sont aussi insuffisants

Le coût des soins inaccessibles par la population

Les écoles sont non équipées, sans matériels didactiques et sans manuels

Les centres de santé sont mal construits, non équipés.

Thème 4. LA PAIX ET GOUVERNANCE

4.1. Organisation de l'entité administrative locale

De la base jusqu'au sommet, nous avons :

le quartier

le village

le groupement

la chefferie

le territoire

4.2. Accession à l'instance de décision

Les autorités sont nommées par le mwami, depuis le village jusqu'à la chefferie. Le mwami lui est directement chef de chefferie et cela d'une manière héréditaire.

4.3. Les critères de nomination et influence des dirigeants

Nomination sans critère de compétence

Le critère le plus fort pour les candidats c'est sa capacité de corrompre avec un gros montant chez le mwami, ou alors si ce n'est pas le cas des affinités et amitiés avec le mwami peuvent influencer.

4.4. Les structures de résolution des conflits

Au niveau du village, il y a le conseil du village. Il intervient après que le conseil de famille ait échoué.

Au niveau du groupement, il y a un tribunal secondaire

Au niveau de la collectivité chefferie, il y a un tribunal principal

Au niveau du territoire, il y a un tribunal du territoire

4.5. Les compétences des agents dans ces structures

Les agents sont nommés par le mwami. Ces agents n'ont aucune formation. Pour établir un jugement ils utilisent une sagesse et d'autres lois de la coutume.

4.6. La sécurité des personnes et de leurs biens

La population souffre des tracasseries et autres diverses taxes :

- D'une part la police et les militaires rançonnent et tracassent la population avec des mandants et convocations sans motif fondé. Aussitôt qu'une convocation t'arrive, tu es obligé de payer 10\$ directement avant de te défendre devant les autorités compétentes.

- D'autre part, des taxes multiples et rançonnement de toute sorte, les taxes illégales surtout chez les pêcheurs et les armateurs.

Tout paysan qui fait une activité quelque soit son genre est soumis à des taxes avec ou sans quittance. Selon les interviews à ce sujet, les tracasseries administratives, policières et le rançonnement freinent en grande partie l'évolution des activités des habitants d'Idjwi.

4.7. Les dynamiques communautaires dans le milieu

Dans toute la collectivité-chefferie Ntambuka, les associations (ong) locales les plus dynamiques sont :

ADEKA : Association pour le Développement de Karhongo

CODII : Compagnie de Développement Intégré d'Idjwi

APAPI : Action Paysanne

RHUHEKEKUGUMA

ADEI : Association de Développement d'Idjwi

PRODES : Programme de Développement Social

CLONGDIS : Conseil Local des ONGD d'Idjwi Sud

N.B. : Toutes ces ongs locales sont regroupées dans un réseau « CLONGDIS »

4.8. Les souhaits des personnes (population) en rapport avec la paix et gouvernance

Dissocier l'administration et la coutume

Q'il y ait élection des dirigeants à tous les niveaux

Que l'Etat paye ses agents

Que la population soit informé ou ait une information sur des taxes officielles à payer

La définition des critères des candidats au pouvoir à la base doit être fait en consultation avec la population

Former les juges qui travaillent dans tous les structures à la base, pour qu'ils appliquent des procédures judiciaires selon le droit congolais.

Former encore la police afin qu'elle sache qu'elle est son rôle au sien de la population.

Thème 5. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Pour réduire la pauvreté dans le territoire d'Idjwi, des réformes dans la gouvernance locale, l'amélioration des infrastructures et services sociaux et surtout faciliter le développement des activités économique sont d'importance capitale.

Les consultés dans ce site ont résolu que les aspects suivants doivent être considérés comme priorité pour réduire la pauvreté dans ce site et dans tout le territoire en général.

1. Désenclaver le territoire d'Idjwi : la voie lacustre est la seule qui permet aux habitants de ce territoire d'être en contact avec d'autres villes pour échanger des biens et des services, ou même l'expérience. Malheureusement ce territoire avait bénéficié un bateau et une barge pour son désenclavement, qui ont été détourné après un temps par l'Office de routes. Pour se déplacer et voyager, les habitants utilisent des pirogues motorisées et ou à rames pourtant sont conscients des risques qu'ils courent ; le noyade.
2. Electrification du territoire : une fois le territoire électrifié, il se créera d'autres services qui pourront avoir un impact positif sur la vie sociale et économique dans le milieu.
3. Aménager la route principale, qui relie le nord au sud du territoire.
4. Dissocier le pouvoir coutumier et l'administration (l'autorité coutumière en même temps chef de chefferie).
 5. Encadrement des agriculteurs, vulgarisation des techniques agricoles
 6. Industrialisation de la pêche : la pêche est une activité importante pour les habitants d'Idjwi, mais les pêcheurs n'ont aucune expérience de pêche. C'est pourquoi cette activité n'est pas rentable et ne présente aucune importance commerciale.
 7. Création d'une école de pêche
 8. Election des dirigeants à tous les niveaux à la base, comme au niveau provincial et même national
 9. Création d'une usine de transformation d'ananas

D'autres aspects qui ne sont pas énumérés ici peuvent influencer la réduction de la pauvreté mais ceux énoncés ci-haut sont les plus importants.

Chapitre III. **LA MATRICE DE PLANIFICATION RAMBO**

Les parties prenantes : 20 personnes

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	- Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	- Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale	- Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. Les écoles sont insuffisamment équipées.	Prise en charge de l'éducation par les parents et pourtant sont pauvres.	Les enfants étudient dans des mauvaises conditions -Détérioration de la qualité d'enseignement -Risque des enfants d'attraper les	- Les écoles ont été équipées	- Amélioration des infrastructures scolaires (réhabilitations des équipements)	Fabriquer les pupitres -Acheter les matériels et manuels pédagogiques -Payer les enseignants	Le gouvernement -Ministère de l'éducation - Représentant des parents (COPA) -Responsables des écoles (préfets, directeurs).	- 10 écoles équipées chaque année - 85 % des écoles équipées et réhabilitées d'ici 2006	-Guerre - Absence de la Volonté du gouvernement - Détournement des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
3. La gouvernance est mauvaise	<p>Chefs coutumiers au dessus de la Loi</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non paiement des agents de l'Etat - Autorités non élues par la population 	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasseries - Multiplicité des taxes - Confusion entre administration et coutume - Droit de la population lésée - Emigrations d'Idjwi, fuite des cerveaux - Pauvreté aggravée 	-La bonne gouvernance a été instauré	<p>Elections libres et démocratiques et transparentes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Payer régulièrement les salaires suffisants - Assainir l'administration 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser les élections libres démocratiques et transparente. - Payer le salaire suffisant et régulier - Appliquer une nouvelle mise en place générale des agents de l'Etat tenant comptant de compétences 	<p><u>Gouvernement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'intérieur - Ministère de la fonction publique - Ministère de finance et de budget 	<ul style="list-style-type: none"> - Les élections sont organisées à tous les niveaux - La gestion est bonne en juin 2005 	<ul style="list-style-type: none"> - Guerre - Volonté politique du gouvernement - Mauvaise gouvernance

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

DSRP/SUD-KIVU

AXE IDJWI

SITE RAMBO

RAPPORT JOURNALIER DES CONSULTATIONS

AU 1er FOCUS-GROUP/SITE RAMBO EN DATE

DU 09 DECEMBRE 2004

I. LES PARTICIPANTS

I.1. EQUIPE MARP

1. Claude KAWAYA : Facilitateur Adjoint
2. Lucie KITUMAINI : Facilitatrice
3. BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur
4. Martin KALEGAMIRE R. : Superviseur

I.2. LES CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité des P.P.	Village
01	KISANGANI Bishweka	Cultivateur	Nyamizi
02	KIHINDAMUKO Samson	Cultivateur	Rambo
03	Georges MATERANYA	Pecheurs	Kasihe
04	Jules CIRABA	Cultivateur	Nyamizi

II. LES OUTILS

Interview

Arrangement

Calendrier saisonnier

III. LES INFORMATIONS RECOLTES : Les thèmes de consultations

III.1. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

A. Définition

La compréhension de la pauvreté par les habitants du site RAMBO, et les participants au 1er Focus l'ont défini comme suit :

* Au niveau individuel : la pauvreté c'est manquer l'argent, manquer la nourriture, manquer l'emploi, manquer les mise en valeur.

* Au niveau du ménage : la pauvreté ou un ménage est pauvre quand :

il habite dans une mauvaise maison

les membres de la famille, les enfants n'ont pas étudié

le responsable du ménage n'a pas d'emploi

la famille n'a pas de parcelles suffisantes pour ses membres

les membres de la famille s'habille mal ;

* Au niveau de la communauté : le quartier ou la communauté est pauvre quand :

il n' y a pas de routes

le sol n'est pas productif

l'habitat ne respecte pas des normes pour la santé humaine

les centres de santé et les écoles non construits

pas de dynamiques de développement

les marchés non alimentés par divers produits

les activités de la population non diversifiées

B. LES CAUSES DE LA PAUVRETE

L'enclavement : manque de moyens de transport sur le lac

Manque de moulin

Manque d'électricité

Manque d'encadrement agricole

Les activités de pêche non améliorées

Les petits entrepreneurs sans crédits pour soutenir les activités

Non paiement de salaire aux agents de l'Etat

Les tracasseries, rançonnements par les autorités locales et la police.

C. LES STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Désenclaver l'île d'Idjwi et surtout les habitants des petits îlots : disponibiliser le bateau fréquent sur le lac ;

Electrifier le territoire d'Idjwi

Vulgarisation des techniques culturales

Encadrement des agriculteurs et octroi des crédits agricoles aux agriculteurs

Prise en charge de l'éducation par l'Etat

Construire et aménager les routes qui relient le Nord au Sud de l'île

Payer des salaires suffisants aux agents de l'Etat

Approvisionner le territoire en eau potable : Réaliser des adductions.

III.2. LES ACTIVITES DE SUBSISTANCE

L'agriculture

La pêche

Petit commerce

Petit élevage

Les agents de l'administration publique

RAPPORT JOURNALIER DES CONSULTATIONS AU Ilème

FOCUS-GROUP / SITE RAMBO EN DATE DU 10/12/2004

I. LES PARTICIPANTS

I.1. EQUIPE MARP

1. Claude KAWAYA : Facilitateur Adjoint
2. Lucie KITUMAINI : Facilitateur
3. BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur
4. KALEGAMIRE RUZIGANA : Supérieur

I.2. LES CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité des p.p.	Village
01	BATACHOKA Byamana	Préfet Inst. Ziwa Kivu	Ntalangwa
02	SHABIDOKÉ Rudaharingoma		

RAPPORT DU SITE CHIKOMA

CHAP. I. INTRODUCTION

I.1. BUT ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Les consultations participatives sont réalisées pour des objectifs suivants :

- Expliquer et comprendre les caractéristiques et les causes de la pauvreté
- Connaître les priorités des communautés de base, pour leur propre développement.
- Choisir les actions qui ont plus d'impacte sur l'amélioration des conditions de vie des populations.
- Définir avec la base les indicateurs participatifs
- Concevoir et élaborer un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté.

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE CHIKOMA

I.2.1. Programme des consultations

Les consultations dans le site ont été menées 4 jours durant en interview individuel et en groupe restreint de quatre personnes (focus-group), selon l'horaire ci-après :

- 1^{er} jour : 8 personnes en interview individuel
- 2^e jour : focus-group de 4 personnes
- 3^e jour : II^e focus-group de 4 personnes
- 4^e jour : III^e focus group de 4 personnes.

I.2.2. Composition de l'équipe

* L'équipe des animateurs

BIRINGANINE BULAKALI : Participants

KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice

Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint

Martin KALENGA : Superviseur

* Les consultés

a. En interview individuel

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	KATAMBARA PENDEZA	Cultivatrice	BULEGA
02	SHAMAVU LIVINGISTON	Président des pygmées	MAFULA
03	BAFAKUKURA RISUMIZI	Pasteur 8 ^e CEPAC	KISHEKE
04	LAGRIS ROHOGO	Président du comité des parents	LUKONDE
05	SAUTI KANYANTIBIRI	Agriculteur	KAGUSHU
06	MAPENDANO MUHIGIRWA	Représentant ONG locale	KAGUSHU
07	MURAGI MATERANYA	Président comité santé / C.S. Misimbwe	KAGUSHU
08	SHOMBANA RUTAKUBAGANA	Agent de l'état	MAFULA

b. En focus-group

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	NOELA MAGENDO	Agricultrice	KIBANDA
02	KAHAMA VUMILIA	Agricultrice	MAFUTA
03	BAGEHYA EMMANUEL	Pêcheur	LWEZA
04	MASTAKI KAMUNGO	Agriculteur	KAGUSHU
II ^e FOCUS-GROUP			
05	MARHEGANE ALBERT	Préfet de l'institut Misimbwe	MAFULA
06	PASCAL BURHUNANGA	Infirmier titulaire C.S Misimbi	KAGUSHU
07	SAFARI KASISI	Président des armateurs	MAFULA
08	CHAMUTU SYLVAIN	Agent de l'état et président du marché CHIKOMA	KAGUSHU
III ^e FOCUS-GROUP			

01	CINYABUGUMA MULONGA	Pasteur Kimbanguiste	KIBANDA
02	MANENO BUNVIKANE	Représentant ONG	KIBANDA
03	MAPENDO MANEGABE	Représentant des commerçants	KISHEKE
04	ABUNUASI LWAMIRA	Elu du peuple	MAFULA

I.2.3. Les outils utilisés

1. Interview
2. L'observation
3. Arrangement
4. l'observation directe
5. la coupe transversale
6. Matrice d'analyse du genre
7. Aperçu historique
8. Matrice de planification stratégique.

II. LES THEMES ET RESULTATS DES CONSULTATIONS

II.1. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

a. Définition de la pauvreté

- La pauvreté : au niveau individuel a été défini par 4 personnes en interview individuel et 4 personnes en focus – group dans ce site. Ils sont convaincus que la pauvreté c'est :
 - Au niveau individuel : un individu est pauvre si :
 - Il n'a pas des terres cultivables
 - Il n'a pas étudié, pour autant qu'il peut avoir une richesse qu'il ne saura pas exploiter
pour améliorer ses conditions de vie.
 - Il n'a pas d'argent

- Il se nourri mal et sans logement décent.
- Au niveau du ménage : un ménage pauvre est celui qui n'a pas des moyens pour faire scolariser ses membres, n'a pas des terres cultivables, la santé physique de ses membres est médiocre, un ménage sans logement confortable, qui ne peut pas supporter les coûts de soins de ses membres.
- Au niveau de la communauté : la pauvreté est perçue d'une manière générale de l'environnement, une entité, village, quartier ou groupement, territoire est pauvre si :
 - Il manque des routes et moyens de transport
 - Insuffisance ou même manque des institutions dans le milieu pouvant diminuer le
travaux de chômage.
 - Insuffisance des infrastructures sanitaires bien construites et répondant aux normes.
 - L'habitat non amélioré
 - Les cultures sont non diversifiées et terres pauvres
 - Les écoles non construites et non équipées selon les norme acceptables.
- Le bien être : C'est être riche (avoir une richesse) et cette richesse, ce sont des opportunités qu'offre l'environnement socio-économique pour mener une vie décent et satisfaire les besoins vitaux (primaires). C'est aussi avoir des biens matériels comme :
 - Un logement confortable
 - Le moyen financier de supporter ce coût de scolarité des enfants et leur alimentation
 - Avoir un boat sur la Lac
 - Avoir un emploi
 - Avoir accès facile au moyen de transport.

Après toutes ces définitions, les consultés ont conclu que le territoire d'Idjwi est pauvre pour autant que toutes ces conditions élémentaires ne sont pas réuni.

b. Les causes de la pauvreté

- L'enclavement
- Manque des ONGS ou institution qui encadrent les activités paysannes
- Les tracasseries administratives et policières
- Manque de routes praticables à l'intérieur du territoire
- Manque de conseillers en agriculture, non usage des techniques culturales fertilisantes
- L'Etat a failli à ses responsabilités
- Non paiement des agents de l'Etat
- Les maladies fréquentes au sein de la population.

c. Dimension genre dans la pauvreté

Dans le territoire d'Idjwi, selon nos consultés à ce sujet, le statut social de la femme s'est amélioré car les gens ont compris que les coutumes ancestrales qui défavorisaient l'émergence de la femme doivent être négligée pour qu'ensemble l'homme et la femme travaillent pour le développement.

Néanmoins dans ce territoire, les mentalités sont restées dans les cœurs de beaucoup d'hommes que les activités champêtres sont pour la plupart réservées aux femmes. Pour cette activité, l'homme se sent responsable lors du défrichage. Le reste des activités il peut ou ne pas aidé sa femme. Une analyse de l'emploi journalier de temps faite par les consultés ont démontré que :

- La femme s'occupe des travaux de champ dès 8 h 00 – 16 h 00
- L'homme s'en occupe 8 h 00 – 11 h 00

Soit 8 h 00 de travail pour la femme et 4 pour l'homme.

Les résultats de cet analyse avec les interviews ont prouvé que les hommes pour la plupart perdent le temps entrain de boire la boisson et autres distractions. Finalement cette activité principale du milieu paysan qui supporte les ménages est délaissée ente les mains des femmes.

Malheureusement encore ajoute les interviews à ce sujet que la gestion ou la décision sur la gestion des ressources et récoltes de l'agriculture est prise par l'homme.

II.2. LES ACTIVITES DE SUBSISTANCE

a. Les sources majeures des revenus

- les activités de survie
 - L'agriculture
 - La pêche
 - L'élevage
 - Le petit commerce.

- Aspect genre dans l'exécution des activités
 - Agriculture : les activités sont en grande partie délaissée à la femme
 - Pêche : activité uniquement réservée aux hommes
 - L'élevage : le travaux sont exécutés en commun entre les membres du ménage (hommes, femmes et enfants)
 - Le petit commerce : exécuté par l'homme pour les articles divers et les femmes pour les denrées alimentaires.

- Les grands problèmes dans ces activités de subsistances
 - La monoculture du manioc
 - Non connaissance des techniques culturales, adaptées au sol
 - Les maladies fréquentes des espèces élevées
 - Les tracasseries et taxes illogiques chez les petits commerçants
 - La pêche est encore artisanale.

II.3. LES SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

a. L'éducation

- Le niveau d'accès : Les écoles sont insuffisantes car il y a encore des villages où il n'y a pas d'école. Les quelques écoles sont dans un état délabrement construit par les parents pourtant pauvre, non équipé. Le coût est 3 \$ par trimestre à l'E.P et 7 – 9 \$ à l'école secondaire. Ce coût est inaccessible à cause de la pauvreté des parents.

- Qualité d'éducation : Les enseignants sont qualifiés à l'école primaire, mais à l'école secondaire dans toute la partie nord du territoire sont qualifiés. Toutes les écoles n'ont pas des manuels et matériels didactiques pour faciliter l'éducation des enfants. Par ailleurs les résultats des examens d'Etat et sélectifs à l'école primaire est satisfaisant malgré ces difficultés.

b. La santé

- Le niveau d'accès : Un seul centre de santé existe sur le site rayon géographique du site. Les malades mettent plus de cinq kilomètres pour accéder aux soins. Le coût est de 0.5 \$ pour les enfants de 0 – 5 ans et de 1 \$ pour les adultes. Malgré cela ce coût n'est pas accessible par la population à cause de la pauvreté. L'infirmier titulaire interviewé à ce sujet montre que les cas des dettes sont plus élevés.
- Qualité des services de la santé : Ce centre de santé n'a pas des médicaments en permanence et suffisant. Souvent il y a rupture des médicaments car le Centre santé fonctionne avec ses propres revenus. Aussi des équipements pour les soins ne sont pas suffisants.
Ex : manque des lits, matelas, microscope, pinces, etc.
Suite à ce manque des médicaments en permanence, les infirmiers sont souvent obligés de ne pas administrer la cure qu'il faut.

c. Le logement

- Le niveau d'accès : L'habitat est plus ou moins amélioré car la qualité de la terre permet la fabrication des briques cuites et à dobe. Les maisons sont dans la plupart construites en brique à dobe, seules des personnes isolées construisent par des briques cuites. Les habitations n'ont pas des moyens pour supporter le coût d'un four (bois) afin de se procurer des briques cuites.
- Qualité du logement : Construction sans normes acceptables. Il y a encore des maisons dont les murs sont construits en brique à dobe et couvertes des pailles ou pulpes des bananeraies. Nombreux ont amélioré leur logement avec des toitures couvertes par des tôles.

d. Eau et assainissement

- Niveau d'accès : cinq sources seulement sont aménagées, malheureusement aussi sans aucun traitement. 20 sources ne sont pas encore aménagées. Les femmes mettent environs 6 – 7 Km pour chercher l'eau potable ou atteindre les sources aménagées. Ce trajet oblige la population d'utiliser l'eau du Lac.

e. Voie de communication et moyen de communication

- Types : Deux voies :

* La voie routière : une seule route pouvait relier le Nord au Sud du territoire, mais malheureusement elle est impraticable faute des ponts cassés qui ne peuvent être construits que par un appui extérieur. (Ce sont surtout les ponts de KINGA, CHIKOMA, WEKABULO). D'autres routes secondaires qui relient les villages ou les groupements ne sont pas aménagées.

* La voie lacustre : relie l'île, et met en contacte les habitants de l'île d'Idjwi avec les villes de Bukavu, Goma, et le pays du Rwanda.

Malheureusement la voie lacustre n'a pas un moyen de transport sûr. Seule les botes sont utilisés mais présentent des risques de noyades. D'autres se déplacent par pirogue à rame.

* Le réseau de communication CELTEL et VADACOM permet aussi aux paysans d'utiliser les téléphones pour la communication.

- Qualité : la voie routière est impraticable à cause des ponts cassés et d'autres coins non aménagés par manque des outils qui permettent d'aménager ces routes secondaires et mêmes principales. La voie lacustre manque des bateaux qui sont les moyens sûrs et sécurisants (moins de risques de noyade).

f. Les marchés Un seul marché de CHIKOMA est organisé sur le site. Ce marché est non construit et il n'y a pas de dispositifs sanitaires.

g. L'énergie : L'énergie utilisée dans le territoire est :

- Le bois de chauffe pour éclairer la maison
 - La lampe artisanale (Kapagani)
 - D'autres qui ont les moyens utilisent l'énergie solaire à base des panneaux solaires.
- Les maison ou institutions comme l'hôpital, les paroisses utilisent les groupes électrogènes.

CONCLUSION

Les services sociaux et les infrastructures présentent des difficultés et problèmes suivants :

- Les C.S sont insuffisante
- L'hôpital général très éloignées du C.S (\pm 20 km) pour le cas de transfère.
- Les médicaments sont insuffisants au C.S
- Sur 8 C.S seuls 3 ont de maternité (Lumala, CBCA et Kihumba)
- Les écoles mal construite, non équipée
- Paiement de la prime par les parents
- Les maisons non éclairées par le courant électrique
- Insuffisance de l'eau potable faute des ponts.
- Manque des bateaux pour le désenclavement de l'île d'Idjwi
- Les tracasseries et rançonnement chez les usagers des marchés et des moyens de transport.

II.4. LA PAIX ET GOUVERNANCE

a. La gouvernance locale et auto promotion

- Les instances locales de décision : Le site CIKOMA regroupe cinq localités dont : KAGUSHU, NGULA, KASHIRABOBA, KISHEKE. Les localités dirigées par les chefs de localité nommées par le Mwami, il en est de même pour les chefs de groupements.
- Les critères de nomination des dirigeants : Les critères ne sont pas définis pour la nomination des dirigeants à la base. Depuis la collectivité jusqu'au quartier le Mwami nommé et apprécié par le chef de groupement.
- Au niveau de la chefferie : Tribunal principal

- Au niveau du territoire : Il y a un tribunal du territoire

En cas de désaccords, le dossier est transféré à une autre instance judiciaire plus compétente

b. Dynamique communautaire

Au niveau du site, les associations de développement ne sont pas très actives, mais il y a des groupements des paysans animés des bonnes initiatives. Ici, les églises les plus dynamiques sont : Catholique, Protestante, Kimbanguiste. Elles investissent plus dans les écoles, alphabétisation, le reboisement, la santé, formation (séminaire, conférence)

c. Accès aux médias

Seule la radio OKAPI est captée au niveau du site. Ce qui aggrave l'enclavement au niveau du site.

d. Initiative privée et gouvernance

Les initiatives de la population sont bloquées ici par les tracasseries administratives sous différentes formes (arrestations arbitraires, taxes illégales). Selon les interviews beaucoup d'entrepreneurs privés quittent le milieu à cause de ces tracasseries pour évoluer ailleurs où ils peuvent opérer en toute sécurité.

II.5. VISIONS ET STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

a. Forme de l'Etat et gouvernance

Selon les consultés la bonne gouvernance suppose :

- Elections libres, transparentes, démocratiques à tous les niveaux.
- La séparation entre l'administration et la coutume
- La participation de la population à la prise de décision
- Un Etat unitaire décentralisé
- Paiement d'un salaire suffisant et régulier des agents de l'Etat.

- Escale des bateaux et bac à tous les quais du territoire
- Construction des ponts
- Electrification du territoire
- Vulgarisation des techniques culturelles modernes
- Création d'une école de pêche
- Création d'une usine d'ananas.

RAPPORT JOURNALIER / SITE CHIKOMA
DU 26 / 11 /2004.
DUREE : 8 heures (8 h 00 – 16 heures).

I. PARTICIPANTS

I.1. EQUIPE MARP

- KALEGAMIRE RUZIGANA : Superviseur
- BIRINGANINE BULAKALI : Rapporteur
- KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice
- Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint.

II.2. CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	KATAMBARA PENDEZA	Cultivatrice	BULEGA
02	SHAMAVU LIVINGISTON	Président des pygmées	MAFULA
03	BAFAKUKURA RISUMIZI	Pasteur 8 ^e CEPAC	KISHEKE
04	LAGRIS ROHOGO	Président du comité des parents	LUKONDE
05	SAUTI KANYANTIBIRI	Agriculteur	KAGUSHU
06	MAPENDANO MUHIGIRWA	Représentant ONG locale	KAGUSHU
07	MURAGI MATERANYA	Président comité santé / C.S. Misimbwe	KAGUSHU
08	SHOMBANA RUTAKUBAGANA	Agent de l'état	MAFULA

II. OUTILS : interview individuelle (S.S)

III. INFORMATIONS RECOLTEES

III.1. Perception locales de la pauvreté vulnérabilité et bien-être

III.1.1.1 Définition et concepts

Au niveau individuel sur 4 interlocuteurs intervenus un a défini la pauvreté comme étant un retard mental pour autant qu'on peut avoir beaucoup des biens sans améliorer ses conditions de vie.

III.1.1.2. Au niveau du ménage, la pauvreté signifie incapacité de subvenir aux besoins vitaux, manque de nourriture, incapacité de supporter le coût des soins, de scolariser les enfants, de se faire loger 'une façon confortable. Pour d'autres, la pauvreté signifie manque ou insuffisance matérielle : manque ou insuffisance des terres, du bétail.

III.1.1.3. Au niveau de la communauté : La pauvreté signifie manque de moyens de transport, voies de communication difficilement accessible : seule route principale sans pont, la voie lacustre sans ports. Il faut ajouter aussi l'insuffisance des infrastructures sanitaires bien construites et équipés, des infrastructures scolaires.

III.1.1.4. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

- Multiplicité des taxes de l'Etat (tracasserie), rançonnement...)
- Haine, source des fausses accusations judiciaires
- L'enclavement de l'île d'Idjwi
- Manque d'emploi
- Fuite de cerveaux, répartition inégale du travail : la femme agricole est surchargée

III.1.2. Indicateur de la pauvreté

- Habitat non amélioré, manque d'un logement décent

- Etat de santé précaire (amaigrissement, habillement en lambeau, sans chaussures)
- Difficulté de nourrir son ménage
- Manque de bétail
- Quand on n'a pas d'enfants qui étudient

III.1.3. Problèmes majeurs de la pauvreté

- Circulation monétaire très faible faute des salaires
- Les conflits fonciers
- La monoculture de manioc
- La déforestation : réserve forestière Nyamusisi en disparition
- Energie électrique inexistante
- Marchés locaux non construits
- Les associations sont abandonnées à leur triste sort par manque d'appui de l'île à partir de ISHUNGU.

III.1.4. Stratégies

- Restauration d'un Etat responsable : payer le salaire, lutter contre l'inflation
- Emploi des femmes
- Vulgariser une diversité des cultures avec des techniques agricoles modernes
- Construction des ports pour attirer l'accostage des bateaux beaucoup plus sécurisant
- Le financement des associations de développement
- Le Remboursement, construction des marchés

II.2. SERVICE SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

II.2.1. Education

Les quelques écoles existantes sont en état de délabrement ou embryonnaire car découlent de l'initiative des pauvres parents. Ces écoles sont généralement construites en matériaux semi-durables (briques à dobe), sans ouverture, sans pavement, non crépues et ne respectent pas les normes pédagogiques.

En plus de ce qui précède, ces écoles ne sont pas équipées et manquent du personnel qualifié faute de motivation (fuite des cerveaux)

III.2.1.1. Stratégie

- Salaire suffisant du personnel enseignant afin d'attirer les qualifiés et d'éveiller la conscience professionnelle
- La construction et réhabilitation des écoles
- L'équipement des écoles

III.2.2. Santé : Un seul centre de santé construit en brique à dobe par la population existe sur le site.

a) Problèmes majeurs de la santé

- Le seul centre ne donne pas accès facile à la population compte tenu du trajet
- Le centre est insuffisamment équipé et approvisionné en médicament de première nécessité
- Le trajet entre le centre de santé Misimbwe et l'hôpital général de référence de Monvu est long (à 20 km)
- Le moyen de transport est inexistant pour le transfert des malades (ambulance, bateau)
- Sur les 8 centres de santé de la collectivité Rubenga, 3 seulement ont de maternité (LUMALA, CBCR, KIHUMBA)
- Le bâtiment est construit en matériaux semi-durables
- Le centre n'est pas approvisionné en eau potable
- La monoculture de manioc est source de la mal nutrition du fait d'entraîner la disparition d'autres cultures (haricot, soja, arachide, etc.)
- Le coût des soins médicaux est non accessible à la population du fait de la rareté des médicaments essentiels
- L'auto médication, l'accouchement à domicile...
- Attachement exagéré aux valeurs ancestrales nuisibles à la santé (conception selon laquelle certaines maladies ne sont pas curables par la médecine)

b) Stratégie

- La sensibilisation de la population afin d'abandonner l'accouchement à domicile, l'auto médication
- Changement de mentalité
- Inviter l'Etat à la prise en charge des institutions sanitaires afin de réduire les coûts de soin : construction, approvisionnement en médicaments essentiels, motivation du personnel, équipement (2 ambulances pour le transport des malades dont 1 pour la collectivité, Rubenga et une autre pour la collectivité Ntambuka.
- La réalisation de adductions d'eau potable.

III.2.3. Le logement

a) Niveau d'accès

Le habitat est plus ou moins amélioré car la qualité de la terre permet la fabrication des briques adobes et actuellement des briques cuites à partir des revenus gagnés de la vente de manioc.

b) Problème de l'habitat

- La plupart des maisons sont inachevées suite à l'état de pauvreté : les maisons sont en général sans ouvertures (fenêtres, portes), non crépies, sans pavement, et les dimensions ne correspondent pas aux besoins et à la taille de la famille.
- Les maisons sont insuffisamment équipées : mobiliers modestes (je commence la vie, lit artisanal dans certains ménages, seuls les parents ont droit au matelas, les enfants utilisent les nattes.
- Les maisons sont éclairées par des moyens très précaires : lampe artisanale (Koroboyi), lampe tempête. D'autres ménage utilisent seulement la lampe torche faute des moyens de se procurer chaque jour du pétrole
- La construction est purement rurale : sans plan architectural, réalisée par des personnes non formées en maçonnerie.

c) Stratégie

- Financement de l'agriculture (crédit agricole), stabilisation monétaire afin d'augmenter le revenu de l'agriculteur.
- Appui technique de la population en matière de construction.

III.2.4. L'eau et assainissement

a) Niveau d'accès : 5 sources seulement sont aménagées. Il en reste encore 20 qui ne sont pas encore aménagées. La population font environs 4 à 5 km pour atteindre les sources aménagées, la population n'est pas desservie par adduction gravitaire. Ce trajet oblige parfois la population à utiliser l'eau du Lac responsable des maladies des mains sales : choléra, dysenterie bacillaire, verminose.

III.2.5. Les marchés

a) Niveau d'accès : un seul marché : (marché de CIKOMA) est organisé sur le site. Il figure parmi les plus grand du territoire et s'organise une fois par semaine (le samedi). Il se situe sur la limite entre Idjwi Nord et Idjwi Sud. Les cossettes de manioc restent le produit le plus rencontré dans ce marché. En plus des insulaires, les commerçants en provenance de Bukavu, de Kabare (Ishungu), de Kalehe y accèdent par la voie lacustre utilisant des pirogue motorisées responsables de plusieurs cas de noyade.

b) Qualité : Le marché de CHIKOMA n'est pas construit. Les commerçants exercent leurs activités sous les intempéries (soleil, vent, pluies). Construite en stick de bois. Ce marché est sans eau ni latrines, les conditions d'hygiène sont donc déplorables.

III.2.6. Les voies et moyens de communication

Une seule route principale relie Idjwi Nord et Idwji Sud. A son état actuel, la route n'est plus praticable car les ponts CHIKOMA, KANIGA et WEKABULO ne sont pas aménagés. Ceci signifie que cette route ne donne pas accès aux véhicules.

L'insulaire d'Idjwi pour se déplacer utilise aussi la voie lacustre mais avec des moyens non adaptés responsables de noyade : pirogue en planche motorisée. La coopération Allemande avait mis à la disposition de cette population un Bac afin de

réduire le cas d'accident, mais actuellement ses objectifs en faveur des insulaires est détourné par la société office de route. A ce jours le Bac est au service de l'armée et constitue une source de revenu pour l'office de route. Il navigue su Bukavu – Goma sous escale sue l'île Idjwi.

III.2.7. Energie

Le bois de chauffage, le pétrole, les piles batteries, les panneaux solaires, constituent les principales sources d'énergie utilisées à Idjwi. En ce qui concerne le bois, l'accès est devenu très difficile suite au déboisement : upso facto, la réserve forestière de Nyamasisi est en disparition et est transformée en habitat en champs. Les autres sources d'énergie : pétrole, piles, batteries, panneaux solaires sont utilisés par une minorité possédant des étendues importantes de manioc, de caféier, de bananier. L'électricité est inexistante dans le milieu avec comme corollaire l'exode rural, le sous-développement des centres d'attractions (pôles de développement).

III.2.8. La paix et gouvernance

a) La gouvernance locale et auto - promotion

- Les instances locales de décision

Le site CHIKOMA regroupe 5 localités : KAGUSHU, NGULA, KASHIMABOBA, KISHEKE, Ces localités sont dirigées par les chefs de localité nommées par le Mwami sans mandat. Il en est de même pour les Chefs de groupement. Les critères de nomination ici ne sont pas définis.

b) Les dynamiques communautaire

- Au niveau du site, nous avons identifier les Eglises CEPAC, Catholique, Kimbanguiste exerçant diverses activités de développement en faveur de la population : écoles primaires et secondaires, alphabétisation, commission justice et paix. Il convient aussi de signaler l'existence des quelques initiatives de développement mise en place par la population (routes, agriculture et élevage)

c) Accès aux médias

Dans ce domaine précis, la population capte surtout la radio Okapi de la MONUC

d) Administration de la justice

Ce domaine est hiérarchisé. En cas de conflit, les parties s'adressent d'abord à la commission justice et paix initiative de l'arrangement à l'amiable en famille. Encas de désaccord, le dossier est transféré au tribunal du territoire ou d la collectivité pour finir au parquet.

e) Mobilisation des ressources locales

Les subventions de la province, les recettes fiscales ne profitent qu'aux seules instances de décision. En cette matière la population est totalement exclue du fait qu'il n'existe aucun système de contrôle, ni de suivi dans la gestion de la chose publique. En matière fiscale, la population au lieu d'être bénéficiaire, elle est plutôt victime des tracasseries à travers une prolifération des taxes souvent illégales et dont les recettes ne remplissent pas l'intérêt général mais au contraire de l'autorité. La corruption, le détournement, la mauvaise gestion, la loisivté sont des traits caractéristiques des instances locales de décision. Ces maux s'accroissent du fait de l'irresponsabilité de l'Etat.

III.2.7. Les visions pour la réduction de la pauvreté

a) Forme de l'état

Notre interviewé a proposé la décentralisation qui fait participer la base à la gestion de la chose publique.

b) Les élections

Que les élections soient libres et transparentes et organisées à la date fixée, c'est-à-dire en juin 2005 afin de réduire la pauvreté.

En guise de conclusion, il convient de souligner que cette 1ère journée de travail au sein du site a porté sur les interviews individuelles.

RAPPORT JOURNALIER / SITE CHIKOMA**DU 28 / 11 /2004.****DUREE : 8 heures (8 h 00 – 13 heures 40).****I. PARTICIPANTS****I.1. EQUIPE MARP**

- KALEGAMIRE RUZIGANA : Superviseur
- KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice
- Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint.

I.2. CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	NOELA MAGENDO	Agricultrice	KIBANDA
02	KAHAMA VUMILIA	Agricultrice	MAFUTA
03	BAGEHYA EMMANUEL	Pêcheur	LWEZA
04	MASTAKI KAMUNGU	Agriculteur	KAGUSHU

II. OUTILS : - Interview

- Observation

III. INFORMATIONS RECOLTEES**Thème 1 : Perception locale de la pauvreté****A.1. Définition et concepts :**

- Au niveau individuel : Les deux interlocutrice interviewées ont défini la pauvreté comme étant le manque de possibilité ou moyens de se procurer de la nourriture, de semences, des outils aratoires, de habits ect.
- Au niveau du ménage : La pauvreté est définie par nos deux interlocutrices du jour comme étant l'incapacité du responsable de subvenir à tous les besoins de membres

constituant le ménage. A la question de savoir qui peut être considéré comme étant dans notre milieu, nos interlocutrices nous ont répondu dans la manière suivante :

Etre riche :

- Avoir un bateau ou bots, une maison confortable, capable de faire étudier tous les enfants, de les nourrir suffisamment. Elles ont ajouté en disant qu'après la sortie de l'île de Monsieur Jules BIBENTYO et BOSCO BALEGAMIRE KALINDA, qui dès lors étaient considérés comme grands riches du milieu, l'on considère les agents et fonctionnaires de l'Etat comme étant riches car on les voit toujours avec des cartables et sachets contenant quelque chose chaque jour de marché.
- Au niveau de la communauté : La pauvreté est conçu comme étant le manque de projets de développement, le manque de moyens de transport, manque de routes.

A.2. Grands problèmes liés à la pauvreté

- Manque de crédits
- Manque de semences améliorées et diversifiées
- Manque de moyens de transport (1 seul bot à CHIKOMA)
- Insuffisance de formations sanitaires
- Manque des outils aratoires
- Appauvrissement du sol
- Tracasserie administratives

A.3. Causes de la pauvreté

- Manque d'ONG de développement qui encadre les activités paysannes
- l'Etat a failli à ses responsabilités.

Thème 2 : Activités de subsistance

A.1. Sources majeures de revenus

- Activité de survie
- Agriculture
- Elevage
- Petit commerce

- Pêche (pêcheurs en petit nombre)
- Aspect genre dans l'exécution des activités
- Agriculture : Les activités sont en grande partie délaissées à la femme
- Elevage : Le travail se fait en commun entre les membres du ménage (homme, femme et enfants)
- Petit commerce : Exécuté par l'homme et la femme
- Pêche (pêcheurs en petit nombre : Activité uniquement réservées au sexe masculin.
- Stratégie de lutte contre la pauvreté
- Disponibilisation des moyens de transport terrestre et lacustre
- Disponibiliser des crédits pour les petits commerces
- Approvisionnement des agriculteurs en intrants agricoles
- Vulgarisation des techniques culturales modernes
- Création des écoles de pêche.
- Stratégie tentée au niveau de la base
- Regroupement en associations locales de développement autour de l'agriculture et de l'élevage.

RAPPORT JOURNALIER / SITE CHIKOMA
DU 28 / 11 /2004.
II° FOCUS - GROUP
DUREE : 8 heures (8 h 00 – 16 heures 00).

I. PARTICIPANTS

I.1. EQUIPE MARP

- KALEGAMIRE RUZIGANA : Superviseur
- KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice
- Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint.

I.2. CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	MARHEGANE Albert	Préfet Inst. MUSIMBWE	MAFULA
02	Pascal BURUMANGA	I.T. C.S. MISIMWE	KAGUSHU
03	SAFARI KASISI	Président des animateurs	MAFULA
04	CHAMUTU Sylvain	Agent de l'Etat et pdt. Du marché CHIKOMA	KAGUSHU

II. OUTILS: - Focus – group

- Interview
- Observation.

III. THEME : LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

III.1. Education

- Etat de lieu

*** Accessibilité par rapport au coût :**

- On privilégie les garçons à cause de manque de moyens pour scolariser beaucoup d'enfants.

- Dans les familles très pauvres, même sont exclus de l'école faute de prime
- Les parents ne supportent plus que leurs enfants reprennent les classes par crainte de la prime
- La prime en soi n'est pas élevée : elle est de 1 \$ par mois à l'école primaire et de 2,5 \$ à 3 \$ par mois à l'école secondaire

* Accessibilité par rapport à la disponibilité des écoles :

- Les écoles sont disponibles (suffisantes)

* Constructions : Elles sont construites (semi-durables ou durables ne respectant pas les normes requises).

* Qualité de l'éducation :

- A l'école primaire, les enseignants sont qualifiés.
- A l'école secondaire ils sont la plupart sous qualifiés
- Néanmoins un participant a soutenu que la qualité de l'enseignement n'est pas mauvaise. Pour preuve, il a dit que les résultats au test de fin d'études primaires et celui des examens d'Etat pour le secondaire sont d'habitude satisfaisants à Idjwi.

* Grands problèmes liés à l'enseignement :

- Enseignants non payés
- Manque de manuels scolaires
- Bâtiments mal construits
- Gestion par les communautés religieuses : subjectivité dans l'engagement.

* Stratégie :

- Prise en charge de l'éducation par l'Etat (paiement salaire suffisant aux enseignants, contrôle des programmes et des engagements dans les écoles conventionnées et privées).

III.2. Santé

- Etat de lieu
- Les centres de santé ne sont pas bien construits

- Les centres de santé sont sans équipements (lits, matelas inexistant).
- Insuffisance des médicaments et parfois il y a rupture de stocks.
- Accessibilité
 - Insuffisante compte tenu du long trajet à parcourir par les malades (8centres de santé et 1 centre hospitalier dans toute la partie Nord de l'île.
- Coût des soins
 - Il est de 1 \$ par personne pour les soins ambulatoires (consultation + médicaments) considéré comme étant cher à cause de la pauvreté de la population. Comme conséquence, les centres de santé enregistrent beaucoup de dettes.
- Qualité du personnel
 - Les responsables (I.T) sont soit de niveau A1 ou A2 expérimentés.

III.3. Eau et assainissement

L'eau potable n'est pas disponible. Existence d'une seule adduction dans la partie Nord qui desservit le centre de Bugarula.

- Par rapport à l'assainissement, il y a organisation des travaux communautaires au niveau des villages pour l'entretien des routes et sentiers.
- Existence des latrines familiales mais pas des latrines publiques dans les marchés

* Grand problèmes en rapport avec la santé, l'eau et l'assainissement

- Centres de santé mal construits et non équipé
- Insuffisance d'approvisionnement en médicament
- manque d'eau potable
- Personnel médical non payé
- Non existence des latrines dans les marchés
- Malnutrition au sein de la population

III.4. Marché

- Accessibilité : Suffisant car 3 vers la côte Ouest et 2 vers la côte Est de l'île. Ce sont des marchés créés après avis des commerçants eux-mêmes.
- Entretien : Il y a des gens chargé de l'entretien dont le paiement est à charge de vendeurs
- Qualité : Non construits.

III.5. Transport et communication

- les seuls moyens de transport lacustre sont les bots motorisés et les pirogues à rames.
- La qualité de ces deux moyens de transports présente des risques énormes (noyades).
- Par rapport aux routes, une seule route en très mauvais état relie les deux chefferies du territoire d'Idjwi. Actuellement les ponts CHIKOMA et KINIGA étant cassés, la route principale est devenue impraticable. Il y a aussi des routes secondaires et des pistes qui relient les villages. Elles sont utilisées par les piétons.

III.6. Energie

- Seule l'énergie solaire est utilisée grâce aux panneaux solaires dans des centres de santé et chez certains particuliers qui en ont la possibilité

* Grands problèmes par rapport au points III.4., III.5. et III.6.

- Multiplicité des taxes
- Marchés non construits
- Manque de latrines publiques
- Insuffisance de moyens de déplacement
- Mauvaise état des routes

* Stratégies

- Réduction des taxes de l'Etat sur les marchés
- Disponibiliser les bateaux de la SNSS et le Bac Lac Kivu pour le désenclavement d'Idjwi

- Construction d'une centrale hydroélectrique avec la chute de la rivière TAMA et ou transporter les courant électrique du réseau SNEL.
- Reconstruction des ponts cassés.

RAPPORT JOURNALIER / SITE CHIKOMA
DU 28 / 11 /2004.
III^e FOCUS - GROUP
DUREE : 8 heures (8 h 00 – 16 heures 00).

. PARTICIPANTS

I.1. EQUIPE MARP

- KALEGAMIRE RUZIGANA : Superviseur
- KITUMAINI BIHINDA : Facilitatrice
- Claude KAWAYA : Facilitateur adjoint.

I.2. CONSULTES

N°	Nom et post-nom	Qualité	Village
01	CINYABUGUMA MULONDA	Pasteur Kimbanguiste	KIBANDA
02	MANENO NUNUIKANE	Représentant ONG local	KIBANDA
03	MAPENDO MANEGABE	Représentant commerçants	KISHEKE
04	ABUNUASI LWAMIRA	Elu du peuple	MAFULA

II. OUTILS : - Interview

- Observation.

III. THEME : PAIX ET GOUVERNANCE

- Constat sur la gouvernance locale
- Les cadres dirigeants de différents services administratifs ne sont pas formés dans les secteurs qu'ils contrôlent
- Tracasseries et rançonnements administratifs et surtout policiers

- Accession à l'instance de décision
 - Nomination des cadres et agents subalternes par la hiérarchie supérieure sans consultation de la base

- Structures judiciaires
 - Comités de base au niveau des villages
 - Tribunal secondaire au niveau du groupement
 - Tribunal principal au niveau de la chefferie
 - Tribunal du territoire au niveau du territoire
 - La population n'est pas satisfaite par la manière dont les différentes structures résolvent les conflits. Elle estime ainsi que la corruption exagère.

- Gestion e la chose publique
 - Mauvaise gestion de la chose publique car malgré les multiples taxes payées par la population, aucun impact social ne s'observe autour d'elle d'autant plus que même les agents et fonctionnaires de l'Etat ne reçoivent pas des primes telles que prévues dans les prévisions budgétaires. En plus aucune action ne faite en faveur des écoles et des hôpitaux.

- Sécurité des personnes et des biens

Celle-ci est assurée par la nature grâce à la situation géographique qui a placé l'île

d'Idjwi en plein cœur du Lac Kivu.

* Tracasserie :

- Arrestation arbitraire
- Extorsion des biens de la population
- Convocation payable à raison de 1 \$ et 10 \$ pour mandat d'amener, dont 5 \$ pour le déplacement des policiers et 5 \$ comme frais de mandat d'amener souvent a envoyé sans avoir préalablement lancée 3 convocations.

- Grands problèmes en rapport avec la paix et la gouvernance

- Tracasseries et corruption

- Manque de formation des agents de l'Etat
- Mégestion des biens publics
- Les mandataires du pouvoir public ne s'occupent du bien être social de la population
- Paiement de la prime aux enseignants par les parents
- La non démocratisation des structures étatiques

III.2. Vision pour la réduction de la pauvreté

- Souhait des élections à tous les niveaux pour éliminer les médiocres
- Organisation de sessions de formation à l'intension de toute l'administration
- Paie des salaires aux fonctionnaires et agents de l'Etat
- Vulgarisation des techniques culturales modernes par des agronomes bien formés
- Cession de terres vacantes des plantations d'Idjwi à la population
- Déplacement des gens de régions à forte densité vers les milieux non encore occupés
- Aménagement des sources d'eau potable et réalisation des adduction d'eau.
- Organiser un système d'ajustement des prix des produits locaux par rapport aux produits manufacturés.
- Mettre sur pied un système de crédits agricoles.

MATRICE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE CHIKOMA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage
Le territoire est enclavé	<ul style="list-style-type: none"> -Le territoire d'Idjwi est entouré d'eau (est une île). -Les bateaux SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi. -La route principale qui relie le Nord au Sud du territoire est impraticable 	<ul style="list-style-type: none"> -Les noyades fréquentes des gens sur le lac. -Les initiatives des commerçants sont étouffées Augmentation Des veuves, veufs et orphelins à cause des noyades. 	Désenclaver le territoire d'Idjwi.	Disponibiliser des bateaux permanents qui font des escales sur tous les ports d'Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser l'autorité provinciale. Construction des ports Construction des ponts Construction de 4 ports à l'Ouest et 2 ports à l'Est. 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernorat de province -Le territoire Les deux chefferies du territoire. -La SNCC. -L'équipe technique de construction des ports. -La population locale. 	<ul style="list-style-type: none"> -Les 4 ports Kashofu, Kihumba, Monvu et Bugarula du côté Ouest et les 2 ports Nkuvu et Shayu du côté Est sont construits. -Escale des bateaux 2 fois par semaine sur les ports. -Les 3 ponts sur la route sont construits (Kiniga, Wekabulu, Musheke) 	<ul style="list-style-type: none"> La guerre L'absence du financement L'accord de l'autorité provinciale.
L'électricité est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> Le développement socio-économique freiné. Manque des services variés. Impossibilité d'installer des usines à Idjwi. Difficulté de faire fonctionner les moulins, appareils 	Electrifier le territoire d'Idjwi.	Electrification par raccordement au courant SNEL en provenance de Bukavu via Kabonde	<ul style="list-style-type: none"> Lettre au gouvernement. Lettre au PDG/SNEL. Sensibilisation de la population Construction d'une centrale hydroélectrique 	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernement Province Territoire SNEL Population locale 	<ul style="list-style-type: none"> 40% de la population utilise le courant Le courant disponible à Kashofu, Monvu et au chef-lieu du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> La guerre Que le gouvernement accepte le projet.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage
		électroménagers et électroniques.		à la chute de la rivière Tamaa dans Nyamusisi.	Cfr technicien SNEL.			
Baisse de la production agricole	Rareté des terres Manque d'encadrement technique agricole.	Monoculture des maniocs Malnutrition	Développement de l'agriculture : accroissement de la production agricole.	Vulgarisation des techniques culturales Disponibilisation d'intrants agricoles	Formation des agronomes Formation des moniteurs agricoles Sensibilisation de la population Déployer les agronomes sur le terrain.	Gouvernement Ministère de l'agriculture Population locale Agriculteurs	Les cultures sont diversifiées d'ici décembre 2006.	La guerre Que le gouvernement accepte le projet.
La route principale est impraticable	Les ponts ne sont pas construits La route n'est pas entretenue. Manque des matériels d'entretien mécanique des routes	Le déplacement à l'intérieur est difficile Le Nord est coupé du Sud du territoire.	Réaménager la route reliant le Nord au Sud du territoire	Construction des ponts ; Aménager la route Disponibiliser les outils d'aménagement des routes aux ONG locales Instruire les	Construction des ponts Aménager les routes Entretien des routes	Gouvernement -Population locale.	Les 3 ponts importants (Kiniga, Wekabulu, Musheke) sont construits d'ici décembre 2005 Les véhicules passent facilement sur la route d'ici décembre 2005	Guerre Les fonds non disponibles Le gouvernement n'accepte pas la réalisation de ce projet.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage
				services de l'Office des routes.				
Les centres de santé sont insuffisants	L'Etat n'a plus construit les centres de santé depuis l'indépendance	Accroissement du taux de mortalité Noyade des malades qui vont se soigner au Rwanda Automédication de la population.	Amélioration de la santé de la population	Construction des centres de santé supplémentaires	Engager les ingénieurs de construction Construction proprement dite Equiper et engager le personnel L'Etat Population La zone de santé	1 centre de santé par village est disponible 1 centre hospitalier par groupement		Qu'il n'y ait pas de guerre Que le gouvernement accepte le projet

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
DSRP/SUD-KIVU
TERRITOIRE D'IDJWI

RAPPORT DES CONSULTATIONS PARTICIPATIVES POUR
L'ELABORATION DU DOCUMENT DES STRATEGIES
POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE
DSRP

SITE BUNYAKIRI

DU 30 NOVEMBRE AU 03 DECEMBRE 2004

PLAN

Chapitre I. INTRODUCTION

I.1. BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE

I.2.1. Programme des consultations

I.2.2. Composition de l'équipe

I.2.2.1. Les animateurs (MARF)

I.2.2.2. Les consultés

I.2.3. Les outils utilisés

Chapitre II. THEMES ET RESULTATS DES CONSULTATIONS

II.1. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE

1.a. Définition de la pauvreté

Au niveau individuel

Au niveau du ménage

Au niveau de la communauté

Le bien-être

1.b. Causes de la pauvreté

1.c. Dimension genre dans la pauvreté

II.2. LES ACTIVITES DE SUBSISTANCE

2.a. Les sources majeures de revenus

Les activités de survie

Aspect genre dans l'exécution des activités

Les grands problèmes dans les activités de subsistance

II.3. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

3.a. L'éducation

Le niveau d'accès

Le coût de l'éducation

Qualification des enseignants

Qualité

3.b. La santé

Qualité du personnel

Qualité des soins

3.c. L'habitat

Niveau d'accès

Qualité

3.d. L'eau et l'assainissement

Qualité

Niveau d'accès

3.e. Voies de communication

Voie routière

Voie lacustre

Communication téléphonique

3.f. Les marchés

Niveau d'accès

Qualité

II.4. PAIX ET GOUVERNANCE

Mode d'accession au pouvoir

Structure de résolution des conflits

Chapitre I. **INTRODUCTION**

I.1. BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE

Le but et les objectifs des consultations participatives organisées dans le site Bunyakiri sont les suivants :

Expliquer et comprendre les caractéristiques et les causes de la pauvreté

Connaître les priorités des communautés de base pour leur propre développement

Choisir les actions qui ont plus d'impact sur l'amélioration des conditions de vie de la population

Définir avec la base les indicateurs de suivi au moyen d'instruments participatifs

Concevoir et élaborer un document des stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

I.2. ORGANISATION DES CONSULTATIONS DANS LE SITE BUNYAKIRI

Comme dans les deux premiers sites, les consultations dans le présent site ont porté sur deux sortes d'interview dont l'interview individuelle et les focus group (3). Elles se sont déroulées pendant 4 jours.

I.2.1. PROGRAMME DES CONSULTATIONS

Les consultations qui ont durée quatre jours étaient programmées de la manière suivante : du 30/11/2004 au 3/12/2004

1^{er} jour : interview-group constitué de 4 personnes

2^{ème} jour : focus-group constitué de 4 personnes

3^{ème} jour : focus-group constitué de 4 personnes

4^{ème} jour : focus-group constitué de 4 personnes

Ce qui fait que l'équipe Marp a eu à rencontrer 20 personnes dans ce site durant les 4 jours de consultation.

I.2.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE

Les animateurs en équipe Marp

N°	Nom et post-nom	Qualité
01	KALEGAMIRE Ruzigana	Supeviseur
02	BIRINGANINE Bulakali	Rapporteur
03	Lucie KITUMAINI Bihinda	Facilitatrice
04	Claude KAWAYA	Facilitateur adjoint

Les consultés

En interview individuel

N°	NOM ET POST-NOM	QUALITE DES P.P.	VILLAGE
01	Justin BUNVIKANE	Cultivateur	Nkola
02	FAIDA M'PAOLO	Cultivatrice	Bweshu
03	Léonard KAGULU M.	Pygmée (Handicapé)	Bushonga
04	MUHIGIRWA Rutakemwa	Chef de groupement a.i.	Bunyakiri
05	SHABISHIMBO Nyantwaza	Comité des Parents	Bweshu
06	MUNGUIKO Kamungu	Association ABECOM	Bweshu
07	Athanase BIKITO	Pasteur Frères de Jésus	Mulamba
08	André SINDAMBIWA	Représentant Comité de santé	Nkola

En Focus-group

1er Focus-group (01/12/2004)

N°	NOM ET POST-NOM	QUALITE DES P.P.	VILLAGE
01	BUCHKABIRI Denis	Cultivateur	Nkola
02	BYACHANDA Mastaki	Pêcheur	Bukinanyana
03	MASHUKANO Balagire	Cultivateur	Bweshu
04	NABAKONGO M'Mahusi	Cultivatrice	Bweshu

2è Focus-group (02/12/2004)

N°	NOM ET POST-NOM	QUALITE DES P.P.	VILLAGE
01	KAJIBWAMI Lipandasi	Président Comité de Santé	Bushonga
02	AKILI Zahinda	Chef de localité Bushonga	Bushonga
03	DODO NKINGI Polepole	Président des Armateurs	Kishumbu
04	Déo NGANGURA NZ.	Préfet Institut Bulege	Mulamba

3me Focus-group

N°	NOM ET POST-NOM	QUALITE DES P.P.	VILLAGE
01	Isidore NYANTWAZA	Pasteur chapelle Bweshu	Kishumbu
02	Emile BIZOBAVAHO	ONG Héritier de la Justice	Bunyakiri
03	KARUMBA Rukara	Commerçant	Mulamba
04	Isaac CHAMBOKO	Elu du peuple	Nkola

I.2.3. LES OUTILS UTILISES

Interview

l'observation

L'arrangement

l'observation directe

la coupe transversale

Matrice d'analyse du genre

Aperçu historique

matrice de planification stratégique

Chapitre II. THEMES ET RESULTATS DES CONSULTATIONS

II.1. PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE :

1.a. Définition de la pauvreté

Pauvreté

Pour les 9 participants consultés dont 5 en interview individuel et 4 en focus-group, la pauvreté est le manque d'argent et de terres cultivables.

-Au niveau individuel : la pauvreté se définit par l'observation des faits suivants

- . manque d'instruction
- . mauvais habillement
- . mauvais état de santé
- . habitation mauvaise
- . manque de propreté

-Au niveau de ménage : d'après les parties prenantes consultées, l'on conclut qu'un ménage est pauvre quand :

- .les enfants ne sont pas scolarisés
- .il ne dispose pas de terre cultivable
- .il n'a pas d'appui extérieur
- .il habite une maison en chaumes
- .il est incapable de faire soigner les membres
- .ses membres sont mal habillés

-Au niveau de la communauté (villages, groupements...)

A ce niveau, les participants aux consultations estiment que leur village, groupement et ou territoire est pauvre car :

- . les personnes suffisamment instruites se comptent sur les bouts de doigts
- . il ya faible production
- . il n'y a pas d'activités commerciales et ou les petites entreprises privées
- . il y a une démographie galopante
- . la haine règne au sein de la communauté, les membres de la communauté ne sont pas soudés.

Le bien-être : Etre riche pour nos consultés ; c'est avoir :

- une belle maison
- un (des) champs cultivable (s)
- un moyen de transport
- des enfants scolarisés et bien habillés
- la possibilité de bien nourrir ses enfants
- la capacité de faire soigner les enfants
- avoir au moins un domestique

1.b. Causes de la pauvreté

- Manque de moyens de transport
- Manque d'électricité
- Manque et ou insuffisance des terres arables
- Multiplicité des taxes et tracasseries
- Non paiement de salaire suffisant aux agents de l'Etat
- Manque de routes de dessertes agricoles
- Manque d'eau potable
- Faible niveau d'instruction de la population
- Paiement prime des enseignants par les parents
- Manque d'activité de développement

1.c. Dimension genre dans la pauvreté : les participants aux consultations nous ont confirmé que petit à petit les mœurs qui dans le temps plaçaient l'homme à un niveau supérieur par rapport à la femme sont entrain de s'effacer. C'est ainsi que pour la survie de la famille, l'homme, a femme et les enfants sont appelés à conjuguer leurs efforts pour subvenir à leurs besoins vitaux. Evidemment il existe encore dans quelques familles non organisées des hommes (maris) qui se considèrent comme chefs absolus.

II.2. LES ACTIVITES DE SUBSISTANCE :

2.a. LES SOURCES MAJEURES DE REVENUS

*Les activités de survie :

- L'agriculture
- La pêche

L'élevage
 Le petit commerce
 Maçonnerie
 Services de l'Etat

* Aspect genre dans l'exécution des activités

Les participants nous ont confirmé que les travaux en agriculture et en élevage sont réalisées ensemble par les membres de la famille sans distinction aucune. Le défrichage est uniquement réservé aux hommes, le labour à tous les membres du ménage, le semis réservé pour la plupart à la femme ainsi que le sarclage.

En petit commerce, le commerce des denrées alimentaires est fait par les femmes tandis que les hommes s'occupent du commerce des articles divers.

En pêche, quant à elle est une activité réservée exclusivement aux hommes.

* Les grands problèmes dans les activités de subsistance

Manque d'engrais

Manque d'intrants agricoles

Manque de crédit agricoles

Manque de semences diversifiées et améliorées

Manque des produits phytosanitaires

Pratique de la monoculture

Manque des moyens de transport de production vers les centres de consommation

Multiplicité des taxes et tracasseries

Manque d'électricité pouvant faire fonctionner les usines de transformation des produits agricoles.

II.3. LES SERVICES SOCIAUX ET LES INFRASTRUCTURES

3.a. L'Education

-Le niveau d'accès :

. Les écoles primaires et secondaires sont disponibles mais insuffisantes compte-tenu des effectifs d'élèves au sein de celles-ci mais aussi selon les consultés, les options ne sont pas diversifiées à cause du manque des professeurs qualifiés.

Ainsi toutes les écoles secondaires du milieu organisent la section pédagogique.

. L'accès par rapport au coût est insuffisant compte-tenu de la pauvreté de la population qui a difficile à payer la prime à temps aux enseignants, ce qui fait qu'on observe des abandons au milieu de l'année scolaire.

. La prime est de : 2,5 à 3\$ par trimestre et par élève à l'école primaire et 7,5 à 8\$ à l'école secondaire.

-Qualification des enseignants :

. A l'école primaire, les participants nous ont convaincu que les enseignants sont tous qualifiés compte-tenu de leurs niveaux d'études ; D4 avec expérience de longue date et D6 de section pédagogique.

. A l'école secondaire, la plupart sont sous qualifiés car ce sont des D6 qui forment les futurs D6. Les gradués et les licenciés se font rarement voir car ils préfèrent aller travailler ailleurs où ils sont bien rémunérés.

- Qualité de l'enseignement

Selon les consultés, malgré les réussites enregistrées chaque année aux examens d'Etat et aux tests de fin d'études primaires, le niveau d'instruction des enfants a sensiblement baissé car le D6 d'aujourd'hui n'est pas capable de rédiger une demande d'emploi ou tenir une conversation en langue française pendant au moins dix-minutes.

3.b. La santé

Tout le groupement Bunyakiri sur lequel nos consultations ont été focalisées en site dénommé aussi Bunyakiri ne compte que :

- . 1 seul centre de santé de référence (CSR Lumala)
- . 2 centres de santé (C.S) Bushonga et Bunyakiri
- . 1 poste de santé (P.S. Shayo)

Par rapport au nombre et aux grandes distances à parcourir par les malades avant d'atteindre les formations sanitaires, il y a inaccessibilité aux soins médicaux.

Par rapport au coût, les participants aux consultations nous ont fait voir que les soins ne sont pas très chers. Les soins en ambulatoire sont de 0,5\$ pour les enfants et de 0 à 5 ans par individu et de 1\$ par personne pour les adultes.

Par adultes on sous-entend les individus de 5 à x âge.

Après enquêtes auprès des infirmiers titulaires de centres, ces derniers nous ont fait voir que les dettes contractées par les malades restent impayées malgré le coût compte-tenu de la pauvreté (misère) de la population et étant donné le système d'autofinancement de centres de santé, certains malades n'étant pas en mesure de verser une caution pour leurs soins sont souvent refoulés ; ce qui justifie la pratique de l'automédication au village.

Qualité du personnel : le personnel soignant est qualifié en tenant compte des diplômes dont ils sont porteurs ; A1 et A2 pour les postes de responsabilité.

En plus de ces deux catégories, il y a aussi des A3 avec expérience professionnelle.

Qualité de soins : il est à noter que la qualité de soins serait bonne si les formations sanitaires étaient approvisionnées en médicaments régulièrement et si elles étaient bien construites et équipées. A cause du manque des éléments ci-haut cités, la qualité de soins est mauvaise ou insatisfaisante.

3.c. L'habitat :

Après avoir consulté nos interlocuteurs et avec l'observation faite comme outil de travail, nous avons avec ces derniers conclu que l'habitat par rapport au passé tend à s'améliorer car les maisons empisées et couvertes de pailles ne peuvent plus représenter 50% de l'ensemble de l'habitat du groupement Bunyakiri. L'amélioration se fait remarquer car nombreuses maisons sont soit construites en briques adobes, soit en briques cuites et couvertes des tôles ondulées. La seule remarque est le non respect des normes dans la construction car chaque paysan construit sa maison à son propre gré soit par manque d'instruction, soit par insuffisance et ou manque des moyens financiers.

Le niveau d'accès à un bon habitat dépend d'un individu à un autre car la nature a été favorable à la population insulaire d'Idjwi avec le sable, le sol et consort qui peuvent favoriser la population à accéder à un bon habitat.

La qualité de l'habitat est en moyenne bonne car rares sont les familles qui vivent encore dans des maisons (cabanes) construites en pailles.

3.c. Eau et assainissement

Dans le présent site, à part quelques sources d'eau aménagées, il n'y existe aucune adduction d'eau pouvant desservir en eau la population toute entière ; ce qui a poussé nos consultés à confirmer que le niveau d'accès à l'eau potable est insuffisant. Toutefois, nos consultés nous ont fait voir qu'elles s'observent nombreuses sources d'eau potable non captées et qu'il y a moyen d'avoir plusieurs adductions d'eau avec les opportunités offertes par la nature.

3.d. Voies de communication :

Deux types de voies de communication sont possibles dans le milieu à savoir :

* Routière : l'unique route reliant les deux chefferies (Rubenga et Ntambuka) est inaccessible à cause soit des ponts cassés, soit par l'éboulement, les passages sous routes (PSN) bouchés ou encore par les agriculteurs pour chercher à récupérer leurs portions de terre perdues lors du traçage de cette même route.

En dehors de cette route principale, il y a création d'autres routes secondaires avec l'initiative de la population sur lesquelles malheureusement les ponts et les passages sous routes handicapent la praticabilité.

* Lacustre : Boats motorisés et pirogues à rames avec risque de noyade sont les seuls moyens de transport pour la population d'Idjwi. En dehors de ces deux, il y a 1 seul petit bateau privé dénommé Nyamizi qui fait escale à Idjwi 2 fois par semaine (1 fois à l'aller et 1 fois au retour). Aussi on aperçoit des barges destinées au transport du sable vers les centres urbains. C'est ainsi que la population continue à réclamer le Bac Lac Kivu destiné au désenclavement de toute l'île d'Idjwi qui a été détourné par l'Office des routes au détriment de celle-ci. En dehors du bac lac Kivu les bateaux de la SNCC qui faisaient régulièrement escales à Idjwi ne le font plus il ya de cela 4 ans.

Les désenclavement de l'île doit se faire vers les deux côtés ; Ouest et Est.

* Pour la communication sur téléphone mobile, le réseau « CELTEL » arrose la majeure partie de la côte Ouest de l'île et « SUPER CELL » la côte Est mais tous deux n'ont pas encore installé des antennes à Idjwi. Le réseau VODACOM quant à

lui a construit sont antenne mais malheureusement il n'a pas atteint son objectif car, plus de 90% de la superficie de l'île n'est pas couvert par celui-ci.

3.f. Les marchés :

Existence de deux marchés dans le site Bunyakiri dont Kishenyi vers la côte Ouest et Shayo vers vers la côte Est.

*Accessibilité : Non accessible compte tenu de longues distances à parcourir pour les atteindre.

* Qualité : Non construits et avec une insuffisante fréquentation à cause des longs trajets à effectuer avant de les atteindre, non assainis à cause de manque de latrines publiques et d'articles divers ou produits finis.

3.g. Energie :

L'énergie solaire avec des panneaux solaires pour les quelques familles aisées, le bois de chauffage pour la quasi-totalité de la population et le pétrole pour les lampes tempêtes sont là les principales sources d'énergie exploitées par la population pour l'éclairage et la cuisson des aliments.

II.4. PAIX ET GOUVERNANCE

La situation de guerres que vient de traverser notre pays fait qu'il y ait mauvaise gouvernance et manque de paix sur toute l'étendue de la RDC.

*Mode d'accession au pouvoir : les dirigeants accèdent au pouvoir par nomination. Les chefs des groupements et les chefs de villages sont nommés par le chef de chefferie et le mwami d'Idjwi sans consultation de la base.

Les administrateurs quant à ce qui les concerne sont nommés par le gouverneur de province ou par le ministère de tutelle de leur appartenance politique avant le processus de réunification du pays.

* Structures judiciaire :

-Au niveau des villages : nous avons le chef de village entouré des chefs de quartiers et quelques sages (Bashamuka) ou comité de base.

-Au niveau du groupement : le chef de groupement entouré de quelques personnes en conseil de sage ; le tribunal secondaire composé de 4 juges, d'un greffier avec le chef de groupement comme juge président.

-Au niveau de la chefferie : le tribunal principal composé de 4 juges issus de différents groupements, un greffier nommé par le chef de chefferie et le chef de chefferie lui-même comme juge président. En dehors du tribunal principale, il y a aussi un conseil de sages du mwami et chef de chefferie.

-Au niveau de territoire, c'est le tribunal du territoire composé de 4 juges dont 2 en provenance de la chefferie Ntambuka, 2 de la chefferie Rubenga, 1 greffier qui est agent du service de l'Intérieur et l'Administrateur comme juge président du tribunal. En dehors de ces structures, l'Eglise catholique a une autre structure dénommée Commission Justice et Paix (CJP) qui aide dans la résolution des conflits.

II.5. STRATEGIES ET VISIONS POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Désenclavement de l'île d'Idjwi

Electrifier l'île d'Idjwi

Payer les salaires suffisants aux agents des l'Etat

Construire et équiper les écoles

Construire et équiper les centres de santé

Réduire les taxes

Octroyer des crédits aux agriculteurs et éleveurs

Financer les micro-projets

Disponibiliser des bateaux avec escale régulière

Construire des quais d'accostage

Diversifier les cultures.

Matrice de planification stratégique BUNYAKIRI.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Le Territoire est enclavé	Les bateaux de la SNCC et le Bac ne font plus escale à Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives des commerçants sont bloquées avec les pirogues motorisées et surtout non motorisées - Les noyades sont fréquentes dans le lac. - Il y a beaucoup de veufs, veuves et orphelins à cause des noyades 	Le territoire d'Idjwi a été désenclavé	Disponibilisation des bateaux et d'un Bac qui font des escales à Idjwi.	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des quais d'accostage - Sensibiliser l'autorité provinciale 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, gouvernorat de province, chefs d'entités territoriales, collectivités d'Idjwi, représentant de la population locale 	- Les bateaux font escale à Idjwi trois fois par semaine avant juin 2005	- Absence de la volonté des autorités locales pour autoriser les escales des bateaux à Idjwi
2. L'électrification est inexistante	Le réseau SNEL n'atteint pas le territoire d'Idjwi	<ul style="list-style-type: none"> - Impossibilité d'installer des usines, des moulins - les appareils électroniques fonctionnent difficilement - Absence des activités artisanales 	Le territoire d'Idjwi a été électrifié	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification par courant Haute tension SNEL en provenance de Bukavu. - Construction d'une centrale hydro-électrique sur la chute de la rivière TAMA 	<ul style="list-style-type: none"> - Ecrire une Lettre au gouvernement et aux autres instances concernées (démarches) - tracer des lignes pour les poteaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement, Ministère de l'énergie, société SNEL, autorités locales, représentant de la population pour transport des matériaux 	. Le courant est à Monvu, Kashofu, et Bugarula. Ces centres sont desservis et les maisons qui se trouvent sur le parcours ont du courant en 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des guerres - Négligence des autorités - Absence des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
					- sensibiliser la population			
3. L'eau potable est insuffisante	- Adduction insuffisante - Sources non aménagées	- Utilisation des eaux usées du Lac - Abondance des maladies hydriques . Le puisage de l'eau épuise les femmes	- Les adductions d'eau ont été suffisamment réalisées dans chaque groupement	- Instruire le SNHR - Disponibiliser des moyens à ce service - Disponibiliser l'eau potable	- Etudier et identifier les sources - Capturer les sources - Construire les citernes et réservoirs nécessaires. - Traçage des caniveaux - Pose des tuyaux - Installer des bornes fontaines aux lieux de puisage	- Gouvernement - Ministère de développement rural - Service national d'hydraulique rurale (SNHR) - Représentant de la population locale	5 adductions sont disponibles dans chaque groupement en 2006	- Présence des guerres - Absence des fonds
4. Les écoles sont insuffisamment équipées.	Prise en charge de l'éducation par les parents et pourtant sont pauvres.	Les enfants étudient dans des mauvaises conditions - Détérioration de la qualité d'enseignement - Risque des enfants d'attraper les	- Les écoles ont été équipées	- Amélioration des infrastructures scolaires (réhabilitations des équipements)	Fabriquer les pupitres - Acheter les matériels et manuels pédagogiques - Payer les enseignants	Le gouvernement - Ministère de l'éducation - Représentant des parents (COPA) - Responsables des écoles	- 10 écoles équipées chaque année - 85 % des écoles équipées et réhabilitées d'ici 2006	- Guerre - Absence de la Volonté du gouvernement - Détournement des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsable	Indicateurs	Facteurs de blocage
		maladies.			régulièrement et suffisamment	(préfets, directeurs).		

CARTE SOCIALE DU TERRITOIRE DE IDJWI

